

SMI 9195.93	DOW JONES 25018.16
9556	25018
9435	24617
9314	24216
9193	23815
-0.01%	+4.89%

GESTE D'OUVERTURE DE LA RUSSIE

## Nette reprise du pétrole

PAGE 15

DES ÉCONOMIES EN PERSPECTIVE

## TX Group: chute de la rentabilité

PAGE 4

LA CHRONIQUE DE ROBERT SHARPS

## Ne laissez pas la peur s'installer

PAGE 14

ÉCLIPSÉ PAR LES INCERTITUDES POUR 2020

## Solidité de Flughafen Zurich

PAGE 6

ADVERSITÉ TENACE EN AMÉRIQUE DU NORD

## Un long chemin pour Aryzta

PAGE 4

EN DÉPIT DES CHARGES EXTRAORDINAIRES

## Robuste performance de Galenica

PAGE 4

À HAUTEUR DE 0,58 MILLION DE FRANCS

## BPDG a creusé sa perte

PAGE 7

DANS LE VERT MALGRÉ HONG KONG

## Ferragamo résiste efficacement

PAGE 8

## Cfinancials vise le marché asiatique



**MICHAEL HEIJMEIJER.** L'entreprise a signé l'an dernier un contrat de distribution de son outil avec ICE, le plus grand marché en capitalisation boursière d'actions du monde.

Parce qu'il souhaitait un indice transparent et objectif permettant d'évaluer la sécurité des produits financiers, Michael Heijmeijer, en a créé un en 2009 via sa société hi-tech Cfinancials, implantée alors à Rolle. Il s'agit de l'indice «Tiper», basée sur des algorithmes, qui calcule un «indice de sécurité» pour 16 millions de produits financiers, c'est-à-dire fonds, actions, produits structurés ou obligations, dans le monde. Rien que cela.

Dans une optique de développement, Cfinancials s'est installée en septembre à New York. L'entreprise est désormais enregistrée dans le registre du commerce américain. Il est bon de rappeler que la société a signé l'an dernier un contrat de distribution de son outil avec ICE, le plus grand marché en capitalisation boursière d'actions du monde. Mais son fondateur Michael Heijmeijer ne veut pas en rester là.

Pour atteindre son «objectif de devenir la référence mondiale en termes de sécurité pour les produits financiers», il met le cap désormais sur le marché asiatique, notamment en Malaisie. Des discussions ont été lancées en effet avec des grandes banques du pays pour la distribution du logiciel Tiper. Hong Kong, l'Indonésie et le Japon sont aussi visés dans une deuxième étape. **PAGE 14**

# Le rebond bancaire n'a pas suffi au SPI

**BOURSE SUISSE.** Alors que Wall Street s'envolait hier, les indices helvétiques et européens se sont enlisés en fin de séance.



**PARADEPLATZ.** Les deux grandes banques de la place financière zurichoise, CS et UBS, ont emmené le rebond bancaire hier.

PIOTR KACZOR

Le rebond de plusieurs marchés d'actions d'Asie hier s'est enlisé en Europe et à Zurich en fin de journée. Principales perdantes la veille, les valeurs de l'énergie et les titres financiers ont mené le rebond hier. A la faveur d'une reprise finale de 7-8% des prix du pétrole brut.

Après deux journées noires vendredi et lundi, l'indice suisse des valeurs vedettes SMI paraissait assurer sa reprise hier, gagnant 3,7% à la mi-journée, pour finalement clôturer quasiment inchangé (-0,01%) à 9195 points. Sur le marché suisse, l'indice des valeurs bancaires a assuré sa re-

montée en clôturant en hausse 1,76%. L'impact de l'épidémie du coronavirus est ainsi revenu au premier plan des préoccupations des marchés hier.

Credit Suisse et UBS qui, à l'instar de leurs pairs américains et internationaux, avaient le plus souffert lundi (-12,9% et -10,4%) ont mené le rebond hier. A la faveur d'une recommandation positive des analystes de Goldman Sachs qui prônent désormais l'action UBS à l'achat. UBS a ainsi gagné jusqu'à 6,8% hier pour clôturer finalement avec un gain plus modeste de 2,44%, coiffée au poteau en fin de séance par CS Group (+2,64%) et par la BC de Bâle (+3,22%). **PAGE 3**

## Geberit excelle malgré les inévitables turbulences

PHILIPPE REY

Les solides bases fondamentales du groupe Geberit demeurent plus que jamais, indépendamment des aléas conjoncturels, ce qui va lui permettre de continuer à avoir une rentabilité nettement

supérieure à la moyenne. En continuant à prospérer sur la durée.

Donc à encore faire mieux que lors de l'exercice 2019, qui s'est caractérisé par une très bonne performance. Geberit a accru son cash-flow libre (FCF ou free cash-

flow) de 10,7% à 644 millions de francs (soit une marge de 20,9% au regard du chiffre d'affaires net et un taux de conversion de 71% de l'EBITDA). L'impact du coronavirus reste très limité. Geberit innove, investit et optimise ses processus efficacement. **PAGE 5**



**CHRISTIAN BUHL.** Le groupe dont il est CEO innove et maintient une grande discipline.

## Chômage: les seniors auront une rente-pont

**SESSION DE PRINTEMPS.** Le Conseil des Etats s'est rallié au National pour ce coup de pouce au plus de 60 ans.

MAUDE BONVIN

Le Conseil des Etats s'est rallié hier à son homologue du National. Il a validé l'idée d'une rente-pont pour les chômeurs âgés jusqu'à la retraite. Une personne en fin de droit de plus de 60 ans aura droit à ce coup de pouce financier si sa fortune nette est inférieure à 50.000 francs. Pour les couples mariés, le seuil a été fixé à 100.000 francs.

Pour prétendre à cette aide, l'individu sans emploi devra aussi avoir cotisé au minimum durant vingt ans aux assurances sociales, dont au moins cinq après 50 ans et avoir gagné au moins 21.330 francs par an. Seules les personnes qui ont leur domicile en Suisse seront par ailleurs éligibles. Pour le directeur de la fondation Qualife,

Eric Etienne, cette rente est moins stigmatisante que l'aide sociale, surtout pour des gens qui ont travaillé toute leur vie.

«Notre objectif reste toutefois le retour à l'emploi. Les participants que nous accompagnons sur toute la durée de notre suivi intensif retrouvent majoritairement du travail. Nous avons aussi des personnes qui ont remis le pied à l'étrier après 60 ans», précise-t-il. Pour lui, mieux vaudrait lutter contre les préjugés entourant les seniors et davantage soutenir la formation continue.

Et pourquoi ne pas instaurer un taux unique de LPP? Pour l'heure, les parlementaires doivent encore se mettre d'accord sur le montant accordé aux personnes concernées par cette rente-pont. Le dossier retourne au National. **PAGE 9**

## Quand la finance veut relever le défi social

**INCLUSION FINANCIÈRE.** IPACE, association caritative organise sa première conférence demain à Genève.

ELSA FLORET

A l'initiative de l'association caritative IPACE: la volonté affichée par son président, de mobiliser son réseau au sein de la place financière genevoise pour adresser les enjeux sociaux dans son pays natal, le Vietnam. Avec le soutien actif d'Elie J. Nada, associé d'un fonds de P2P spécialisé dans les prêts à la consommation et de Pierre Schick, CIO d'un Single Family Office, membres du comité d'IPACE.

La digitalisation, la dette privée, la finance inclusive seront au programme de cette conférence demain soir à Genève, avec comme fil rouge l'impact social. «Certaines stratégies de dette privée, telle que la microfinance, favorisent l'inclusion financière, un élément clé

dans la lutte contre la pauvreté», un des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies», selon Pierre Schick.

«Il sera intéressant d'évaluer les applications et synergies possibles de la Libra dans ce contexte de finance durable. L'innovation financière ainsi que le développement des technologies digitales joueront sans doute un rôle clé afin d'installer Genève comme leader mondial de la finance durable», conclut Elie J. Nada.

Modéré par Michel Girardin, le débat abordera un thème qui comporte un aspect financier, mais également social, un sujet en adéquation avec l'identité de l'association, qui réunit principalement des professionnels de la finance autour des projets humanitaires. **PAGE 7**



9 771421 948004 3 0011

# ACTEURS

## Le prix du pétrole et l'inflation

MARIE OWENS THOMSEN

Global Head of Economic and Investment Research **INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT**

**Lundi 9 mars 2020, les marchés financiers ont été lourdement impactés par la chute du prix du pétrole. Les pays membres de l'OPEP, l'Arabie saoudite en tête, ont tenté de limiter l'offre de pétrole dans le but de contrer la baisse de son prix. La Russie a de son côté préféré viser les producteurs américains de pétrole de schiste et pour ce faire, le pays n'a pas souscrit aux baisses de production proposées par l'OPEP.**

Le prix du baril de Brent est tombé en dessous de 37 dollars et celui du WTI a reculé à environ 34 dollars. Une semaine plus tôt, ils s'échangeaient respectivement autour de 52 et 47 dollars. Cette chute de prix constitue la plus importante baisse depuis la guerre du Golfe en 1991.

Une baisse de prix du pétrole a normalement un effet favorable sur la croissance mondiale, hormis sur celle des pays producteurs. Une simulation réalisée par le FMI (Fonds monétaire international) suggère qu'une baisse de prix du pétrole de 10% pourrait augmenter la croissance du PIB mondial de 0.1 à 0.2 points de pourcentage. Cela est possible car les perdants, les pays exportateurs de pétrole, ne représentent qu'environ 15% du PIB mondial. Par contre, les investissements dans le secteur pétrolier sont voués à diminuer car le rendement potentiel de son exploitation s'amoindrit. Aux Etats-Unis, les investissements dans le secteur se sont contractés de 65% entre 2014 et 2016, et un tiers des puits de pétrole de schiste était supprimé. Malgré cela, l'effet net sur la croissance américaine a été

modérément positif, grâce aux gains du côté des consommateurs (les Etats-Unis sont le plus important importateur au monde, et également un exportateur majeur, ayant même dépassé brièvement l'Arabie saoudite en 2019). Si le PIB mondial sortira potentiellement indemne de cet épisode, les budgets des Etats des pays producteurs vont souffrir. Pour que l'Arabie saoudite équilibre son budget, le pays nécessite un prix du pétrole au-dessus de 80 dollars par baril, contre 49 dollars pour la Russie. En ce qui concerne le pétrole de schiste, le coût de production est estimé en-

tre 25 et 50 dollars par baril. La Russie a terminé l'année 2019 avec un surplus budgétaire de 2.6% du PIB, tandis que l'Arabie saoudite affichait un déficit de plus de 4% de son PIB. La stratégie russe impactera considérablement l'Arabie saoudite mais également l'Iran, le Venezuela, l'Algérie, la Libye, Bahreïn, Oman, ainsi que les Emirats arabes unis – des pays qui ont des coûts de production allant de 70 dollars à 195 dollars le baril – avant même d'impacter les producteurs américains. Il serait logique de penser que ces évolutions vont faire baisser l'in-

L'ALIMENTATION  
PÈSE BIEN PLUS  
LOURDEMENT  
QUE L'ÉNERGIE  
DANS UN GRAND NOMBRE  
D'INDICES DE PRIX  
À LA CONSOMMATION.



flation des prix à la consommation. Halte aux conclusion trop hâtives! L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) affiche une hausse de 8.1% des prix alimentaires ce février par rapport à l'année passée. L'alimentation pèse bien plus lourdement que l'énergie dans un grand nombre d'indices de prix à la consommation (IPC).

En Chine, par exemple, l'énergie pèse seulement 2-3% contre 20% pour l'alimentation. Une baisse des prix du pétrole de 30% aura moins d'impact sur l'IPC en Chine que l'augmentation de 8% des prix alimentaires. Pour la zone euro, c'est l'inverse, car l'énergie pèse 11% dans son IPC contre 6% pour ce qui est l'alimentation. ■

## De la nécessité d'une personnalité «virtuelle» pour l'IA

XAVIER COMTESSE

**MANUFACTURE THINKING**

**L'intelligence artificielle fait peur. Elle progresse chaque jour. Elle semble être en compétition avec nous. Va-t-elle prendre son autonomie? Allons-nous lui donner une personnalité juridique comme on l'a fait, il y a deux siècles, pour les entreprises?**

Entretien avec Janelise Favre et Lezgin Polater, avocats à Genève.

**Qu'est-ce qu'une personnalité juridique?**

C'est l'aptitude à être titulaire de droits et être sujet à des obligations. Dans le système juridique suisse, seules les personnes physiques (les êtres humains) et les personnes morales (sociétés, collectivités, associations, notamment) sont dotées de la personnalité juridique.

**Est-ce que l'IA pourrait, à vos yeux, obtenir une personnalité juridique virtuelle?**

Les discussions qui ont trait aujourd'hui sur la question de l'octroi de la personnalité juridique à l'IA ont principalement pour objectif de déterminer s'il faut lui reconnaître une responsabilité propre.

En cas de dommage généré par un robot doté de l'IA, qui est responsable: Le fabricant? Le détenteur? Le robot? La question devient d'autant plus délicate lorsqu'il s'agit d'un robot autonome que le détenteur ou le fabricant ne maîtrise(nt) pas ou plus.

Les mécanismes juridiques actuels solutionnent la question en par-

tant du postulat que ceux qui profitent de la nouvelle technologie doivent en supporter les risques. Ainsi, la responsabilité est supportée soit par le détenteur du robot, soit par son fabricant (ou éventuellement les deux). C'est actuellement la position du Conseil fédéral. Un groupe d'experts de la Commission européenne a rendu en 2019 un rapport qui recommande également de ne pas doter l'IA de la personnalité juridique. A notre sens, ces solutions sont valables tant qu'il s'agit d'une IA de type «faible», soit une IA non sensible et non consciente. Néanmoins, la réponse pourrait être différente si une IA «forte» (soit une IA dotée de sensibilité et de conscience, capable d'apprendre et de reproduire l'intelligence humaine) voit le jour. Une telle IA serait si similaire à l'être humain qu'il serait artificiel de refuser de la doter d'une personnalité juridique.

Certains experts estiment que l'IA forte pourrait être développée dans quelques décennies, d'autres estiment qu'il faudra beaucoup plus de temps et d'autres, enfin, pensent qu'un tel développement est impossible.

**Y-a-t-il des exemples en Suisse ou à l'étranger?**

De nombreuses initiatives visant à créer de nouveaux types de personnalités juridiques ont régulièrement été lancées ces dernières années. Pour la plupart d'entre elles, il s'agit essentiellement de chercher à doter des éléments na-



turels de la personnalité juridique. A titre d'exemple, la Bolivie a édicté en 2010 une loi sur de Terre Mère laquelle accorde des droits fondamentaux à la nature et consacre son égalité à l'homme. En Suisse, un postulat visant à octroyer la personnalité juridique aux glaciers n'a pas abouti. Ici également, le Conseil fédéral a estimé que l'arsenal juridique actuel est suffisant pour assurer la protection de ce bien naturel. En 2017, l'Arabie saoudite a octroyé à un robot appelé «Sophia» la citoyenneté de son pays. On peut comprendre ainsi qu'elle a obtenu la personnalité juridique. Il faut toutefois se demander si une telle décision, prise sans aucun contexte législatif, n'avait pas pour objectif de permettre à ce pays de se profiler comme tech-friendly. Il y a aussi l'exemple du Japon qui a octroyé un permis de séjour à un chatbot. Cela étant, à notre connaissance, aucun pays n'a à ce jour encore adopté de dispositions légales permettant de doter l'IA d'une personnalité juridique. ■

## Comment s'est conçu le billet des 500 ans d'Orell Füssli

ELVIRA BOOTH

Responsable Marketing & Communication **KBA-NOTASYS**

**A l'occasion de son 500<sup>e</sup> anniversaire, l'imprimerie suisse de renom Orell Füssli a décidé de créer un billet commémoratif qui reflète à la fois son passé et son futur. Le designer romand Christophe Métroz a été choisi pour réaliser ce projet. Pour apprendre les secrets de la conception et la fabrication des billets de banque, il s'est tourné vers KBA-NotaSys, leader mondial de l'impression de sécurité, à Lausanne.**

Pour marquer cet anniversaire, la société a souhaité élaborer un billet maison dont le design devait à la fois refléter son histoire et sa vision du futur. Le spécimen a été conçu par le designer romand Christophe Métroz, en collaboration avec le designer français Frank Adebaiye. Le projet a démarré en 2016, par un concours sur invitation d'Orell Füssli. Parmi les cinq designers sélectionnés, Christophe Métroz était celui qui avait le moins d'expérience dans la réalisation de billets de banque, avec uniquement à son actif un stage de courte durée dans le domaine.

**Symboles helvétiques**

C'est là que l'expertise de KBA-NotaSys a été décisive. Pour développer son prototype, Christophe Métroz s'est rendu à plusieurs reprises au sein des locaux lausannois de l'entreprise, afin de se familiariser avec l'industrie, et apprendre les techniques

liées à la conception de billets de banque, aux côtés de Michelle Bonzon, cheffe de projet design et experte dans le domaine. Durant ses 17 années passées au sein du département design de KBA-NotaSys, elle a participé à la création de 500 billets de banque à travers le monde entier. Le design final a été créé en collaboration avec le designer et graveur d'Orell Füssli, Armin Waldhauser. Les différents éléments graphiques ont été convertis en un concept fonctionnel respectant les exigences de base d'impression de sécurité.

«LA CRÉATION  
D'UN BILLET DE BANQUE  
TIENT BEAUCOUP DE  
L'ARCHITECTURE: IL S'AGIT  
DE MARIER ET D'EXPLOITER  
DE MULTIPLES  
CONTRAINTES PHYSIQUES.»

Le travail de Christophe Métroz a débouché sur un spécimen de très haute qualité. Son design incarne le thème du temps et fait référence aux symboles helvétiques ajustés méticuleusement au recto comme au verso. On y découvre un portrait avec une grille de proportions parfaitement alignée des deux côtés. «Je suis designer graphique depuis plus de 15 ans, mais ce projet était très différent des autres, raconte Christophe. Pour moi, la création d'un billet de banque tient beaucoup de l'architecture: il s'agit de marier et d'exploiter



de multiples contraintes physiques en choisissant et en combinant des éléments.»

**Un spécimen très contemporain**

Le visuel du billet représente l'espace-temps dans lequel l'expérience humaine se déroule. Le portrait symbolique mélange une peinture d'Albrecht Dürer avec un visage de femme anonyme contemporaine. Le temps est omniprésent dans les symboles de la clepsydre, la spirale, le labyrinthe ou le sablier. La ville de Zurich a servi de base de réflexion sur l'espace, à travers sa transformation d'une image très ancienne en données cartographiques d'aujourd'hui.

Ce spécimen très contemporain raconte l'histoire de l'exploit humain, celui qui dépasse les limites du temps. Comme par ailleurs pour chaque billet de banque, et tel le gardien de notre histoire, il raconte notre époque tout en nous rappelant tous les jours d'où l'on vient, et où l'on va. ■

# POINT FORT

## Le rebond des valeurs bancaires n'a pas suffi à hisser la cote helvétique en terrain positif

L'indice sectoriel des banques suisses a rebondi hier de 1,8%, emmené par Credit Suisse et UBS, suivis par 12 titres sur un total de 25, avec huit autres bouclant dans le rouge.

PIOTR KACZOR

Le rebond de plusieurs marchés d'actions d'Asie mardi s'est enlisé en Europe et à Zurich en fin de séances. Après deux journées noires vendredi et lundi au terme desquelles le SMI avait perdu 4% et 5,5%, l'indice des valeurs vedettes paraissait assurer son rebond mardi, gagnant 3,7% à la mi-journée, pour finalement clôturer quasiment inchangé (-0,01%) à 9195 points alors que le SPI a fléchi de 0,19%. Principales perdantes la veille, les valeurs de l'énergie et les titres financiers ont mené le rebond hier avec des hausses respectives de plus de 5% et 4% dans l'après-midi, alors que les progressions se limitaient à un peu plus de 2% pour les secteurs défensifs de la consommation durable, de la santé ou des services aux collectivités. Sur le marché suisse, les indices des valeurs bancaires et du secteur de la santé ont assuré leurs rebonds en clôturant par des hausses respectives de 1,76% et de 0,3%.

### Reprise des cours du pétrole brut

A la faveur d'une reprise finale mardi de 7-8% des prix du pé-

trole brut à un peu plus de 37 dollars le baril pour le Brent et à plus de 33 dollars pour la qualité WTI. Ce qui a suffi à apaiser les craintes les plus vives de la veille: celles d'une récession globale que les banques centrales seraient à nouveau mises au défi de prévenir, même si elles sont aussi perçues comme désarmées dès lors que le problème se situe au niveau de l'offre plutôt que de la demande.

Les politiques de relance budgétaire se trouvent par conséquent désormais davantage sollicitées au niveau des différents Etats. De manière à neutraliser autant que possible les ruptures des chaînes logistiques et d'approvisionnement provoquées par l'épidémie du coronavirus. Le virus de l'année est ainsi revenu au premier plan des préoccupations immédiates des marchés hier.

Les banques Credit Suisse et UBS qui, à l'instar de leurs pairs américains et internationaux, avaient le plus souffert lundi (-12,9% et -10,4%) – à travers l'exposition supposée des grandes banques au secteur du pétrole et du gaz – ont rebondi de quelque 4% hier dans l'après-midi. A la faveur d'une recommandation positive lundi des



A la faveur d'une recommandation à l'achat prônée par Goldman Sachs la veille, le titre a repris 2,4% hier.

analystes de Goldman Sachs qui prônent désormais l'achat de la nominative UBS avec un objectif de cours pourtant abaissé à 15,20 francs (16,60 francs précédemment), UBS gagnait jusqu'à 6,8% hier pour clôturer finalement avec un gain plus modeste de 2,44%, coiffée au poteau en fin de séance par CS Group (+2,64%) et par la Banque cantonale de Bâle (+3,22%), suivies par EFG International (+1,88%) ainsi que par les banques canto-

nales de Saint-Gall (+1,7%) et de Glaris (+1,56%).

### Poids sur les banques

C'est que les investisseurs ont pris la mesure du fait que d'autres facteurs que l'exposition au pétrole avaient alimenté la défiance envers les grandes valeurs bancaires lundi: l'impact défavorable de taux d'intérêts encore plus bas ou négatifs, le poids de la chute des marchés d'actions sur les encours sous gestion pri-

vée, et les répercussions négatives du ralentissement des activités sur les revenus des banques d'investissements.

La veille lundi, la ZKB avait réduit ses estimations de bénéfices des deux grandes banques de respectivement 16% et 15% pour UBS en 2020 et en 2021 et de 11% pour CS Group. Principalement afin de prendre en compte les volumes devenus plus faibles dans la gestion de fortune et dans la banque d'investissement. Jusqu'ici positif sur l'action CS Group, l'analyste de la ZKB a réduit sa recommandation à «équiper» celle-ci, comme c'était déjà le cas pour l'action UBS.

### CS mieux armé selon ZKB

Pour l'analyste de la ZKB, CS Group est mieux armée que UBS pour faire face à la situation actuelle en raison de sa structure de coûts plus légère. Le titre CS se traitait aussi à un multiple de valorisation moins élevé que son concurrent. Mais si l'action CS n'est pas chère, elle ne peut en aucun cas bien performer dans le contexte actuel, souligne l'analyste pour justifier l'abaissement de sa recommandation à «équiper». Reste que la structure

de coûts de la gestion de fortune ne peut pas être comprimée si rapidement, d'où l'abaissement de 10% de ses prévisions pour la gestion privée de CS en 2020.

### Impact du coronavirus

Le titre de VP Bank, numéro trois bancaire de la Principauté du Liechtenstein, a gagné près de 0,3% hier après avoir présenté des résultats 2019 à la hauteur des attentes et assortis d'objectifs ambitieux pour 2020, moyennant une amélioration très modeste du coefficient d'efficacité opérationnelle coûts/revenus.

Autrement dit par une nette augmentation des revenus selon l'analyste de la ZKB qui salue la nouvelle stratégie de la banque et ses nouveaux objectifs, soulignant aussi que celle-ci compte parmi les premiers établissements de gestion de fortune à formuler ses perspectives 2020 en tenant compte de la correction de marché induite par le coronavirus. La banque liechtensteinoise a indiqué que la crise du coronavirus pénaliserait ses activités clients et les placements financiers cette année, ce qui rendra l'un des trois objectifs clés pour cette année, un bénéfice de 80 millions, difficile à atteindre. ■

## Les crédits poussent les banques centrales à agir

**POLITIQUE MONÉTAIRE.** La baisse de taux surprise de la Fed peut avoir déclenché un mouvement dont l'ampleur et l'étendue dépend notamment de la décision de la BCE demain.

CHRISTIAN AFFOLTER

Le scénario catastrophe serait une réaction en chaîne. Les entreprises subissant une forte contraction de revenus, voire un arrêt total de la production ne sont plus en mesure d'assurer le paiement des intérêts sur leurs crédits, pouvant même conduire vers des défaillances totales. La part d'entreprises disposant d'une notation non spéculative était élevée grâce aux taux bas, mais une vague de révisions à la baisse pourrait la faire diminuer rapidement. Cela touche évidemment les créanciers. C'est la raison pour laquelle les banques comptent parmi les acteurs ayant le plus souffert de la chute des marchés financiers, et cela vaut toujours malgré le fort rebond technique hier.

Pour l'instant, cela se fait surtout ressentir du côté de la dette spéculative, au sein de laquelle les sociétés exploitant le pétrole de schiste américain ont une forte position. Mais ce problème pourrait toucher d'autres secteurs, et aussi aller au-delà des emprunts spéculatifs, surtout si les coûts pour emprunter prennent l'ascenseur. Une nouvelle fois, les actions des banques centrales visent donc à réduire le risque de contagion, diminuer les coûts des emprunts pour contrer directement

la pression à la hausse. Ces mesures visent à éviter que ce qui s'est passé en 2007/8 ne se répète: les fortes secousses sur les marchés se transforment en crises lorsque le domaine du crédit est touché au point de déclencher un mouvement de réduction du levier.

### La Fed pourrait bientôt procéder à une autre baisse

En réaction à la baisse de taux surprise de la Fed, l'économiste en chef de J. Safra Sarasin Karsten Junius a souligné: «les banques centrales devraient prévenir un nouveau resserrement des conditions financières, en abaissant les taux, en élargissant l'assouplissement quantitatif du côté des entreprises, et en fournissant un approvisionnement en liquidités ciblé». Il prévoit déjà une nouvelle baisse de taux de 50 points de base par la Fed au deuxième trimestre, atteignant ainsi une fourchette de 0-0,25%.

L'attention se focalise sur la prochaine réunion prévue à l'agenda, celle de la Banque centrale européenne (BCE) demain. «Il est certain que la BCE va aussi passer à l'action. Dans un contexte extrêmement incertain quant à l'ampleur des conséquences économiques d'une pandémie, la BCE se doit d'agir», estime Franck



FRANCK DIXMIER. Le directeur des gestions obligataires d'Allianz GI estime que la BCE doit prendre des mesures demain.

Dixmier, directeur des gestions obligataires d'Allianz Global Investors.

Mais jusqu'où iront les mesures? Cette question intéresse notamment la BNS au plus haut point. Pour la BCE déjà, Franck Dixmier souligne qu'elle «mène une politique monétaire de crise depuis quelques années déjà et a largement utilisé les outils à sa disposition (taux de dépôt négatif, achats de titres, assouplissement quantitatif, TLTRO)». L'expert préfère une augmentation de l'assouplissement quantitatif, plus

pertinent lorsque de possibles mesures de soutien budgétaire sont discutées en parallèle. Le TLTRO3 peut être ciblé de manière à faciliter le financement aux PME, «permettant d'encourager les banques à favoriser l'accès au crédit des entreprises les plus exposées à la crise». Finalement, Franck Dixmier relève aussi que «la chute brutale des anticipations d'inflation, qui n'ont jamais été aussi basses» donne un argument supplémentaire à la BCE. L'économiste stratège senior de Mirabaud AM Valentin

Bissat défend une position similaire, s'attendant principalement à un programme d'achat d'actifs doublé à 40 milliards d'euros par mois en le renforçant du côté entreprises, un assouplissement et une extension du programme TLTRO, et finalement un élargissement des types de collatéraux acceptés par la BCE «pour que les banques offrent du financement aux PME».

### Le franc suisse joue son rôle de refuge

Une démarche de la BCE plus fortement axée sur l'assouplissement quantitatif que sur les taux (une baisse de 10 points de base à -0,60% est généralement anticipée pour la BCE) rassurerait aussi la BNS. Le franc suisse joue actuellement son rôle de valeur refuge. Face à l'euro, il se retrouve à un niveau qui n'a plus été revu depuis 2015, l'année de l'abandon du cours plancher, l'euro tombant même en-dessous du «plancher implicite» de 1,07. Comparé au dollar US, le franc ne s'est plus trouvé autant au-dessus de la parité depuis février 2018, qui avait marqué un plancher depuis 2015. Si la marge de manœuvre paraît déjà bien limitée pour la BCE, cela vaut encore plus pour la BNS. C'est ce que met en évidence Maxime Botte-

ron, économiste Swiss Macro & Strategy de Credit Suisse.

Pour l'heure, la Banque nationale suisse devrait renoncer à abaisser son taux directeur à -1,00%. Cette mesure-là ne devrait intervenir qu'au cours du deuxième trimestre. «Cette analyse dépend toutefois d'une baisse de taux par la BCE», souligne-t-il. Autrement dit, le maintien d'un écart significatif par rapport aux taux européens reste un critère fondamental pour la BNS, surtout pour prévenir une appréciation du franc considérée excessive. Il faudra aussi suivre de près l'évolution du côté de l'inflation. «La baisse actuelle du prix du pétrole, exacerbée par la dépréciation du dollar US, pourrait diminuer le taux d'inflation de jusqu'à 0,4 points de pourcentage, pour autant que le prix du pétrole ne reprend pas.

Dans ce scénario, la BNS pourrait abaisser ses prévisions d'inflation conditionnelle pour 2020 à un niveau aussi bas que -0,3%, soit bien en-dessous de sa propre définition de la stabilité des prix.» Autrement dit, la BNS tentera certes dans un premier temps de combattre les pressions à la hausse par de nouveaux achats de devises, mais devra probablement se résoudre à aussi intervenir au niveau des taux. ■

# ENTREPRISES

## TX Group voit sa rentabilité chuter de 50%

**MÉDIAS.** Le développement des places de marché numériques et la transformation des médias payants sont évoqués.

Etouffant ses revenus en dépit de la poursuite du repli des recettes publicitaires, TX Group n'en a pas moins vu sa rentabilité chuter l'an dernier. Le groupe de médias zurichois, qui contrôle notamment l'éditeur Tamedia, a dégagé un bénéfice net de 97,8 millions de francs, soit près d'un quart de moins (-24,5%) qu'un an auparavant.

Le résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (Ebit) s'est pour sa part contracté encore plus vigoureusement soit de près de moitié (-46,5%) à 70,4 millions de francs, indique le groupe établi à Zurich. La marge correspondante a dégringolé à 6,5%, contre 13% douze mois auparavant. Les investissements et amortissements ont pesé à hauteur de 85 millions de francs sur l'Ebit. Le bénéfice net du groupe a aussi tiré profit de l'apport des cessions des participations détenues dans Localsearch et dans Starticket, soit des montants respectifs de 18,7 et 7,2 millions de francs.

### Revenus en baisse hors acquisitions

Les revenus ont augmenté de 6,8% à 1,08 milliard de francs. La hausse n'est toutefois due qu'aux seules acquisitions, dont notamment celle du spécialiste de la télévision numérique Zattoo Group ainsi que les rachats antérieurs de Basler Zeitung, Goldbach Group et Neo Advertising. Le chiffre d'affaires de ces dernières entreprises a été consolidé sur une année entière l'an passé. Hors acquisitions, les recettes se sont tassées de 5%.

### Réduction du dividende

«Le résultat de l'exercice 2019 ne répond pas à nos attentes», écrit le président du conseil d'administration de TX Group, Pietro Supino. Le groupe propose de réduire le dividende versé au titre de l'exercice sous revue d'un franc à 3,50 francs par action. Le segment Médias payants est resté sous pression l'an dernier. Les recettes, une nouvelle fois sous le coup de la baisse des entrées publicitaires pour les journaux et magazines imprimés, se sont contractées de 3,9% à 512,9 millions de francs. L'Ebitda s'est dégradé de 11,8% à 43,9 millions, la marge correspondante s'établissant à 8%.

### Economies de 20% sur trois ans

Après un exercice difficile, TX Group, va passer en revue ses coûts. L'entreprise entend réaliser des économies de 20% ces trois prochaines années. Chaque secteur d'activité définira ses objectifs en la matière. M. Tonini n'a pas caché que la pression la plus forte concerne l'unité des médias payants. — (awp)

## Aryzta progresse malgré une adversité tenace en Amérique du Nord

**BOULANGERIE B2B.** Le free cash-flow d'exploitation s'est amélioré de même que l'endettement lors du premier semestre 2019/20. Le chemin est très long.

PIHILIPPE REY

Aryzta n'apparaît pas comme une entreprise florissante, loin de là, mais n'en a pas moins réalisé des progrès stratégiques et financiers lors du premier semestre (à fin janvier) de l'exercice 2019/20 (2020), en considération des difficultés causées par les anciens dirigeants du leader européen des produits de boulangerie surgelés. Le recentrage de son portefeuille sur la boulangerie surgelée B2B a été accompli.

Des réductions de coûts cumulées de 57,4 millions d'euros ont été concrétisées depuis la mise en œuvre du plan de redressement (Project Renew); Aryzta paraît en mesure d'atteindre des économies de coûts, run-rate ou annualisées, de 70 millions d'euros pour l'exercice 2020 et 90 millions la troisième année.

Aryzta prévoit une hausse de l'EBITDA (excédent brut d'exploitation), avant l'impact de la norme comptable IFRS 16, pour l'exercice 2020. Cette prévision ne suppose pas d'impact matériel ou prolongé du virus Covid-19, ce qui n'est évidemment pas certain. La structure du capital de l'entreprise, qui a son siège à Schlieren, a été améliorée de façon significative: la dette nette a



**KEVIN TOLAND.** Les facteurs qui affectent la rentabilité en Amérique du Nord sont en passe d'être résolus.

été réduite, post cession de la participation (43,1%) dans Picard, si bien que le ratio d'endettement net/EBITDA (excédent brut d'exploitation) a été ramené à 1,96x (2,50x un an plus tôt), s'agissant de la dette senior. Il n'y a pas d'échéance à court terme de celle-ci. Si on exclut l'effet des contrats de leasing liés à la norme comptable IFRS 16, la dette nette du groupe totalisait 567 millions d'euros au 31 janvier 2020. Mais si on tient compte de ces contrats, la dette brute dépassait alors 1

milliard d'euros. A cela s'ajoute un financement hybride de 800 millions d'euros et de 906 millions (y compris les dividendes différés). Tout cela peut paraître alambiqué, mais est hérité de l'incompétence des anciens dirigeants d'Aryzta.

Le free cash-flow d'exploitation s'est élevé à 55,7 millions d'euros, mais une bonne partie de celui-ci sert à servir la dette, de telle sorte que le cash-flow libre ressort à 23,2 millions d'euros (-36,2 millions un an plus tôt).

L'excédent brut d'exploitation (EBITDA) récurrent a progressé de 12% à 169,8 millions d'euros (151,6 millions un an auparavant). Cependant, like-for-like (avant les effets de la norme comptable IFRS 16 portant sur le leasing), le recul est de 6,3%, largement à cause de la sous-performance d'Aryzta en Amérique du Nord.

### Amélioration à venir

Au demeurant, Aryzta a dû effectuer des correctifs de valeur pour 898 millions d'euros (sans décaissement), dont 437 millions en Amérique du Nord, engendrés par les désinvestissements et le goodwill. Cela a entraîné des pertes comptables. Si la région Europe (avec une baisse organique du chiffre d'affaires de 2,0% suite à une concentration sur les affaires rentables) et la région Reste du monde (une croissance organique de 8,6%) sont sur la bonne voie, l'Amérique du Nord (-5,3%) demeure problématique pour Aryzta et bien en dessous des objectifs visés. Néanmoins, Aryzta s'est attaqué aux facteurs pesant sur la rentabilité dans la région Amérique du Nord et est en train de les résoudre, de sorte qu'une amélioration de la rentabilité est attendue au

2ème semestre ans dans cette région, selon Kevin Toland, CEO. Aryzta a des économies d'échelle et capacités uniques en Amérique du Nord dans ses catégories clés

UN DÉFI EST DE POUVOIR AU MOINS COUVRIR LE COÛT DU CAPITAL EN AMÉRIQUE DU NORD ALORS QUE LES POSITIONS SONT BONNES EN EUROPE ET DANS LE RESTE DU MONDE.

de produits : pain artisanal, donuts, buns, cookies et croissants. Pour l'heure, Aryzta ne parvient pas encore à couvrir le coût moyen du capital (8,5% avant impôts), avec un rendement sur capitaux investis de 7,2% pour le groupe, dont 8,0% pour l'Europe, 3,5% pour l'Amérique du Nord et 17,5% pour le reste du monde. D'évidence, Aryzta doit encore progresser sensiblement pour conduire à une forte revalorisation; la valeur boursière se monte à un peu moins de 690 millions de francs, suite à la hausse de 5,5% de l'action mardi, dans un marché des actions en perte de confiance mais avec une réaction technique fragile. Un doublement demeure tout à fait possible à moyen et long terme. ■

## Robuste performance de Galenica, en dépit des charges extraordinaires

L'exploitant de pharmacies et grossiste en produits thérapeutiques a accusé l'an dernier un tassement de son bénéfice net à 125,3 millions de francs.

Le groupe bernois revendique une solide performance opérationnelle et assoit ses ambitions pour 2020 notamment sur une explosion de la demande en produits de protection contre les virus.

Le bénéfice net s'est établi à 125,3 millions de francs. Hors effets liés aux provisions pour impôts différés, normes comptables ou à la prévoyance professionnelle, la rentabilité nette aurait progressé de 7,7% à 134,2 millions, assure le groupe bernois.

L'excédent d'exploitation (Ebit) ajusté a bondi de 8,3% à 166,9 millions, tiré essentiellement par le segment Health and Beauty (+12,1% à 123,7 millions). Le résultat dans les services a grappillé 1,1% à 44,7 millions. Publié en janvier déjà, le chiffre d'affaires a progressé de 4,3% à 3,30 milliards de francs.

### Effets non récurrents sous estimés

La performance opérationnelle comble presque les attentes des analystes consultés par AWP, qui



**MARC WERNER.** Le nouveau CEO prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> avril.

articulaient en moyenne un Ebit ajusté de 167,3 millions pour un gain net apuré des effets uniques de 135,1 millions. Mais l'impact de ces effets était largement sous-estimé, la prévision pour le bénéfice net se était à 133,2 millions. L'organe de surveillance proposera aux actionnaires le versement d'un dividende agrémenté

de 10 centimes sur un an, à 1,80 franc par action. L'assemblée générale devra aussi valider la candidature de Pascale Bruderer au conseil d'administration. L'ancienne conseillère nationale et conseillère aux Etats socialiste devrait ainsi remplacer Fritz Hirsbrunner, qui ne briguera pas de nouveau mandat.

Pour l'exercice en cours, Galenica entend faire croître le chiffre d'affaires consolidé de 1 à 3% et l'Ebit ajusté de 3 à 6%. Les actionnaires doivent pouvoir compter sur une rémunération au moins équivalente à celle au titre de 2019.

### Assèchement des stocks de masques et désinfectants

Le distributeur peut d'ores et déjà compter en début d'année sur une énorme demande en produits et dispositifs de protection contre les virus, alimentée par les précautions des structures de soins et les craintes de la population face à la propagation sous nos latitudes du coronavirus en provenance de Chine. L'assèchement des stocks de masques et autres désinfectants a eu un effet positif sur le chiffre d'affaires, a souligné le CFO Felix Burkhard en marge de la conférence de bilan. Le grand agent s'est en revanche refusé à chiffrer cet impact. L'exercice 2020 verra par ailleurs une passation de pouvoir à la tête du groupe, annoncée en octobre

dernier déjà. Marc Werner héritera au 1<sup>er</sup> avril du poste de CEO, le titulaire actuel Jean-Claude Cléménçon a prévu de prendre une retraite anticipée mi-2020.

### Commentaires des analystes

Outre l'absence de surprise majeure sur l'exercice écoulé, les analystes saluent une feuille de route pour 2020 largement conforme à leurs propres attentes. UBS rappelle que la direction n'a pas pour habitude d'avoir les yeux plus gros que le ventre. Baader Helvea déplore l'absence d'indication sur un impact à venir de l'épidémie de coronavirus. Le courtier anticipe par ailleurs une poursuite de la croissance alimentée essentiellement par des acquisitions, qui vont peser sur le flux de trésorerie disponible. Le léger faux pas des deux segments d'activité en matière de rentabilité a été compensé par des dépenses administratives moindre qu'escompté, relève de son côté la Banque cantonale de Zurich (ZKB). — (awp)

# Geberit excelle malgré les aléas conjoncturels

**TECHNIQUE SANITAIRE.** Le cash-flow libre a progressé de 10,7% en 2019. Poursuite des investissements en marketing ainsi que des gains de productivité.

PHILIPPE REY

Les solides bases fondamentales du groupe Geberit, leader européen de la technique sanitaire (devant et derrière le mur) demeurent plus que jamais, indépendamment des aléas conjoncturels; ce qui va lui permettre de continuer à avoir une rentabilité nettement supérieure à la moyenne. En continuant à prospérer sur la durée. Donc à encore faire mieux que lors de l'exercice 2019, qui s'est caractérisé par une très bonne performance. Geberit a accru son cash-flow libre (FCF ou free cashflow) de 10,7% à 644 millions de francs (soit une marge de 20,9% au regard du chiffre d'affaires net et un taux de conversion de 71% de l'EBITDA), nonobstant l'impact négatif des taux de change. Pour un chiffre d'affaires net en hausse de 0,1% à 3,083 milliards (+3,4% en monnaies locales, dont +0,5% en Amérique, +3,4% en Europe, +1,3% au Proche-Orient/Afrique et +9,0% en Extrême-Orient/Pacifique).

LA MARGE EBITDA  
A EN PARTICULIER  
PROGRESSÉ GRÂCE  
À UN MEILLEUR MIX  
DE PRODUITS  
ET À DES HAUSSE DE PRIX.

Le taux de marge EBITDA (excédent brut d'exploitation) s'est établi à 29,3%, soit une amélioration de 110 points de base par rapport à 2018, et la marge EBIT, à 24,5% (24,2%). Geberit a dégagé un rendement des capitaux investis (ROIC) de 23,1% (22,6%).

Le résultat net a progressé de 3,3% à 647 millions de francs, ce qui correspond à une marge de 21,0% (20,3%); le bénéfice par action a augmenté de 4,4% à 17,97 francs, étant donné aussi le rachat d'actions. Un dividende en hausse de 11,30 francs par action sera proposé à l'assemblée générale.

Un nouveau programme de rachat d'actions est en préparation, d'un volume maximal de 500 millions de francs, d'une durée de 2 ans, avec le lancement à la fin du deuxième trimestre ou au troisième trimestre 2020. La marge de FCF a atteint moyenne 18,9% durant la période 2015-2019, tandis que la distribution s'est élevée en moyenne à 84%

du free cashflow, indique Roland Iff, CFO du groupe.

Peu de sociétés cotées sur SIX Swiss Exchange peuvent se prévaloir d'une telle performance! La valeur boursière de Geberit se monte à 16,9 milliards de francs, soit environ 26 fois le cash-flow libre de 2019; ce qui n'est pas bon marché, mais reste raisonnable pour une excellente entreprise comme Geberit.

La stratégie de Geberit se concentre sur la technique sanitaire, sur un modèle d'affaires pleinement responsable, avec l'accent mis sur l'innovation et la durabilité, un focus efficace au moyen d'investissements continus, une organisation fonctionnelle et svelte ainsi qu'une forte culture avec les pieds sur terre. Ces éléments constituent les forces de Geberit.

Le coronavirus rend toute prévision incertaine à court terme, mais l'industrie de la construction se montre plus robuste que d'autres secteurs. Les tarifs plus haut entretiennent cependant une inflation salariale sur plusieurs marchés dont l'Allemagne. Des prix plus bas des matériaux de base sont attendus à court terme (par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019).

## Impact limité du coronavirus

Le coronavirus n'a eu jusqu'ici aucun impact matériel sur les affaires de Geberit. Une interruption de la production durant deux semaines dans deux usines chinoises a eu lieu, mais celle-ci tournera à nouveau à 100% dès la mi-mars, selon Christian Buhl, CEO de Geberit. Une interruption temporaire a également frappé la ligne pour douche WC Mera; le commencement de la fabrication à haut régime se déroulera à partir de la mi-mars. Toutes les autres unités de fabrication ainsi que les chaînes de livraison fonctionnent normalement.

Diverses mesures de santé ont été prises conformément aux autorités locales de la santé ainsi que des mesures pour maintenir l'exploitation. Geberit prévoit un effet négatif inférieur à 10 millions de francs sur le chiffre d'affaires au premier trimestre 2020 de l'interruption de la production en Chine et de la gamme Mera. Sur l'ensemble de l'année, aucune incidence négative sur les affaires n'est attendue. En d'autres termes, le coronavirus ne sera sans doute pas un handicap durable. Au reste, la région de l'Extrême-Orient/Pacifique n'a représenté que 3% du chiffre net de

Geberit en 2019 (contre 91% en Europe, le reste se répartissant entre l'Amérique avec une part de 3% et le Proche-Orient/Afrique avec 3%).

Geberit investit régulièrement dans les relations avec la clientèle (distribution et marketing): les négociants en gros, les installateurs/planificateurs, ainsi que les expositions/architectes/DIY/entrepreneurs généraux et investisseurs, et clients finaux. La réputation de la marque joue aussi un grand rôle. Les différentes marques locales, dont Keramag, sont converties en Geberit. Les investissements marketing ont atteint 3,8% du chiffre d'affaires net en 2019 (3,6% en 2018).

Geberit développe activement ses activités numériques pour les clients professionnels et les clients finaux. Sans oublier le renforcement continu du pipeline d'innovations. Les frais de recherche et développement (R&D) ont représenté 2,5% du chiffre d'affaires net en 2019 (2,5% en 2018).

Par ailleurs, Geberit agrandit ses capacités et les modernise de manière ciblée. Tout en réalisant des gains de productivité continus. En concomitance avec une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ainsi qu'un engagement dans des projets de développement pérenne et de responsabilité sociale. ■



ROLAND IFF. Geberit reste solidement financé avec un ratio de fonds propres de 51,0% et un gearing de 0,5 à fin 2019.

**Avis financier** [infopub@agefi.com](mailto:infopub@agefi.com)



Roche Holding SA, Bâle

## Assemblée générale ordinaire du 17 mars 2020

### Informations importantes

Mesdames et Messieurs les actionnaires

La tenue de l'**Assemblée générale de Roche Holding SA le mardi 17 mars 2020 au Congress Center de Bâle (CCB)** a été autorisée par le Département de la santé du canton de Bâle-Ville – conformément à l'ordonnance du Conseil fédéral – dans le respect des exigences réglementaires. L'assemblée aura lieu sous réserve d'autres ordonnances ou directives émises par les autorités qui compromettraient la tenue de la manifestation.

Votre santé est au cœur de nos préoccupations et est une priorité absolue, ce qui explique que nous devons attirer votre attention sur des points importants et des exigences réglementaires en lien avec le coronavirus.

L'Assemblée générale doit être organisée dans plusieurs salles séparées. Nous retransmettrons la manifestation en direct dans les autres salles.

**Les exigences réglementaires nous empêcheront malheureusement de proposer un apéro ou un buffet pour le repas de midi.**

Le Conseil fédéral ayant déclaré que la situation avec le COVID-19 est une «situation particulière», nous vous recommandons vivement, à titre de mesure sanitaire préventive, de renoncer à participer physiquement (tout particulièrement en cas d'affaiblissement lié à l'âge ou la maladie) à notre Assemblée générale et d'utiliser la possibilité de vote par procuration.

Pour cela, vous avez à votre disposition le formulaire d'instructions écrites (formulaire à renvoyer signé) ou le dispositif de vote électronique à distance – votre procuration et vos instructions sont alors transmises au représentant indépendant, Testaris AG. Si vous privilégiez le format électronique, vous pouvez exercer votre droit de vote (avec les données de connexion qui vous ont été remises) via <https://roche.com/gv> ou [https://www.roche.com/about/governance/annual\\_general\\_meetings.htm](https://www.roche.com/about/governance/annual_general_meetings.htm) (vote à distance).

Si vous ne disposez plus de vos données de connexion, vous pouvez les récupérer au bureau délivrant les cartes d'entrées, c/o Nimbus via e-mail à l'adresse [roche@nimbus.ch](mailto:roche@nimbus.ch), ou par téléphone au +41 55 617 37 32, en indiquant le numéro d'identification à 6 chiffres se trouvant sur la carte d'entrée jaune que vous avez reçue, sous le logo Roche.

En raison des exigences réglementaires, vous ne serez pas autorisé à participer dans les cas suivants:

- vous avez été testé positif au coronavirus ou avez été placé en quarantaine, ou
- vous souffrez de symptômes typiques du coronavirus (refroidissement avec fièvre, maux de tête, maux de gorge, rhume, toux, problèmes respiratoires), ou
- vous avez séjourné dans une zone à risque au cours des deux dernières semaines (Chine, Corée du Sud, Singapour, Iran ou Italie).

A l'entrée du Congress Center de Bâle, des prospectus de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en allemand et en anglais attireront votre attention sur les règles comportementales à respecter et sur les mesures à prendre en matière d'hygiène. En raison des exigences réglementaires, vous serez soumis à un contrôle à l'entrée dans le cadre duquel vous devrez remettre une déclaration personnelle avec vos coordonnées. Nous vous prions de remplir et d'apporter la déclaration personnelle qui vous a été transmise. Elle est également disponible sous <https://roche.com/gv> ou [https://www.roche.com/about/governance/annual\\_general\\_meetings.htm](https://www.roche.com/about/governance/annual_general_meetings.htm).

Nous vous renvoyons par ailleurs aux mesures et recommandations générales de l'OFSP en matière d'hygiène (<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov.html>). Il convient de respecter les règles comportementales et les mesures d'hygiène de l'Office fédéral de la santé publique et du Département de la santé de Bâle-Ville: [www.coronavirus.bs.ch](http://www.coronavirus.bs.ch).

Si, en raison des exigences réglementaires, l'Assemblée générale ne pouvait finalement pas avoir lieu, nous vous en informerions via nos sites internet <https://roche.com/gv> ou [https://www.roche.com/about/governance/annual\\_general\\_meetings.htm](https://www.roche.com/about/governance/annual_general_meetings.htm).

Nous vous remercions de votre compréhension pour ces mesures.

Au nom du Conseil d'administration de Roche Holding AG  
Le Président: Dr Christoph Franz

## HUBER+SUHNER: amélioration de la rentabilité malgré des ventes en recul

Le groupe industriel a bouclé 2019 sur un résultat net en légère hausse, ce malgré un chiffre d'affaires et des commandes en repli. Le coronavirus devrait impacter les affaires à hauteur d'environ 30 millions au premier semestre. Il faudra attendre les chiffres semestriels pour la formulation d'un objectif chiffré au niveau des recettes, mais la barre reste fixée à 8-10% pour la marge Ebit, conformément aux ambitions à moyen terme. L'année dernière, les recettes ont bien chuté de 6,1% à 830,6 millions de francs et les entrées de commandes de 12,5% à près de 800 millions. L'entreprise est parvenue à améliorer sa rentabilité opérationnelle. Si l'Ebit a reculé, la marge correspondante s'est étoffée de 40 points de base (pb) portée par les divisions Haute fréquence et Fibre optique. Le résultat net est ressorti à 62,8 millions de francs, soit 2,3% de mieux. Les actionnaires se verront proposer un dividende de 1,60 franc par nominative, contre 1,50 franc un an plus tôt (hors dividende de jubilé de 1,00 franc), au titre de l'exercice écoulé. – (awp)

## Tous les indicateurs de Schweiter sont au vert

**CONGLOMÉRAT.** Le groupe a soigné sa rentabilité et son bénéfice. Les analystes s'attendaient toutefois à un meilleur dividende.

Le chiffre d'affaires du fabricant zougé de machines textiles, semi-conducteurs et matériaux composite sa gonflé de 13% sur un an à 1,18 milliard de francs. En monnaies locales, la croissance a atteint 15%.

Les ventes ont augmenté dans tous les segments et les marchés, dopées par une forte demande émanant du secteur de l'énergie éolienne, pour les éléments de façade en aluminium (unité Architecture) en Amérique du nord, mais aussi pour les éléments de construction pour routes et wagons ferroviaires (Transport). L'activité Display (panneaux pour communication visuelle) n'a pas pu maintenir le niveau de croissance organique de 2018.

### Dividende inchangé

Le résultat brut d'exploitation s'est inscrit à 126,5 millions de francs, soit une hausse de 14% sur un an. La marge afférente a grappillé 0,1 point de pourcentage à 10,7%. Le bénéfice opérationnel avant intérêts et impôts s'est enrobé de 8% à 88,6 millions. La progression est moins forte, de 4%, pour le bénéfice net qui a atteint 62,6 millions. Le conseil d'administration propose de maintenir le dividende à 40,00 francs par action.

### Flux de trésorerie en hausse de 70%

Le flux de trésorerie s'est inscrit à 104 millions, en progression de 70% en rythme annuel. Schweiter se montre confiant vis-à-vis de l'évolution de la quasi-totalité de ses activités. Les perspectives demeurent cependant mitigées pour l'unité Display. Baader Helvea remarque que le deuxième semestre et le dividende s'avèrent décevants. En revanche, le flux de trésorerie est nettement meilleur qu'attendu. Le courtier affirme que les perspectives sont vagues, mais contiennent quelques éléments positifs. Le faible prix des matières premières devrait soutenir la performance de Schweiter en 2020, notent les analystes d'UBS et de Vontobel. — (awp)

### RIETER: dividende réduit de 50 centimes

Le fabricant de machines textiles va verser à ses actionnaires un dividende en légère baisse. Malgré les incertitudes liées à la propagation du coronavirus, la direction reste optimiste pour l'exercice en cours. L'entreprise proposera à ses actionnaires une rémunération en baisse de 50 centimes au titre de l'exercice écoulé, à 4,50 francs par nominative. Rieter a confirmé le bond de près de deux tiers de son bénéfice net, à 52,4 millions de francs, due à la vente de son site allemand d'Ingolstadt. — (awp)

# Flughafen Zurich repose sur de solides fondations après le dernier exercice

Le résultat brut d'exploitation s'est inscrit à 641,8 millions de francs, en hausse de 12,4% malgré une provision de 48,5 millions.

L'aéroport de Zurich fait les frais de l'épidémie de coronavirus en mettant un coup d'arrêt à l'envie de voyager des Suisses. Alors que l'épidémie de Covid-19 s'étend en Suisse, où la maladie a fait un troisième mort, l'exploitant du tarmac zurichois a subi au début du mois de mars une chute de 20% du nombre de passagers, a indiqué hier le directeur général Stephan Widrig à l'occasion d'une conférence de presse. Les réservations à court terme ont aussi subi la réticence des voyageurs face à la propagation du Covid-19.

### La stratégie à long terme est maintenue

Les réductions de capacités initiées par plusieurs compagnies aériennes, notamment Swiss et Lufthansa, vont «fortement» peser sur les résultats annuels de l'exploitant du tarmac zurichois, a admis le patron, se refusant cependant à chiffrer la déconvenue. Les magasins et restaurants de l'aéroport restent pour l'heure ouverts au public.

La stratégie à long terme est néanmoins maintenue, a assuré le directeur général. L'ouverture du gigantesque projet immobilier «The Circle» doit ainsi bien avoir lieu cette année. Grâce aux actifs immobiliers repris l'année dernière à Priora, le groupe entend générer cette année des recettes immobilières supplémentaires de 30 millions de francs, a



**LUKAS BROSI.** Le CFO espère générer cette année des recettes immobilières supplémentaires de 30 millions de francs

ajouté le directeur financier Lukas Brosi.

L'entreprise compte aussi arrêter cette année sa politique en matière de dividende, après avoir évalué l'impact du coronavirus

sur les résultats et les négociations tarifaires, a précisé M. Brosi.

### Petite hausse du dividende

Si la situation est actuellement difficile, Flughafen Zürich peut

se targuer d'un solide exercice 2019. Le groupe a ainsi amélioré son bénéfice net de 30% à 309,1 millions de francs, alors que la période sous revue a été marquée par une provision pour l'isolation sonore.

Le chiffre d'affaires s'est apprécié de 4,9% à 1,21 milliard. Dans le détail, les recettes issues du transport aérien ont grappillé 0,7% à 661,5 millions, soit 55% du total. Les activités commerciales se sont envolées de 10,6% à 548 millions.

Le résultat brut d'exploitation (Ebitda) s'est inscrit à 641,8 millions de francs, en hausse de 12,4%. En prenant en compte la provision de 48,5 millions destinée aux travaux d'insonorisation dans la région de l'aéroport, la progression est réduite à 2,1%, pour une marge Ebitda de 53%. Il en va de même pour le bénéfice net, qui n'a progressé «que» de 9% avec cet effet exceptionnel. L'assemblée générale devra se

prononcer sur un dividende augmenté à 7,10 francs, contre 6,90 francs au titre de 2018.

LES ANALYSTES DE LA BC ZÜRICH ONT APPLAUDI UN «SOLIDE RÉSULTAT ANNUEL», NE SE DISANT PAS SURPRIS PAR L'ABSENCE DE PRÉVISION CHIFFRÉE POUR 2020.

Les résultats apurés des éléments exceptionnels sont supérieurs aux attentes du consensus AWP. Le dividende dépasse les attentes moyennes de 6,74 francs. Les analystes de la Banque cantonale de Zurich ont applaudi un «solide résultat annuel», ne se disant pas surpris par l'absence de prévision chiffrée pour 2020. Revenant sur le coronavirus, les spécialistes de l'établissement cantonal soulignent que cette année risque d'être difficile pour le groupe. — (awp)

## Les incertitudes pour 2020 éclipsent une bonne année

**COMMENTAIRE.** Les investisseurs détestent l'incertitude. Flughafen Zürich en donne une nouvelle démonstration. Par rapport à l'exercice 2019, il a tout juste: une fréquentation en hausse, malgré un ralentissement au deuxième semestre, une rémunération des actionnaires toujours attrayante, un projet immobilier The Circle qui progresse bien dans sa phase finale et permettra dès cet été d'apporter un élément de stabilité, récurrent, aux revenus. Mais malgré l'influence positive de The Circle, cette année s'annonce sous des

auspices complètement différents. La fréquentation en janvier a certes été encore en légère hausse. Mais l'impact du coronavirus ne se fera ressentir qu'à partir de février.

Les scénarios catastrophe concernant le tourisme, que ce soit à l'échelle suisse ou internationale, se succèdent. La liste des entreprises restreignant ou annulant complètement les voyages d'affaires s'allonge chaque jour et comprend déjà de nombreuses multinationales. Les réservations pour la saison d'été semblent déjà bien

compromises. En renonçant totalement à donner une prévision pour 2020, les dirigeants n'ont rien fait pour rassurer les investisseurs. C'est compréhensible dans la mesure où personne ne connaît la durée de l'épisode coronavirus. Mais la fréquentation de février, voire de mars doit donner une idée des diminutions que risque de subir Flughafen Zürich si la situation actuelle perdure. Face à l'incertitude totale, le titre, intégrant le scénario du pire, s'est retrouvé hier avec la deuxième performance la plus mauvaise du SPI. — (Christian Affolter)

## Le Beau-Rivage Palace souffre de l'annulation des manifestations

**TOURISME.** L'hôtellerie de luxe subit les conséquences du virus depuis la semaine passée.

MAUDE BONVIN

L'hôtellerie de luxe fait les frais des annulations de salons, foires et autres grandes manifestations en Suisse. A la tête du Beau-Rivage Palace à Lausanne, Nathalie Seiler-Hayez estime à 50% la baisse de ses nuitées pour le mois de mars. L'activité des restaurants de son hôtel reste, quant à elle, peu impactée. Interview.

### Subissez-vous les conséquences du coronavirus?

Nous subissons les conséquences de ce virus depuis la semaine passée, dont les effets se traduiront sur notre activité du mois de mars et avril. Pour l'instant, les départements qui souffrent le plus sont du côté de l'hébergement et des séminaires. L'activité de nos restaurants reste, quant à elle, peu impactée.

### Avez-vous déjà enregistré des annulations de réservation?

**Si oui, combien?**

La situation change chaque jour et nous estimons une baisse de 50% de nos nuitées pour le mois de mars. Ce sont les effets collatéraux des reports de nombreux



**NATHALIE SEILER-HAYEZ.** La CEO du Beau-Rivage Palace estime à 50% la baisse des nuitées pour le mois de mars

salons, foires et autres rassemblements en Suisse qui nous impactent directement (annulation du salon international de l'automobile de Genève par exemple). Nous enregistrons aussi quelques reports de manifestations dans nos hôtels.

Malgré tout, nous avons la chance de pouvoir compter sur une clientèle fidèle avec qui nous travaillons main dans la main pour

l'avenir et ajustons nos mesures en temps réel, avec agilité.

### Les hôtes asiatiques représentent-ils une importante clientèle pour vous?

La destination de Lausanne reste peu impactée par le tourisme asiatique lors de la saison d'hiver. Cette même clientèle représentait 10% de notre clientèle globale en 2019. ■

## Swiss gèle l'embauche dans l'administration

**TRANSPORT AÉRIEN.** En raison du virus, la compagnie compte figer ses engagements et proposer des congés sans solde à ses employés. Le chômage partiel est à l'étude.

Swiss, qui a supprimé des dessertes de plusieurs zones touchées par le coronavirus, gèle désormais les embauches pour les postes administratifs. En janvier, la filiale helvétique de Lufthansa assurait vouloir engager 1000 personnes.

«Nous examinons actuellement si cela s'appliquera aussi aux do-

Au vu de la situation, «nous adaptons notre plan de vols à court terme en conséquence», a ajouté le porte-parole.

Swiss a suspendu ses vols à destination de Tel-Aviv, en Israël, jusqu'au 28 mars. Environ 13.000 passagers sont concernés. La compagnie a déjà prolongé jusqu'au 24 avril la suspension de ses vols entre Zurich et Pékin et vers Shanghai. Les fréquences des vols vers Florence, Milan, Rome et Venise ont aussi été réduites.

### Difficile évaluation des pertes

Jeudi, elle assurait qu'il n'était actuellement pas possible d'évaluer le manque à gagner ou les pertes qu'entraîne cette situation. Elle s'exprimera lors de sa conférence de presse annuelle le 19 mars. Swiss a par ailleurs assoupli les règles pour modifier les réservations de tous les billets réservés avant le 5 mars pour un départ prévu jusqu'au 30 avril. Les vols prévus pourront être ainsi reportés sans frais jusqu'à la fin de l'année en cours. — (awp)

SWISS ASSOULI LES RÈGLES POUR MODIFIER LES RÉSERVATIONS DE TOUS LES BILLETS RÉSERVÉS AVANT LE 5 MARS POUR UN DÉPART PRÉVU JUSQU'AU 30 AVRIL. LES VOLS PRÉVUS POURRONT ÊTRE AINSI REPORTÉS SANS FRAIS JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE.

maines opérationnels», a expliqué un porte-parole de la compagnie Swiss, suite à un article paru la veille sur le portail en ligne Travelnews.ch.

Le groupe Lufthansa a annoncé vendredi qu'il allait réduire ses capacités de vol en raison d'une baisse drastique des réservations.

# Quand la finance veut relever le défi social

**INCLUSION FINANCIÈRE.** L'association caritative Ipace mobilise son réseau pour la cause.

ELSA FLORET

A l'initiative de l'association caritative Ipace: la volonté affichée par son président, de mobiliser son réseau au sein de la place financière genevoise pour adresser les enjeux sociaux dans son pays natal, le Vietnam.

Avec le soutien actif d'Elie J. Nada, associé d'un fonds de P2P spécialisé dans les prêts à la consommation et de Pierre Schick, CIO d'un Single Family Office. Ils sont tous deux membres du comité d'Ipace, qui a déjà réussi collectivement à mobiliser une quarantaine de membres, dont trois institutions, depuis sa création en mars 2019.

Cette conférence privée sur «l'avenir de l'investissement à impact social: relever les défis sociaux par l'innovation financière et l'inclusion financière» aura lieu le 12 mars à Genève.

«En tant que membres d'une toute jeune association, nous sommes heureux d'avoir réussi à réunir un panel de cette qualité sur des questions qui font résolument réfléchir et avancer l'industrie. Nous avons l'ambition dans un deuxième temps d'organiser un gala, au cours duquel, notre recherche de fonds se fera à plus forte envergure», précise en chœur les trois membres d'Ipace, dont l'objectif de cet événement caritatif est triple: la visibilité de l'association, l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que la récolte de fonds.

«Nous avons décidé d'aborder un thème qui comporte non seulement un aspect financier, mais aussi social, un sujet en adéquation avec l'identité de l'association, qui réunit principalement des professionnels de la finance autour des projets humanitaires», précise le président.

Au Vietnam, Ipace, association à but non lucratif, se focalise sur quatre domaines principalement: les orphelinats dans les villes; les enfants défavorisés dans les provinces isolées, le forage de puits pour l'approvisionnement en eau potable et la construction d'écoles.

Ipace travaille directement avec des nonnes bouddhistes installées



**PIERRE SCHICK.** Les stratégies de dette privée (la microfinance), favorisent l'inclusion financière, clé dans la lutte contre la pauvreté.

au Vietnam dans ces provinces parfois reculées.

«Sur le modèle de l'action noble de Mère Teresa, nous avons opté sur ces réseaux de nonnes, qui connaissent parfaitement la situation locale, ce qui nous permet de réduire au maximum les risques et surtout de minimiser les coûts, grâce à un réseau de bénévoles», explique le président, dont le père se trouve sur place et permet aussi d'assurer le bon déroulement de l'aide.

## Impact social comme fil rouge

Digitalisation, dette privée et finance inclusive seront au programme à Genève, avec comme fil rouge l'impact social. «Certaines stratégies de dette privée, telle que la microfinance, favorisent l'inclusion financière, un élément clé dans la lutte contre la pauvreté, qui constitue un des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies», rappelle Pierre Schick.

«Néanmoins, nous tenons à rendre notre audience très attentive aux abus qui ont pu avoir lieu dans ces stratégies et aux risques de surendettement, en lien avec le système multi-juridictionnel qui peut prévaloir, à savoir une société de gestion dans un pays et le fonds dans un autre. Ces abus sont dus au fait que les standards ESG sont différents selon les pays», selon Elie J. Nada, qui alerte sur le risque réputationnel.

Au modèle dominant de prêt au bilan (balance sheet lending) se substitue le modèle place de marché (marketplace), qui sera présenté en vidéo par Cameron Stevens, CEO & Founder - Prodigy Finance, qui a étendu le financement à l'éducation en finance postgrade à Harvard et Yale pour les étudiants des pays émergents en commençant par l'Afrique du Sud où il réside.

Avec l'émergence des fintechs, le online lending, soit des prêts via des plateformes de prêts en ligne, permet de réduire de deux tiers les frais bancaires.

## Inclusion financière et facilité de paiement

«La présence de Bertrand Perez, COO & Managing Director - Libra Association, à l'issue de notre panel le 12 mars, permettra de débattre de manière informelle de ces thèmes d'inclusion financière et de facilité de paiement. Aujourd'hui, le transfert d'argent est toujours lié à des frais très élevés prélevés par les institutions bancaires», explique Pierre Schick.

«Il sera intéressant d'évaluer les applications et synergies possibles de la Libra dans ce contexte de finance durable. L'innovation financière ainsi que le développement des technologies digitales joueront sans doute un rôle clé afin d'installer Genève comme leader mondial de la finance durable», conclut Elie J. Nada. ■

## BPDG: perte de 0,58 million en 2019

La Banque Profil de Gestion (BPDG) a accusé une perte de 0,58 million de francs en 2019 après avoir enregistré un résultat net de -0,33 million l'exercice précédent. Le groupe genevois ne s'est pas prononcé sur ses objectifs financiers pour 2020.

En ne tenant pas compte des intérêts exceptionnels comptabilisés en 2018 à hauteur de 942.000 francs en raison de la dissolution de provisions, le résultat 2019 serait en hausse par rapport au 31 décembre 2018. La Banque présente un résultat opérationnel négatif de 720.956 pour l'année 2019 après une perte opérationnelle de 70.260 l'année d'avant. Le produit d'exploitation s'est inscrit en baisse de 0,7% à 13,5 millions. Ce repli est dû aux activités de taux d'intérêt tandis que les opérations de commissions et de services ont soutenu les résultats.

Les charges d'exploitation ont augmenté à 13,5 millions contre 13,1 millions en 2018. Le total du bilan est en hausse 3,1% sur un an à 270,1 millions. —(awp)

## WISEKEY: net recul du chiffre d'affaires

L'entreprise zougnoise de cybersécurité a vu son chiffre d'affaires reculer nettement au titre de l'exercice 2019. Grâce à un gain lié à une cession, elle a bouclé l'exercice sur un bénéfice net, a-t-elle indiqué hier soir.

Le chiffre d'affaires a baissé à 24,6 (53,7) millions de dollars. Ce chiffre a été impacté par la vente des affaires SSL/TLS PKI. Cette opération a été effectuée pour 45 millions de dollars en janvier 2019 et l'acheteur est l'américaine DigiCert.

Le résultat brut a chuté à 10,6 millions de dollars. Les charges ont simultanément augmenté de près de 30 millions, si bien que l'entreprise a affichée une perte opérationnelle de 20,5 millions.

Après une perte de 16,3 millions de dollars en 2018, Wisekey a bouclé l'exercice écoulé avec un bénéfice net de 7,5 millions de dollars, grâce à la cession des activités SSL/TLS PKI. Cette opération a permis de réaliser un gain de 31,1 millions. —(awp)



Fonds de placement contractuel de droit suisse de la catégorie «Fonds immobiliers» au sens des art. 58ss de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC)

### Annonce d'émission et de cotation des parts émises contre droits de souscription dans le cadre de l'augmentation de capital de La Foncière

Investissements Fonciers S.A., Chemin de la Joliette, 1001 Lausanne, direction du fonds immobilier «LA FONCIÈRE» a décidé de procéder à l'émission, d'un maximum de :

**1'237'107 nouvelles parts LA FONCIÈRE**

Les nouvelles parts sont offertes en souscription aux actuels détenteurs de parts «LA FONCIÈRE»

**du 16 mars au 25 mars 2020, à midi (12:00 CET)**

#### aux conditions suivantes :

**Rapport de souscription :** Un droit de souscription est attribué à chaque part actuelle.

-10- parts actuelles donnent le droit de souscrire à -1- nouvelle part «La Foncière» moyennant le paiement du prix de souscription en espèces.

**Offre de souscription :** L'émission étant effectuée sur une base «best effort», c'est-à-dire, sans prise ferme, les parts non souscrites ne seront pas émises et le montant de l'émission sera modifié en conséquence. Le nombre de parts émises sera fixé par la direction du fonds à l'expiration du délai de souscription et ce, en fonction des souscriptions enregistrées. Par conséquent, le nombre de parts émises pourra être inférieur à celui prévu. La Banque Cantonale de Genève (BCGE) se réserve le droit, après l'expiration du délai de souscription, de souscrire tout ou partie des parts qui n'auraient pas été acquises.

Dans la mesure où les détenteurs actuels de parts n'exercent pas tous leurs droits de souscription, ou lorsqu'ils vendent tout ou partie de ces droits, de nouveaux investisseurs pourront souscrire à cette augmentation de capital au prix de souscription mentionné ci-dessous, augmenté, le cas échéant, de la valeur des droits de souscription normalement nécessaires à cette acquisition.

**Prix de souscription :** CHF 88.- net par nouvelle part.

Il a été fixé conformément au «Prospectus avec contrat de fonds de placement intégré»; il se fonde sur la valeur nette d'inventaire (après déduction de la distribution) en date du dernier bouclage annuel, soit au 30 septembre 2019, à laquelle s'ajoutent les revenus cumulés ainsi que la commission d'émission et les frais accessoires prévus dans le contrat de fonds.

**Jouissance :** Les nouvelles parts donnent droit au dividende à compter du 1er octobre 2019 pour l'exercice social 2019/2020.

**Droits de souscription :** Dématérialisés.

**Attribution des droits de souscription :** L'attribution des droits de souscription aura lieu le 13 mars 2020 (après la clôture du négoce). Les parts seront négociées ex-droits de souscription à partir du 16 mars 2020.

**Exercice des droits de souscription :** Les parts étant conservées sous forme de titres intermédies en dépôt auprès d'un établissement bancaire, les droits de souscription seront reconnus aux investisseurs par leur banque dépositaire et devront être exercés conformément aux instructions de celle-ci.

**Négoce des droits de souscription :** Les droits de souscription seront négociables à la SIX Swiss Exchange du 16 mars 2020 au 23 mars 2020. Passé cette date, ils seront réputés caducs, sans valeur et sans compensation. L'exercice du droit de souscription est irrévocable.

La valeur à laquelle sont négociés les droits de souscription auprès de la SIX Swiss Exchange dépend des variations de l'offre et la demande. Il n'y a aucune garantie que durant cette période un marché actif et dynamique se développe pour les droits de souscription. Le maintien du cours des droits de souscription ne peut être garanti.

**Cotation :** La cotation des nouvelles parts a été demandée et accordée selon le Standard pour les placements collectifs de capitaux de la SIX Swiss Exchange et aura lieu le 31 mars 2020. Le négoce sera effectué en francs suisses (CHF).

**Libération :** Les parts souscrites devront être payées au plus tard le 31 mars 2020.

**Résumé des principales conditions liées aux valeurs :** Les principales conditions sont détaillées dans le prospectus d'émission et de cotation et ses annexes, dont le contrat de fonds de placement approuvé par la FINMA. Les derniers rapports annuel et semestriel de La Foncière font partie intégrante du prospectus d'émission et de cotation dès leur émission. Ils y sont incorporés par référence.

**Forme et matérialisation des titres :** Les nouvelles parts émises ne seront pas livrées sous forme de titres physiques. Elles seront émises sous forme de titres intermédies au sens de l'art. 973b CO et de la loi fédérale sur les titres intermédies (LTI) du 3 octobre 2008 et seront créées par la remise à la SIX SIS SA d'un certificat global représentant l'ensemble des nouvelles parts émises. Les droits des détenteurs de parts sont représentés chez l'intermédiaire financier de leur choix. Les parts sont librement transférables, sous réserve des dispositions particulières applicables aux systèmes de règlement et de clearing. Les parts sont négociées à la SIX Swiss Exchange et la compensation se fait par l'intermédiaire de la SIX SIS SA.

**Restrictions de vente :** U.S.A., U.S. persons, Royaume-Uni et EEE.

**Prospectus d'émission et de cotation :** Le prospectus d'émission et de cotation est complété conformément aux exigences de l'Information spécialisée de la SFAMA concernant l'émission de parts de fonds immobiliers.

Aucune modification importante n'a été apportée au prospectus d'émission et de cotation entre le moment de sa publication et celui de la publication de l'annonce de cotation. Seul le prospectus d'émission et de cotation fait foi pour la cotation.

**Prospectus / Information :** Le prospectus d'émission et de cotation et ses annexes, le prospectus avec contrat de fonds de placement intégré, le prospectus simplifié, les rapports annuels et semestriels de La Foncière, une liste des achats et ventes effectués pour le compte de La Foncière au cours de l'exercice, ainsi que toute information complémentaire au sens de l'art. 41 du Règlement de cotation, peuvent être obtenus gratuitement auprès de la direction du fonds, Investissements Fonciers S.A., Chemin de la Joliette 2, 1001 Lausanne, et auprès de la banque dépositaire, Banque Cantonale de Genève (BCGE), Quai de l'Île 17, 1211 Genève 2.

**Droit applicable / For :** L'offre et la vente des parts de La Foncière en Suisse ou à partir de la Suisse sont régies par le droit suisse. Le for se situe au siège de la direction du fonds, Investissements Fonciers S.A., à Lausanne.

Cette annonce de cotation n'est pas un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO (toujours applicables selon l'article 109 al. 2 CO) ni au sens des articles 35 et suivants LFin. Le prospectus d'émission et de cotation en français, qui seul fait foi pour l'admission en bourse, peut être obtenu gratuitement auprès d'Investissements Fonciers S.A. à Lausanne (Tél. 021 613 11 88 / fax 021 613 11 89) et de la Banque Cantonale de Genève (BCGE) à Genève (Tél. 022 809 35 43 / fax 022 809 24 25).

Cette annonce est publiée uniquement en vue de la cotation des nouvelles parts à la SIX Swiss Exchange et ne représente pas une offre pour l'achat de nouvelles parts.

Lausanne/Genève, le 11 mars 2020

La direction du fonds  
Fonciers S.A.

La Banque dépositaire Investissements  
Banque Cantonale de Genève

**No de valeur de la part «LA FONCIÈRE»** 278.226 **ISIN - CH0002782263**  
**No de valeur des droits de souscription** 52402698 **ISIN - CH0524026983**

## Ferragamo dans le vert malgré Hong Kong

**LUXE.** Le groupe italien a annoncé hier avoir dégagé un bénéfice net 2019 en hausse de 1,7% à 92 millions d'euros après une exercice 2018 dans le rouge.

La maison de luxe avait annoncé fin janvier, le groupe avait annoncé un chiffre d'affaires annuel en progression de 2,3% à 1,37 milliard d'euros.

L'Asie-Pacifique reste le premier marché du groupe, avec 37,1% de ses ventes. Celles-ci y ont augmenté de 1,1% sur un an, avec une hausse de 13,8% rien qu'en Chine malgré un effondrement de ses ventes à Hong Kong.

En 2018, la maison italienne, qui souffrait d'un problème de positionnement de sa marque, avait vu son chiffre d'affaires reculer de 3,4% et son bénéfice net de 21,1%, après une année 2017 déjà difficile.

### Vaste réorganisation

Pour redresser la barre, la maison florentine a lancé une vaste réorganisation. Elle a cherché à se renforcer sur des catégories de produits où elle était plus faible, tout en consolidant sa position dans les chaussures.

Dans un communiqué mardi soir, Ferragamo explique qu'en raison de l'épidémie de corona-

virus, dont ni la durée ni la portée ne peuvent être évaluées de manière fiable, la société ne peut pour l'instant chiffrer «quels peuvent être les impacts réels sur les performances et la situation financière» de l'entreprise. Par conséquent, la direction, tout en confirmant sa stratégie à moyen terme, a commencé à mettre en place «une série de mesures concrètes, destinées à protéger le groupe et à limiter les effets négatifs» de l'épidémie.

### Dividende inchangé de 0,34 euro

Parmi ces mesures, figurent une «maîtrise de ses coûts, un contrôle approfondi et constant de la pertinence du maintien de certains dépenses», ainsi que la limitation de certains investissements, afin de conserver les seuls jugés «essentiels ou prioritaires dans le contexte actuel».

Enfin, le communiqué précise qu'un dividende de 0,34 euro par action sera versé aux actionnaires de la société, un chiffre stable par rapport à l'an dernier. — (afp)

## Recentrage stratégique de Saint-Gobain

**MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.** Le groupe a cédé sept sites de transformation de verre, à un fonds d'investissement allemand, pour un montant non dévoilé.

Saint-Gobain a décidé de céder à un fonds d'investissement allemand, DIK Deutsche Industriekapital GmbH, sept sites de transformation de verre Glassolutions, tous basés en Allemagne.

Le mastodonte français - qui emploie à ce jour 171.000 personnes dans 68 pays - a en effet décidé de céder une partie de ses activités germaniques. Le groupe a indiqué avoir pris la décision de se séparer de sept sites situés à Brême, Flensburg, Fribourg, Kiel, Murr, Potsdam et Rostock. Des sites qui emploient au total près de 350 personnes pour un chiffre d'affaires de 45 millions d'euros en 2019.

### Améliorer croissance et rentabilité

Cette opération, dont le montant n'a pour l'heure pas été dévoilé, s'inscrit dans une «stratégie de poursuite de l'optimisation du portefeuille de Saint-Gobain dans le cadre de sa nouvelle organisation visant à améliorer le

profil de croissance et de rentabilité du groupe», détaille le communiqué.

### Toujours bien présent en Allemagne

Malgré ces cessions, Saint-Gobain Glassolutions restera présent en Allemagne «à travers ses grands sites de transformation de verre destinés en particulier aux clients industriels, ainsi qu'à travers ses sites ayant des compétences spécifiques, par exemple dans le domaine du verre solaire ou du verre bombé», précise l'entreprise.

Le groupe français a publié fin février des résultats 2019 en hausse, avec une croissance des ventes et des bénéfices, soutenus par une amélioration de la rentabilité, dans un contexte économique qui se révèle moins porteur. Il a réalisé un chiffre d'affaires annuel de 42,6 milliards d'euros. Soit une hausse de 1,9% et de 2,4% en données comparables par rapport à 2018. — (afp)

### VODACOM: menacé de poursuites, le sud-africain baisse ses tarifs d'accès à internet

Vodacom s'est engagé à réduire d'un tiers ses tarifs d'accès à internet en Afrique du Sud, jugés parmi les plus chers du continent, après un accord avec la Commission locale de la concurrence.

Le patron de la commission, s'est dit «ravi» devant la presse «d'annoncer la conclusion d'un accord significatif avec Vodacom pour la réduction de ses forfaits».

A compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, le prix du forfait mensuel d'accès à internet du groupe va baisser de 34%. — (afp)

# Renault Trucks est paré pour affronter un recul des ventes

**POIDS-LOURDS.** La filiale du groupe Volvo s'attend, à ce stade, à une baisse de 15% du marché européen du camion.

Profondément restructuré ces dernières années, le constructeur de poids lourds Renault Trucks s'estime en mesure de rester bénéficiaire cette année, en dépit d'une baisse attendue du marché européen du camion qu'il évalue, à ce stade, à 15%.

«Notre activité est directement corrélée à l'activité économique», actuellement mal orientée, a souligné le président de Renault Trucks, Bruno Blin, au siège de l'entreprise à Saint-Priest (métropole de Lyon).

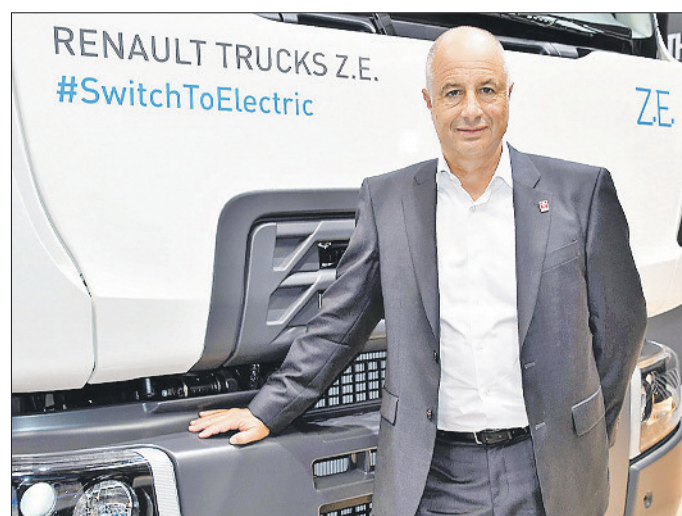
Cette prévision ne prend pas en compte une possible aggravation de la situation économique mondiale due à l'épidémie de Covid-19, qui, assure Bruno Blin, n'a pas encore eu d'impact sur les commandes.

Déjà, l'année 2019, avait été «contrastée»: «après une première partie d'année assez soutenue, le marché a baissé de 15% au second semestre», relève-t-il.

### Maintien des parts de marché

La filiale du groupe suédois Volvo a malgré tout maintenu sa part du marché européen à 8,5% et contenu la baisse de ses ventes à un millier d'unités, à 54.000 camions.

Même si cette performance reste très loin du record de 2007



**BRUNO BLIN.** Il faudra «de la flexibilité dans les usines» si la situation économique devait s'aggraver, prévient le président.

(70.000 véhicules vendus), elle permet à Renault Trucks, qui a connu «une profonde transformation» à l'issue de deux plans sociaux, de dégager des profits, selon Bruno Blin.

Les effectifs du groupe (10.000 personnes) sont restés stables l'an dernier mais il faudra «de la flexibilité dans les usines» si la situation économique devait s'aggraver, prévient-il.

### Importants investissements

D'autant que le groupe doit dans le même temps consentir d'im-

portants investissements pour prendre en compte les impératifs écologiques. Renault Trucks, qui a posé il y a quelques semaines la première pierre d'un centre de recherche qui accueillera 1200 personnes, va augmenter de 20% ses dépenses de R&D cette année, annonce Bruno Blin, sans chiffrer le montant de cet effort.

### Vente de véhicules d'occasion en progression

Le groupe développe aussi ses activités de vente de véhicules d'occasion (9400 en 2019 contre

8400 en 2018), souvent «reconditionnés». Ces camions «recyclés» bénéficient d'une garantie de la part du constructeur. Renault Trucks travaille enfin à l'amélioration des performances de ses moteurs diesel et en matière d'électromobilité. Il va engager dans son usine de Blainville (Calvados) la construction en série de camions électriques, pour son compte et pour celui de sa maison mère suédoise.

### Importante commande suisse dans l'électrique

Bruno Blin estime que le premier débouché des camions électriques sera la distribution intra-urbaine. Dans ce domaine, le constructeur a reçu un contrat pour 20 camions de la filiale suisse du brasseur Carlsberg qui est, selon lui, «probablement à ce jour la plus grosse commande» de camions électriques passée en Europe.

Bruno Blin table sur une production initiale de camions électriques limitée, de l'ordre de 200 à 250 unités par an.

«Il faut absolument que les pouvoirs publics nous aident, par des subventions ou la mise en place de zones zéro émission, si nous voulons que les camions électriques soient à égalité avec le diesel», prévient-il. — (afp)

## Latécoère annonce une perte nette de 32,9 millions d'euros

**ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES.** Le groupe attribue ce déficit notamment aux coûts liés à son plan Transformation 2020 ainsi qu'à des charges financières.

L'équipementier aéronautique Latécoère a publié mardi une perte nette de 32,9 millions d'euros en 2019, contre un bénéfice net de 6 millions en 2018, et s'attend à une année 2020 marquée par les «incertitudes» sur les cadences de production des avions.

Passé début décembre sous le contrôle du fonds d'investissement américain Searchlight, Latécoère avait annoncé fin janvier un chiffre d'affaires 2019 en hausse de 8,2% à 713,1 millions d'euros.

Son bénéfice opérationnel courant s'est élevé à 11,8 millions d'euros, dégageant une marge opérationnelle courante de 1,7%.

### Charges extraordinaires de 21,4 millions

Il a été affecté par des «éléments non récurrents» négatifs de 21,4 millions d'euros relatifs à la mise en oeuvre du plan Transformation 2020 et des coûts de démarrage de nouveaux sites de production.

Fondé en 1917 par Pierre-Georges Latécoère, pionnier de l'aéropostale avec ses hydravions, Latécoère est spécialisé dans les aérostructures (tronçons de fuselage, portes) et les systèmes d'interconnexion (câblages, meubles

avioniques et équipements embarqués). Il emploie près de 5200 personnes dans 13 pays.

Sa division Aérostructures, qui représente 58% de l'activité du groupe, a dégagé un bénéfice opérationnel courant de 10,8 millions d'euros. Il s'établit à 1,1 million pour son activité de Systèmes d'interconnexion, contre 21,2 millions en 2018.

«La branche Systèmes d'interconnexion a un peu déçu cette année», a reconnu le directeur financier Michel Abaza, qui évoque les coûts de montée en cadence sur les nouveaux contrats et des difficultés d'approvisionnement chez un fournisseur. «La performance opérationnelle de la division devrait être rétablie d'ici la fin 2020», observe la directrice générale Yannick Assouad.

L'entreprise a conclu un contrat pour continuer à fournir jusqu'en 2029 les portes des Boeing B787, ce qui représente environ 5600 portes. Elle a également décroché le contrat pour fournir les systèmes d'interconnexion et de câblage (EWIS) du nouveau long-courrier de Boeing, le B777x qui a effectué son premier vol le 26 janvier. «Les premiers harnais seront fournis en 2020», selon Mme Assouad.

La CEO a espéré décrocher un premier contrat pour la nouvelle technologie Li-Fi, permettant la connectivité par faisceaux lumineux plutôt que par ondes radio-électriques (Wifi). Mais elle craint que les compagnies ne remettent en cause des investissements en raison de l'impact de la crise du coronavirus.

### Prévision d'une baisse de 5% du chiffre d'affaires

Pour 2020, l'équipementier, qui n'est pas affecté par la crise du 737 MAX, prévoit une baisse de son chiffre d'affaires «d'environ 5% à taux de change constants» et dit ne pas prendre en considération l'«impact possible de la crise du coronavirus qui deviendrait une pandémie mondiale». Latécoère compte dégager un flux de trésorerie opérationnel «positif» en 2020, quand celui-ci était de -27,3 millions d'euros en 2019, et une marge opérationnelle courante «à un chiffre dans la partie basse».

«2020 sera marqué par des incertitudes sur les cadences de production des avions, avec une faible demande pour les long-courriers» ainsi que «par quelques baisses contractuelles de prix sur des programmes d'Airbus», estime le groupe. — (afp)

## JP Morgan veut transférer des postes hors de Suisse

La banque déplacera au maximum 140 emplois de Suisse vers d'autres sites stratégiques de l'entreprise à l'étranger.

JP Morgan compte transférer au maximum 140 emplois de Suisse vers d'autres sites stratégiques de l'entreprise à l'étranger, a indiqué mardi un porte-parole de l'établissement, confirmant des rumeurs du site d'informations financières Finews.

### La banque privée est la seule concernée

«Ce qui est important, c'est que nous ne nous attendons pas à 140 licenciements», a précisé le porte-parole. Les changements concernent uniquement les activités de banque privée de JP Morgan en Suisse.

«Certains employés trouveront des opportunités dans d'autres bureaux, tandis que d'autres suppressions de postes seront absorbées par des fluctuations naturelles et départs à la retraite», a indiqué Jason Lobo. Un plan social est en cours d'élaboration et les employés sont consultés.

La Suisse reste un marché en croissance important. Les changements ne doivent pas peser sur les clients et les objectifs de croissance. — (awp)

# POLITIQUE

## Une rente-pont jusqu'à la retraite pour les seniors au chômage

**SESSION PARLEMENTAIRE.** Quelque 4400 Suisses auront droit à cette prestation. Selon Jean-François Garcia, cette rente s'avère vitale pour eux.

MAUDE BONVIN

«C'est une excellente mesure», déclare Jean-François Garcia. Le président de SeniorsPlus salue la mise sur pied d'une rente-pont pour les chômeurs modestes et âgés jusqu'à leur retraite. Le Parlement fédéral a accepté hier de donner suite à une proposition en ce sens du gouvernement. Cette prestation transitoire concerne environ 4400 personnes. «Pour elles, cette rente est tout simplement vitale. Il y a des seniors à la recherche d'un emploi qui ne peuvent pas vivre dignement dans notre pays. Ils ont notamment des problèmes pour se vêtir», souligne Jean-François Garcia. L'association qu'il préside a pour vocation de soutenir les 45 ans et plus vers la reprise d'une activité professionnelle. Pour le Vaudois, si la Suisse veut être reconnue comme un pays à vocation humanitaire à l'étranger, il faut aussi qu'elle s'occupe de sa pauvreté. La tranche de la population concernée par ce coup de pouce financier est née dans les années soixante. «Elle a largement contribué à la construction de la Suisse. Or c'est une génération sacrifiée. La rente-pont est précisément là pour elle. Elle va lui permettre de vivre dignement la transition entre le chômage et la retraite. Nous passons d'un sentiment d'abandon à une véritable reconnais-



**JEAN-FRANÇOIS GARCIA.** «Nous passons d'un sentiment d'abandon à une véritable reconnaissance sociale.»

sance sociale», se félicite le président du SeniorsPlus. Et d'ajouter qu'il est lui-même sexagénaire. «Nous sommes des employés fidèles, loyaux et très engagés dans notre travail. Nous avons simplement oublié de nous former tout au long de la vie. De ce fait, certains d'entre nous ont une employabilité plus faible. Les employeurs nous ont toutefois affirmé qu'il ne fallait pas se faire de souci au plan professionnel et que nous aurions une bonne retraite», poursuit-il. Dans ce contexte, le Vaudois voit d'un bon œil les mesures proposées par le ministre de l'Intérieur, Alain Berset, pour soutenir la for-

mation continue des 45 ans et plus. «Eux vont pouvoir augmenter leur employabilité», juge-t-il.

### «Les communes feront aussi des économies...»

A ses yeux, la pénurie actuelle de main-d'œuvre qualifiée est liée à un problème d'adéquation de compétences. «Il y a un trou. Il sera néanmoins comblé avec l'arrivée de la nouvelle génération sur le marché du travail.» Le projet du gouvernement pour favoriser l'apprentissage tout au long de la vie permettra aussi d'augmenter la compétitivité de la Suisse et de ne pas répéter les erreurs du passé.

Jean-François Garcia ne craint par ailleurs pas que les entreprises licencient davantage leurs employés âgés, une fois la rente-pont entrée en vigueur. Le canton de Vaud dispose déjà d'un tel instrument et le nombre de chômeurs âgés a diminué. Le président de SeniorsPlus balaie l'argument selon lequel les sociétés vont engager plus de personnel étranger. «Fermer nos frontières, ce n'est pas la solution», martèle-t-il. Au plan financier, «la rente-pont coûtera très peu. Les communes feront aussi des économies».

### 30 millions en 2021

Le coût de la prestation transitoire s'élèvera à 30 millions de francs en 2021. Ce sera la Confédération qui s'acquittera de ce montant. Aux yeux du Vaudois, le coronavirus coûtera plus cher que cette prestation. Il trouve également judicieux de fixer cette rente à soixante ans. «Avant cet âge, il y a encore une marge de manœuvre avec les outils de support à la réinsertion professionnelle.»

Un avis partagé par le directeur de la fondation Qualife, Eric Etienne. «Les participants que nous accompagnons sur toute la durée de notre suivi intensif retrouvent majoritairement du travail. Nous avons aussi des personnes qui ont remis le pied à l'étrier après soixante ans.» Et quid de la rente-pont? «C'est

moins stigmatisant que d'aller à l'aide sociale pour des personnes qui ont travaillé toute leur vie. Notre objectif reste toutefois le retour à l'emploi.» Et d'ajouter que le message du Conseil fédéral s'avère contradictoire: d'un côté, il veut augmenter l'âge de la retraite et, de l'autre, il propose de sortir des individus, en pleine capacité de leurs moyens et qui veulent encore travailler, du marché de l'emploi.

### Casser les préjugés

Pour le responsable de Qualife, le plus gros obstacle à l'engagement des cinquante ans et plus reste les stéréotypes. «Il faut casser ces préjugés car les gens concernés finissent par les intégrer et se découragent.» Pour lutter contre ces clichés, Qualife a édité une brochure qui met en exergue quinze bonnes raisons d'engager un senior. Parmi les qualités mises en avant, figurent une loyauté sans faille, des connaissances directement applicables dans le monde du travail, un réseau de contacts important et une capacité de négociation. «J'ai moi-même plus de 50 ans. Et je me considère toujours comme une personne en bonne forme. Dans mon travail, je vois le dynamisme et l'énergie des individus que nous suivons. Il y a un potentiel magnifique pour les entreprises dont elles auraient tort de se priver», conclut le Genevois. ■

### CABINETS MÉDICAUX: le projet de loi pour limiter l'offre près de l'épilogue

Le projet de loi pour limiter l'installation de nouveaux médecins et contrôler la hausse des coûts de la santé est à bout touchant. Le Conseil des Etats s'est rallié hier au National pour donner un droit de regard aux assureurs. Le projet va donc en conférence de conciliation.

Seule une divergence sépare encore les conseils. Contrairement aux députés, les sénateurs ne veulent pas donner aux assureurs un droit de recours contre les décisions des cantons concernant la fixation et le calcul des nombres maximaux de médecins admis. Pour le ministre de la santé, Alain Berset, il s'agit de ne pas bloquer inutilement des décisions.

La réforme de la loi sur l'assurance maladie doit prendre le relais de l'actuel moratoire sur l'ouverture de cabinets médicaux prolongé jusqu'à fin juin 2021. – (ats)

### SANTÉ: vers davantage de transparence sur les salaires des médecins

Le manque de transparence nuit à l'image de la profession, estime l'auteure, Bea Heim (PS/SO). Les cantons ne peuvent exercer leur devoir de surveillance que si la transparence est garantie.

La Soleuroise demande au Conseil fédéral de créer des bases légales nécessaires pour que pour les hôpitaux et les institutions qui sont rémunérés par l'assurance obligatoire des soins soient tenus à la transparence en matière de rémunération dans les domaines hospitalier et ambulatoire. Le respect de cette obligation serait une condition pour figurer sur la liste des hôpitaux. – (ats)

## La révision de la loi est à bout touchant

**CONTRATS D'ASSURANCE.** Une divergence sur le tiers payant sépare encore les deux Chambres.

La révision de la loi sur les contrats d'assurance est tout près du but. Le National s'est rallié hier au Conseil des Etats sur plusieurs points. Une seule divergence reste à propos du tiers payant.

Par 109 voix contre 82, la Chambre du peuple a maintenu sa version. Elle refuse toujours de limiter le droit d'action directe du tiers lésé aux cas proposés par le Conseil fédéral. Une minorité de droite a tenté sans succès de suivre la Chambre des cantons.

### Assurance maladie complémentaire

Les députés se sont en revanche ralliés aux sénateurs sur les autres divergences. Les assureurs mal informés ne seront pas soumis à un délai de prescription absolue de deux ans. Seule la gauche ainsi que les Verts libéraux n'ont pas voulu plier sur ce point.

La couverture de l'assurance-maladie complémentaire ne sera pas prolongée de cinq ans après la fin du contrat. Même l'intervention du ministre des Finances Ueli Maurer en faveur de la mesure n'y a rien fait.

### L'obligation d'information

«Une prolongation fait sens», avait-il avancé. Et de donner un exemple: une personne peut avoir été dans un pays tropical l'an passé, où elle a contracté la malaria. Les symptômes de la maladie peuvent se dévoiler que l'année suivante. La personne ayant résilié son assurance complémentaire ne sera plus couverte, alors que les faits sont survenus pendant son contrat. Le National s'est tacitement aligné sur l'obligation d'information. Les assureurs vie devront informer sur les types de frais, mais non sur les montants. Le projet retourne au Conseil des Etats. – (ats)

## Le Conseil national veut plus d'argent pour le transfert de marchandises de la route au rail

**TRANSPORTS.** Les députés ont décidé d'un plafond de 385 millions de francs jusqu'en 2030 pour le trafic à travers les Alpes.

Le transfert de la route au rail du trafic de marchandises à travers les Alpes a besoin de coups de pouce supplémentaires. Le Conseil national veut lui affecter quatre fois plus que ce que propose le Conseil fédéral.

La Chambre du peuple a décidé hier par 183 voix contre 7 de faire passer le plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes à 385 millions de francs et ceci jusqu'en 2030. Le gouvernement propose quant à lui 90 millions, mais seulement pour les années 2024 à 2026.

### Une enveloppe de deux milliards

Cette version porte le plafond de dépenses total à 1,765 milliard de francs jusqu'en 2026. Celle de la Chambre du peuple correspond à 2,06 milliards d'ici 2030. Les contributions destinées au transport combiné seront prolongées et les prix du sillon abaissés afin de rendre le rail plus

avantageux et plus attractif que la route.

La proposition du Conseil fédéral ne va pas assez loin, a estimé Isabelle Pasquier (Verts/GE) au nom de la commission. La Suisse est loin de ses objectifs de transfert, soit 650.000 courses par an. En 2018, le nombre des courses s'élevait à 941.000.

Les mesures en place comme la mise en service de la nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes avec l'ouverture du tunnel de base du Ceneri et l'aménagement du corridor de 4 mètres sur l'axe du Gothard ne suffiront pas à réaliser l'objectif de transfert. Une prolongation du plafond de dépenses jusqu'en 2030 est donc nécessaire, a affirmé la Genevoise.

### Facteurs externes

Des facteurs extérieurs empêchent d'atteindre les objectifs dans les délais prévus. En cause: les retards dans l'achèvement des lignes d'accès à la NLFA en Allemagne et aux lacunes d'inter-

opérabilité le long du corridor reliant le nord et le sud de l'Europe.

Il n'est souvent pas possible de faire circuler des trains d'une longueur de 740 m. De plus, le manque de fiabilité et de ponctualité des convois pose problème, ont fait valoir les représentants des différents groupes parlementaires.

Les mesures prises par la Suisse font effet, a relevé le ministre des transports Simonetta Sommaruga. Il ne faut pas s'arrêter là et le plafond de dépenses doit être prorogé, mais pas autant que le demande la Chambre du peuple, selon elle.

Le Conseil national a aussi pris acte du rapport du Conseil fédéral sur le transfert du trafic de marchandises de la route vers le rail. En 2018, 941.000 camions ont traversé les Alpes. Ils étaient plus de 1,4 million en 2000. Sans mesures, 800'000 véhicules lourds de plus sillonnaient ces voies chaque année. Le rail repré-

sente 70,5% du fret transalpin en Suisse alors qu'il ne correspond qu'à 14% en France et 26% en Autriche.

### Pression sur les pays voisins

Le National a encore adopté tacitement une motion chargeant le Conseil fédéral de prendre immédiatement l'initiative pour un deuxième accès sur la rive gauche du Rhin pour le transport de marchandises. Le gouvernement est chargé de conclure un accord avec la France et la Belgique pour trouver une solution contre le goulet d'étranglement situé au nord de la NLFA. Il devra en outre poursuivre les mesures établies avec l'Allemagne. La Suisse fait déjà pression sur ces pays, a relevé Simonetta Sommaruga. Le Conseil fédéral s'engagera en ce sens, mais il ne faut pas fonder trop d'espoirs sur une telle proposition. Le dossier passe au Conseil des Etats. – (ats)

**PESTICIDES: un non à l'interdiction du glyphosate en Suisse**

Il n'est pas nécessaire de forcer la main au gouvernement afin qu'il interdise l'utilisation du glyphosate en Suisse. Le Conseil des Etats a refusé tacitement hier de donner suite à deux initiatives genevoise et jurassienne en ce sens. Le National doit encore se prononcer.

Le Jura demande d'interdire au plus vite la commercialisation et l'utilisation du Roundup et des produits semblables contenant du glyphosate. Genève demande pour sa part d'organiser la sortie programmée du glyphosate et de soutenir la recherche agronomique pour trouver des alternatives au désherbant.

Les sénateurs reconnaissent l'importance du sujet. Mais, a rappelé Peter Hegglin (PDC/ZH) au nom de la commission, les objectifs ont été intégrés dans l'initiative «Réduire le risque de l'utilisation des pesticides». Celle-ci prend en considération toutes les substances en fonction de leur potentiel de risque au lieu d'édicter une réglementation pour chacune d'entre elles. – (ats)

**FISCALITÉ: le National approuve les conventions de double imposition conclues avec huit Etats**

Les modifications concernent les conventions contre les doubles impositions avec la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède, l'Irlande, la Corée, l'Ukraine et l'Iran. Elles ont été largement approuvées, seule une grande partie des parlementaires UDC s'y opposant ou s'abstenant.

Il s'agit de légères adaptations pour éviter les abus ou régler la gestion de différends, a expliqué Samuel Bendahan (PS/VD) au nom de la commission. Elles auront peu d'implications financières.

Les conventions répondent à des exigences internationales. En sa qualité de pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Suisse s'est engagée à inscrire dans ses CDI les standards minimaux dans le cadre du plan pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (BEPS), a expliqué le ministre des Finances Ueli Maurer. – (ats)

**CRIMINALITÉ: pas d'imprescriptibilité pour les actes punis de la prison à vie**

Les actes criminels punis de l'emprisonnement à vie ne devraient pas devenir imprescriptibles. Par 20 voix contre 18, le Conseil des Etats a rejeté mardi une initiative du canton de St-Gall. Le National doit encore se prononcer.

Actuellement, le droit pénal prévoit l'imprescriptibilité pour le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les infractions qualifiées d'ordre terroriste, ainsi que les actes d'ordre sexuels ou pornographiques commis sur des enfants. Les actes délictueux susceptibles d'être punis de l'emprisonnement à vie sont toutefois prescrits au bout de 30 ans.

Saint-Gall veut supprimer la prescription pour les crimes les plus graves. Cela ne concernerait que l'assassinat. – (ats)

**TRANSPORT: le Grand Conseil vaudois accepte un crédit d'étude pour le développement du m1**

Le Grand Conseil vaudois a validé mardi à l'unanimité un crédit de 800'000 francs destiné au métro m1. Ce montant permettra de réaliser une étude exploratoire en vue du développement de la ligne reliant le centre de Lausanne à la gare de Renens.

L'étude exploratoire doit permettre d'identifier plusieurs solutions, comme la création d'un métro souterrain ou un allongement des quais. Cette première analyse, qui fera ensuite l'objet d'études détaillées, sera conduite par le canton, en collaboration avec les communes concernées (Lausanne, Chavannes, Ecublens et Renens). Les hautes écoles et le SDOL (Stratégie et développement de l'Ouest lausannois) seront aussi associés à la démarche.

Ce nouveau projet sera ensuite présenté à la Confédération en vue d'un cofinancement dans le cadre du projet d'agglomération Lausanne - Morges (PALM). – (ats)

**HÔPITAUX: le canton de Berne défend le partenariat avec Swiss Medical Network**

Le gouvernement bernois a une nouvelle fois défendu la vente en janvier de 35% du capital-actions de l'Hôpital du Jura bernois (HJB) au groupe hospitalier privé Swiss Medical Network (SMN). Il estime que cette opération a permis de garantir la pérennité des hôpitaux de Moutier et de Saint-Imier.

Dans sa prise de position à l'intention de la Commission de gestion du Grand Conseil, le gouvernement souligne que cette décision était «nécessaire compte tenu de la situation économique difficile» dans laquelle se trouve l'Hôpital du Jura bernois ainsi que l'Hôpital de Moutier. L'incertitude politique sur le sort de Moutier pèse aussi sur l'hôpital. – (ats)

# Coronavirus: la Suisse souhaite plus de coordination en Europe

**DIPLOMATIE.** Le ministre des Affaires étrangères a plaidé pour une plus grande cohérence lors d'une visite en France.

En déplacement à Paris, Ignazio Cassis, chef du Département des affaires étrangères (DFAE), s'est entretenu longuement à propos de l'épidémie de coronavirus lors d'une rencontre avec son homologue français Jean-Yves Le Drian.

«Nous aimerions avoir une coordination plus importante pour éviter qu'il y ait des mesures contradictoires», a-t-il affirmé lors d'un point presse au terme de sa visite à Paris. M. Cassis a plaidé pour plus de «cohérence» sur le continent européen dans les mesures prises pour lutter contre l'expansion du coronavirus.

**Des réquisition «théoriquement possibles»**

Le chef de la diplomatie suisse s'est d'ailleurs rendu au Centre de crise et de soutien du Ministère français pour observer la gestion de l'épidémie par le pays voisin. Il a remercié son directeur Eric Chevallier pour s'être occupé du rapatriement des ressortissants suisses de Chine au début de l'épidémie. «Un geste très important de la France pour la Suisse», a-t-il expliqué.

Interrogé sur une éventuelle réquisition par les pays voisins du personnel soignant employé dans les hôpitaux suisses, M. Cassis a



**IGNAZIO CASSIS.** Lors de son déplacement, le conseiller fédéral a aussi expliqué à ses interlocuteurs français les enjeux de l'initiative du 17 mai sur la libre circulation des personnes.

nié qu'il y «ait des plans en ce sens pour l'instant». Il a toutefois reconnu que cette mesure était «théoriquement possible».

«La France, l'Italie, l'Allemagne savent à quel point notre système de santé en Suisse est dépendant de ces forces de travail» étrangères, a-t-il souligné. Il a écarté l'idée que les pays voisins veuillent mettre la Confédération «à genoux» avec des réquisitions. Le conseiller fédéral a rappelé que l'Italie «n'avait pas empêché les

Lombards d'aller travailler au Tessin» après les mesures de confinement prises dimanche. «Nous leur avons demandé de garantir que ce soit possible», a-t-il souligné. Selon M. Cassis, «le focus doit être mis sur la prise en charge des personnes les plus vulnérables. Nous avons besoin de soins intensifs qui fonctionnent, de machines qui fonctionnent et du personnel», a-t-il expliqué.

Le chef de la diplomatie suisse a également assuré que la Confé-

dération n'a pas besoin de masques. «La Suisse est suffisamment fournie», a-t-il affirmé. Il a toutefois appelé à une réflexion sur la dépendance à certains pays comme la Chine.

«La crise du coronavirus nous obligera à faire des réflexions pour avoir un éventail géographique plus large de production de matériel indispensable. Ce sera les leçons à tirer après l'épidémie», a-t-il précisé.

Une épidémie qui a poursuivi hier sa propagation en Suisse, avec un troisième mort et plus de 160 nouveaux cas confirmés pour atteindre un total de près de 500.

**Risque de «crise majeure» avec l'UE**

Lors de sa rencontre avec M. Le Drian, le chef du DFAE a également abordé la question des relations entre la Suisse et l'UE. Il s'est exprimé sur l'initiative du 17 mai sur la libre circulation des personnes.

Si le peuple l'acceptait, «par effet domino, probablement, nous serions confrontés à une crise majeure dans nos relations avec l'UE», a-t-il prévenu. «Et c'est pourquoi le gouvernement et le parlement suisses invitent la population à voter non», a-t-il ajouté. – (ats)

## Les produits agricoles maintenus dans l'accord avec le Mercosur

**LIBRE-ÉCHANGE.** Les Etats ont rejeté une initiative du Jura qui demandait une exclusion.

Les produits agricoles ne devraient pas être exclus de l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Le Conseil des Etats n'a pas donné suite par 29 voix contre 8 à une initiative en ce sens du canton du Jura.

**Trop tôt pour juger**

Cet accord est dans l'intérêt de l'économie suisse. La diversification des débouchés est essentielle pour notre pays, a indiqué hier Damian Müller (PLR/LU) pour la commission. En outre, on ne dispose pas encore du texte d'accord définitif qui se trouve en phase de toilettage.

On ne peut pas rejeter aujourd'hui l'accord sans en connaître le détail, a dit Christian Levrat (PS/FR). Et

exclure d'office le champ de l'agriculture de l'accord va trop loin. «On a aussi des intérêts à faire valoir», a ajouté le Fribourgeois prenant comme exemple la reconnaissance des dispositions AOC pour le Gruyère.

Les Verts ont plaidé en vain pour l'initiative cantonale jurassienne. L'accord avec le Mercosur concerne au premier plan les denrées agricoles. «Il en va de la survie de la paysannerie suisse qui sera directement touchée par des importations de quantités énormes de viande ou de vin», a mis en garde Céline Vara (Verts/NE). Pour le Jura, des conditions de production en Amérique latine ne correspondent pas aux standards suisses. Les pays du Mercosur cul-

tivent des OGM à large échelle et augmentent le rendement de leurs élevages grâce notamment à des hormones de croissance et à des traitements préventifs du bétail aux antibiotiques. L'accord encourage également le transport de denrées sur des milliers de kilomètres aux dépens de l'agriculture de proximité.

Les sénateurs n'ont pas non plus donné suite à une initiative du canton de Genève qui demande de permettre un référendum facultatif sur ce traité avec l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Conseil fédéral doit apporter des éclaircissements sur la question.

Le National devra également se prononcer. – (ats)

## L'initiative pour freiner les coûts déposée

**SANTÉ.** Le PDC a déposé hier à la Chancellerie fédérale son initiative «Baisser les primes - pour un frein aux coûts de la santé». Le parti a récolté 119.000 signatures. «Notre initiative répond de manière concrète à la plus grande préoccupation de la population suisse», selon le conseiller national Stefan Müller-Altermatt (PDC/SO).

L'initiative exige que la Confédération et les cantons prennent des mesures incitatives contraignantes lorsque le coût des soins augmente trop fortement par rapport à l'évolution des salaires. Si la croissance est plus forte que les salaires, la Confédération, les cantons, les assureurs-maladie et les fournisseurs de prestations doivent mettre en oeuvre des mesures pour baisser ces coûts. – (ats)

**'AGEFI**

**ADRESSE CENTRALE:**  
Nouvelle Agence Économique et Financière S.A.  
Route de la Chocolaterie 21  
Case postale 61 – 1026 Echandens-Denges  
Tél. +41 (0)21 331 41 41  
agefi@agefi.com

**Zurich:**  
Postfach 24 – 8032 Zurich  
Tél. +41 (0)44 254 39 20

**Genève:**  
Rue des Bains 35 – 1205 Genève  
Tél. +41 (0)21 331 41 41

**Président du conseil d'administration:**  
Raymond Loretan  
**Rédacteur en chef:**  
Luc Petitfrière – 021 331 41 24

**Chief d'édition:**  
Johan Friedli – 021 331 41 84

**RÉDACTION:** redaction@agefi.com  
**Christian Affolter** – 021 331 41 85  
Marchés, entreprises  
**Maude Bonvin** – 021 331 41 41  
Politique, entreprises  
**Elsa Floret** – 022 552 33 29  
Entreprises, place financière  
**Stéphanie Giroud** – 021 331 41 54  
Web, multimédia  
**Marine Humbert** – 021 331 41 54  
Web, multimédia  
**Matteo Ianni** – 021 331 41 83  
Entreprises  
**Piotr Kaczor** – 044 254 39 23  
Place financière

**Sophie Marenne** – 021 331 41 00  
Entreprises, start-up  
**Levi-Sergio Mutemba** – 079 953 68 20  
Marchés & produits  
**Philippe Rey** – 044 254 39 22  
Entreprises, place financière  
**Caroline Spir** – 021 331 41 41  
Journaliste Lifestyle

**Edition (soir):**  
Eric Loup, Serge Rapin,  
Piotr Studzinski

**Imprimerie:**  
CH Media Print AG



**Directeur:**  
Olivier Bloch  
**VENTES (PUBLICITÉ):**  
**Norbert Fouchault**  
(Suisse romande - Tessin - International)  
079 964 65 66 – n.fouchault@agefi.com

**Beatrice Leuenberger**  
(key account Suisse alémanique)  
044 254 39 21 – b.leuenberger@agefi.com

**Représentations internationales:**  
Allemagne, BENELUX, Grande-Bretagne,  
France, Italie sur www.agefi.com/pub

**Ventes en kiosques:**  
7Days (Genève)

**COMPTABILITÉ, ADMINISTRATION:**  
Patricia Chevalley – 021 331 41 02  
**Informatique IT, production:**  
Guy-Marc Aprin – 021 331 41 07 –  
it@agefi.com

**Service client lecteur et annonceur:**  
Elise Choasson – 021 331 41 72  
Perrine Pingat – 021 331 41 40

**Abonnements:**  
Martine Duperrex  
Tél. +41 (0) 21 331 41 41  
E-mail: abo@agefi.com

**Abonnement annuel:**  
CHF 700.– inclus tous les suppléments  
et les archives du site (TVA 2,5% incl.)  
Nous consulter pour les abonnements  
Entreprises

**Impressum**

Tous les droits sont réservés.  
Toute réimpression, copie  
de texte, de photo ou d'annonce,  
ainsi que toute utilisation  
sur les supports optiques,  
électroniques ou autres soumises  
à l'approbation préalable de la  
rédaction en chef en vertu des  
dispositions relatives au droit  
d'auteur ainsi qu'à la loi contre  
la concurrence.

# Vladimir Poutine ouvre la voie à son maintien au Kremlin

**RUSSIE.** Si la Cour constitutionnelle donne son aval, le président pourrait en théorie rester deux mandats supplémentaires.

Vladimir Poutine a ouvert hier la voie à son maintien à la présidence après la fin de son actuel mandat. Les députés russes ont adopté la vaste révision constitutionnelle que avait proposée.

Répondant à la Douma à la proposition d'une députée, le président russe s'est dit favorable à l'idée de «réinitialiser» le nombre de ses mandats présidentiels à l'occasion de la réforme de la loi fondamentale, pour lui permettre de participer aux élections de 2024.

Il a assuré vouloir que la Cour constitutionnelle autorise d'abord la modification et que les Russes l'approuvent lors du «vote populaire» sur la refonte de la Constitution prévu le 22 avril.

Selon la Constitution actuellement en vigueur, Vladimir Poutine n'a pas le droit de se représenter en 2024, le texte imposant une limite de deux mandats consécutifs. Ce n'est qu'en laissant en 2008-2012 la présidence à Dmitri Medvedev, et en devenant lui-même Premier ministre, qu'il aura pu effectuer deux fois deux mandats consécutifs depuis son accession au Kremlin en 2000.

Un «pouvoir présidentiel fort est absolument nécessaire à la Russie», a déclaré hier M. Poutine, 67 ans, jugeant que la stabilité «devait être prioritaire». Pour lui, le pays a besoin de «changement par l'évolution» car il a vécu «assez de révolutions» dans son histoire.

Si la Cour constitutionnelle donne son aval, ce qui semble probable, Vladimir Poutine pourrait en théorie rester deux mandats supplémentaires, soit jusqu'en 2036.

## Renforcement du pouvoir présidentiel

Les députés de la Douma ont dans la foulée adopté cet amendement ainsi que tous les autres proposés par le chef de l'Etat depuis janvier. Un total de 382 ont voté pour, 44 se sont abstenus et aucun n'a voté contre. Une dernière lecture aura lieu aujourd'hui à la chambre basse, avant un vote le même jour au Sénat.

Vladimir Poutine avait pris tout le monde de court en janvier en annonçant qu'il voulait lancer une révision constitutionnelle, la première depuis l'adoption de la

Constitution russe en 1993. Cette annonce avait immédiatement été considérée par les analystes comme une manière de préparer l'après-2024.

Les révisions, adoptées en première lecture à l'unanimité par les députés au début de l'année, concernaient à la fois le système politique et des garanties socio-économiques. Elles renforcent le pouvoir présidentiel, notamment en matière de nomination des juges.

Vladimir Poutine a ensuite soumis 24 pages supplémentaires d'amendements adoptés hier notamment pour défendre les valeurs conservatrices qu'il porte. La Constitution se dote ainsi de la mention de «la foi en Dieu» des Russes ainsi que du principe d'un mariage possible uniquement entre un homme et une femme.

En outre, si avec la réforme constitutionnelle le Parlement se voit accorder le choix du Premier ministre, le président pourra toujours limoger à sa guise le chef du gouvernement et tout membre du cabinet.

Autre innovation: les juges, les élus et les responsables politiques

au niveau fédéral auront l'interdiction de posséder une nationalité étrangère ou un permis de séjour dans un autre pays.

## Pérenniser le système

L'opposition a vigoureusement dénoncé cette réforme, affirmant que le président voulait rester au pouvoir indéfiniment. «Poutine est au pouvoir depuis 20 ans, mais il pourra aller (à l'élection) comme si c'était la première fois», s'est insurgé sur Twitter Alexei Navalny, la figure de proue de l'opposition, dans la foulée du vote des députés.

Confronté à une chute du niveau de vie et après une impopulaire réforme des retraites, M. Poutine a aussi décidé d'inscrire dans la Constitution le principe d'un salaire minimum garanti et d'une indexation des pensions de retraite.

Pour les analystes, ces décisions sont surtout destinées à convaincre les Russes de prendre part au «vote populaire» alors que, selon un récent sondage de l'institut indépendant Levada, 64% d'entre eux n'ont pas d'idée claire de ce que les amendements constitutionnels proposent. — (ats)

## UNION EUROPÉENNE: Bruxelles veut mieux armer son industrie face à la Chine et aux Etats-Unis

Bruxelles a présenté hier sa stratégie pour mieux armer l'industrie européenne à l'ère du numérique et de la transition écologique face à la concurrence chinoise et américaine. La Commission européenne compte actualiser les règles de la concurrence européenne et s'assurer que celles du commerce sont bien adaptées à la mondialisation. Margrethe Vestager, en charge du dossier et partisane d'une ligne dure, a insisté pour «donner une chance à toutes les entreprises, petites et grandes». Il n'empêche, les règles européennes de la concurrence devraient être actualisées. En juin, la Commission lancera une consultation auprès des acteurs concernés pour voir comment mieux définir les marchés dans le domaine des fusions/acquisitions. Pour riposter à la concurrence chinoise, la Commission va aussi publier mi-2020 un «livre blanc qui se penchera sur les effets de distorsion causée par les subventions étrangères au sein du marché unique». — (ats)

## ÉTATS-UNIS: le Michigan aux urnes, Joe Biden espère creuser l'écart sur Bernie Sanders

Plusieurs millions d'Américains étaient appelés hier aux urnes dans le Michigan et cinq autres Etats. Ce nouveau rendez-vous des primaires démocrates pourrait permettre à Joe Biden de prendre un avantage décisif sur Bernie Sanders. Au-delà des 125 délégués en jeu, le résultat dans cet Etat industriel de la région des Grands Lacs aura une forte dimension symbolique. Si Bernie Sanders parvient à renouveler l'exploit face à Hillary Clinton lors des primaires de 2016, il peut espérer se relancer. Mais si, comme le prédisent les sondages, il est vaincu dans cet Etat, il pourrait devoir dire adieu à ses rêves de Maison Blanche. — (ats)

## CHINE: l'inflation s'emballe en février sur fond d'épidémie

L'inflation en Chine a connu en février son plus haut niveau sur un an depuis au moins huit ans, chauffée par la forte envolée des prix alimentaires en pleine épidémie de coronavirus, qui paralyse le pays. Les prix à la consommation ont bondi de 5,2% le mois dernier sur un an, après une progression de 5,4% en janvier, a indiqué hier le Bureau national des statistiques (BNS). Un résultat qui est conforme aux prévisions d'analystes interrogés par l'agence financière Bloomberg (+5,2%).

En raison des mesures drastiques de confinement, qui ont largement désorganisé les réseaux de distribution de biens alimentaires à travers le pays, les prix de l'alimentaire se sont envolés le mois dernier de 21,9% sur un an: les prix des légumes frais ont pris 10,9%, et ceux de la viande 87,6%. — (ats)



Les spécialistes des produits structurés sont à votre disposition  
☎ 021 212 42 00

# Produits structurés: le soin du détail depuis 20 ans

# MARCHÉS

## MARCHÉ DES CHANGES

### Dollar haussier face au franc

Le dollar rebondissait hier face au franc suisse et au yen au lendemain d'une dégringolade des cours pétroliers et des places boursières, qui a provoqué des mouvements massifs vers des devises jugées plus sûres.

Vers 20h00, le billet vert grimpa de 2,54% face à la devise japonaise à 105,03 yens et de 1,44% face à la devise helvétique, à 0,9387 franc suisse pour un dollar.

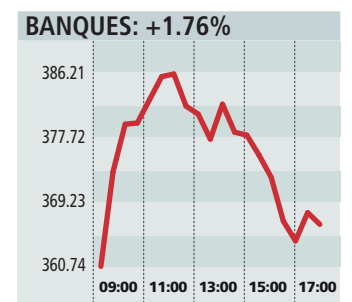
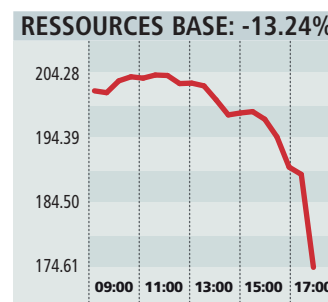
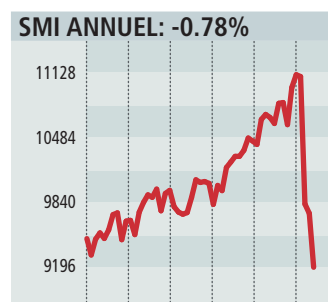
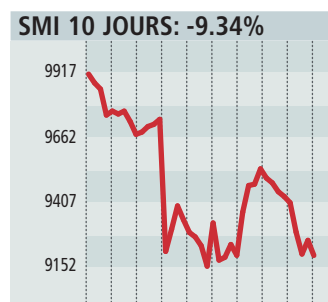
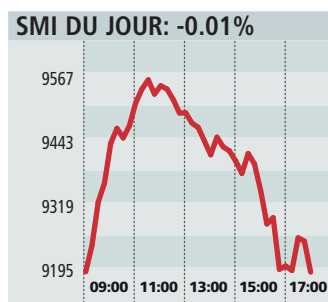
«L'extrême aversion au risque» observée lundi «se dissipe mardi dans l'espoir que les principaux décideurs politiques au niveau mondial prendront des mesures d'expansion budgétaire pour s'attaquer aux retombées économiques négatives de l'épidémie de Covid-19», a expliqué Derek Halpenny, analyste pour MUFG. Des mesures de soutien à l'économie américaine doivent être précisées mardi par la Maison Blanche. Lundi soir, Donald Trump a évoqué de possibles coupes dans les taxes salariales ainsi qu'une aide pour les salariés payés à l'heure.

La présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, a aussi reconnu que «de nouvelles mesures parlementaires (allaient) vite devenir nécessaires». Le Congrès américain a déjà approuvé le 5 mars un plan d'urgence de 8,3 milliards de dollars pour financer la lutte contre le coronavirus. Des mesures budgétaires contribueraient à desserrer l'étau sur la Réserve fédérale américaine pour qu'elle adopte une politique monétaire plus accommodante, qui pèse sur le dollar.

L'institution doit tenir sa prochaine réunion de politique monétaire la semaine prochaine et les investisseurs anticipent une nouvelle réduction des taux au jour le jour après la baisse surprise d'un demi-point de pourcentage annoncée mardi dernier. Trump a d'ailleurs de nouveau exhorté la Fed, mardi sur Twitter, à abaisser les taux, qualifiant la banque centrale américaine de «minable» et de «lente.»

Jeudi, les investisseurs se tourneront vers la Banque centrale européenne, qui annoncera sa décision concernant les mesures économiques à prendre face à l'épidémie qui paralyse l'économie. L'euro perdait d'ailleurs 1,38% face au billet vert, à 1,1292 dollar.

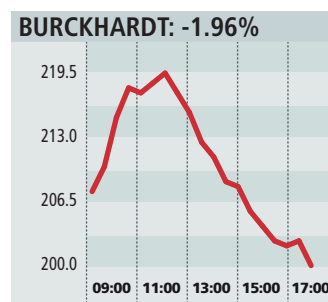
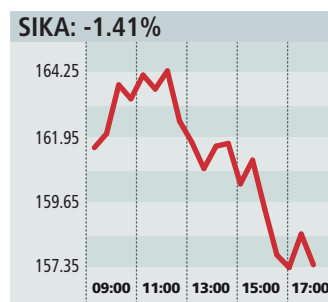
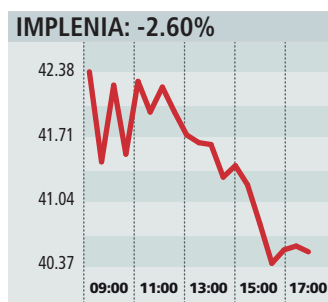
10.03.20	09.03.20
19h00 GMT	21h00 GMT
EUR/USD	1,1292
EUR/JPY	118,61
EUR/CHF	117,20
EUR/GBP	1,0594
EUR/GBP	0,8747
USD/JPY	105,03
USD/CHF	102,36
GBP/USD	0,9252
GBP/USD	1,2911



## SIX SWISS EXCHANGE - MARCHÉ SUISSE

# La tentative de rebond a fait long feu

Le SMI a perdu 0,01% à 9195,93 points, plus bas à 9150,54 et plus haut à 9576,04. Le SLI a cédé 0,08% à 1383,44 points et le SPI 0,19% à 11.227,97 points.



La Bourse suisse a tenté de repartir de l'avant hier après les deux journées noires vendredi et lundi, qui avaient vu le SMI perdre respectivement 4% et 5,5%. L'indice vedette de SIX, qui avait bien remonté la pente jusque vers midi, a par la suite vu ses gains s'effriter et il s'est mis à osciller autour de l'équilibre dans la dernière heure de transactions pour finir juste dans le rouge.

Sur les 30 valeurs vedettes 17 ont reculé, 12 avancé et Geberit a fini inchangé.

Avec Geberit, la saison des résultats de blue chips s'est poursuivie marquée surtout par les chiffres d'entreprises du marché élargi. Le spécialiste de technique sanitaire a bouclé l'exercice 2019 sur une bonne performance, mais inférieure à celle escomptée par les

analystes. Le groupe s'est dit confiant pour 2020 persuadé que le domaine de la construction affiche une meilleure résistance aux aléas de la conjoncture que les autres secteurs économiques. (lire page 4) Temenos (-2,9%), Sonova (-2,8%) et Swisscom (-1,9%) constituent le trio des perdants du jour. A l'inverse, Credit Suisse (+2,6%), UBS (+2,4%) et Novartis (+1,75%) ont terminé sur le podium. Les investisseurs ont salué l'annonce par Novartis du lancement d'un nouveau programme de rachat d'actions de jusqu'à 10% sur les trois prochaines années. Les titres seront rachetés par le biais d'une ligne de négoce séparée à la Bourse suisse. Julius Bär (+0,9%) a aussi rebondi. Roche (-0,5%) et Nestlé (-1,2%)

ont perdu du terrain sur la fin. Les valeurs du luxe Swatch (+1,2%) et, moins nettement, Richemont (+0,1%) ont repris un peu du poil de la bête. Sur le marché élargi, Sensirion (+12,7%), Galenica (+2,3%) (lire page 4), Rieter (+0,9%), Huber+Suhner (+0,3%), VP Bank (+0,3%) et Schweiter (-1,9%) ont toutes publié leurs résultats annuels et Aryzta (+5,5%) des chiffres semestriels (lire page 5). Flughafen Zürich (-7,0%) a fait état d'une solide hausse de son bénéfice l'an dernier. La direction a cependant relevé que l'exploitant du tarmac de Kloten est actuellement frappé de plein fouet par les conséquences de la crise du coronavirus sur le tourisme et les transports aériens (lire page 5). - (awp)

## Une baisse des taux d'intérêt par la BNS pointe à l'horizon

Alors que la BCE s'apprêterait à intervenir, l'institution helvétique est attendue au tournant.

Une baisse des taux d'intérêt par la Banque nationale suisse (BNS) paraît de plus en plus probable aux yeux de certains analystes, alors que le coronavirus frappe de plein fouet l'économie mondiale et que les banques centrales sont appelées à la rescousse. Les spécialistes d'UBS penchent en faveur d'une baisse de 10 points de base du taux de dépôt de la BCE, obligeant la BNS à suivre le mouvement d'ici sa réunion du 19 mars. La banque centrale helvétique pourrait ainsi abaisser de 25 points de base à -1,0% son taux directeur. Selon les experts de la banque aux trois clés, «la balance penche en faveur d'une réduction des taux», la BNS voulant conserver un écart de taux suffisant entre

le franc et l'euro pour réduire l'attractivité des placements dans la devise helvétique. «La BNS doit absolument agir si la BCE abaisse ses taux, sinon la différence de taux avec la zone euro sera trop faible», ont insisté les analystes de Bantleon. Credit Suisse est plus pragmatique et attend un abaissement des taux directeurs à -1,0% par la BNS seulement au deuxième trimestre. «L'épidémie de coronavirus a fortement affaibli les perspectives économiques mondiales et renforcé l'incertitude, qui a renforcé la demande pour le franc», ont souligné les spécialistes du groupe bancaire. Dans l'immédiat, la BNS va faire face à la demande accrue en francs avec des interventions sur

le marché des changes. Mais elle risque de ne pas être en mesure de faire face à «une vague mondiale d'assouplissement monétaire». La Fed a décidé le 3 mars d'abaisser ses taux. Elle est revenue à la charge lundi en annonçant qu'elle allait injecter au moins 150 milliards de dollars par jour dans le marché monétaire pour aider au bon fonctionnement des marchés du financement. Les experts de Credit Suisse tablent sur une réaction plus timorée de la BCE, n'obligeant pas la BNS à suivre le 19 mars. Sauf si la BCE devait surprendre les marchés avec une réduction des taux de 20 points de base ou plus, obligeant son homologue à réagir assez rapidement. - (awp)

## LES TITRES DU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
1222171	ABB N	17.99	-0.94%	-	4.45	24.69/17.25	18996201
1213860	Adecco Group N	42.10	-1.54%	-	5.94	63.30/42.14	1978094
43249246	Alcon N	51.94	-0.92%	-	-	-/-	3027468
21048333	CieFinRichemont N	60.00	+0.07%	-	3.33	87.44/57.98	6037480
1213853	CS Group N	8.77	+2.64%	-	2.99	14.14/8.55	34600291
3017040	Geberit N	454.80	+0.00%	-	2.37	550.80/394.10	381472
1064593	Givaudan N	2927.00	+1.04%	-	2.12	3416.00/2452.00	84641
1221405	LafargeHolcim N	40.61	+0.89%	-	4.92	54.00/40.12	8310336
1384101	Lonza Grp N	367.00	-0.05%	-	0.75	428.30/282.20	641804
3886335	Nestlé N	96.82	-1.16%	-	2.79	113.20/92.38	13917470
1200526	Novartis N	77.30	+1.66%	-	3.82	96.38/74.68	16507823
1203204	Roche Hldg G	297.35	-0.47%	-	3.03	351.60/255.95	4554374
249745	SGS N	2266.00	-1.18%	-	3.44	2876.00/2220.00	69468
41879292	Sika N	157.45	-1.41%	-	1.30	196.55/133.70	1223322
1485278	Swiss Life Hldg N	394.50	-0.33%	-	4.18	522.40/391.40	445139
12688156	Swiss Re N	81.66	-0.02%	-	6.86	117.05/81.32	4672732
874251	Swisscom N	510.00	-1.89%	-	4.31	577.80/458.90	433712
1225515	The Swatch Grp I	195.80	+1.21%	-	4.09	322.00/190.20	765881
24476758	UBS Group N	9.06	+2.44%	-	7.73	13.81/8.79	45644185
1107539	Zurich Insur Gr N	333.50	-0.36%	-	6.00	439.90/313.30	1597518

## GAGNANTS ET PERDANTS AU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
1213853	CS Group N	8.77	+2.64%	-	2.99	14.14/8.55	34600291
24476758	UBS Group N	9.06	+2.44%	-	7.73	13.81/8.79	45644185
1200526	Novartis N	77.30	+1.66%	-	3.82	96.38/74.68	16507823
1225515	The Swatch Grp I	195.80	+1.21%	-	4.09	322.00/190.20	765881
1064593	Givaudan N	2927.00	+1.04%	-	2.12	3416.00/2452.00	84641

## LES CINQ PERDANTS

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
874251	Swisscom N	510.00	-1.89%	-	4.31	577.80/458.90	433712
1213860	Adecco Group N	42.10	-1.54%	-	5.94	63.30/42.14	1978094
41879292	Sika N	157.45	-1.41%	-	1.30	196.55/133.70	1223322
249745	SGS N	2266.00	-1.18%	-	3.44	2876.00/2220.00	69468
3886335	Nestlé N	96.82	-1.16%	-	2.79	113.20/92.38	13917470

## GAGNANTS ET PERDANTS AU SPI EXTRA

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
10019113	RELIEF THER Hlg N	0.00	+33.33%	-	-	0.01/0.00	101090780
45322689	Aluliflexpack N	22.00	+14.58%	-	-	-/-	11419
40670512	Sensirion Hldg N	34.95	+12.74%	-	-	46.00/30.02	37724
3381329	Lalique Group N	32.00	+12.68%	-	1.56	53.28/27.00	1412
2466652	HOCHDORF Hldg N	73.00	+10.44%	-	-	147.20/51.90	978

## LES CINQ PERDANTS

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
162471	CPH Chem&Pap H N-A	62.20	-19.22%	-	-	88.50/73.00	2265
31941693	Flughafen Zuerich N	119.10	-7.03%	-	5.79	195.40/120.10	293211
1160768	Tornos Hldg N	4.60	-6.41%	-	6.09	9.18/4.40	17069
1117825	TX Group N	87.00	-5.84%	-	5.17	118.00/87.20	13311
1133920	Ascom Hldg N	6.90	-5.35%	-	6.52	15.00/6.81	154770

## PRINCIPAUX INDICES SUISSES

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	H/B 52S
998089	SMI	9195.93	-0.01%	11270.00/9059.11
998750	SPI	11227.97	-0.19%	13570.28/10969.22
1781097	SPI EXTRA (total return)	3968.33	-0.53%	4839.03/3932.75
3025288	SLI Swiss Leader Pr	1383.44	-0.08%	1723.72/1367.58
1939983	SMI Mid Pr	2334.96	-0.70%	2886.96/2290.33

## INDICES SECTORIELS

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	H/B 52S
2265371	Alimentation	3327.26	-1.17%	3850.38/3175.19
2262744	Assurances	747.91	-0.11%	1004.00/731.89
2262671	Banques	366.32	+1.76%	525.19/359.58
2265384	Biens de consommation	1917.11	+0.27%	2824.48/1861.12
2265299	Chimie	3099.42	+0.81%	3655.03/2764.19
2265407	Commerce de détail	907.56	+0.80%	1137.59/863.65
2265354	Industrie	1139.90	-0.46%	1479.12/1128.58
994740	Immobilier (total return)	452.98	+0.31%	471.19/384.83
2265433	Loisirs	1316.48	+1.57%	1788.72/1281.37
2265343	Matériaux de construction	1995.97	-0.02%	2469.02/1922.18
2265420	Médias	290.66	-4.27%	372.46/294.56
2265313	Ressources de base	174.63	-13.24%	364.71/174.63
2265391	Santé	1728.96	+0.30%	2086.44/1625.47
2262812	Services publics	2231.00	-0.39%	2489.32/1823.65
2262777	Services financiers	1185.65	-1.57%	1412.28/1044.80
2262788	Technologie	918.11	-1.21%	1258.93/913.73
2265446	Télécommunications	877.77	-1.99%	983.42/789.16

## INDICES

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	H/B 52S
998751	Actions porteur	9993.08	-0.06%	14103.43/9857.44
998752	Actions nominatives	13509.29	-0.14%	16399.82/13336.40
998753	Porteur + bon	14328.10	-0.39%	16993.04/12785.62

**PRINCIPAUX INDICES EUROPÉENS**

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
846421	DJ Stoxx 50 (Europe)	2764.46	-0.87%	3539.89/2763.20
846423	DJ Stoxx (Europe)	335.64	-1.14%	433.90/335.83
846480	DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2910.02	-1.66%	3867.28/2913.83
846483	DJ Euro Stoxx P (Europe)	320.12	-1.69%	421.41/320.78
998211	AEX	484.70	-1.21%	632.12/482.05
998690	Euronext BEL-20	3155.60	-0.61%	4201.35/3138.75
1646037	OMX (Danemark)	1617.60	-1.41%	1937.31/1462.41
998032	DAX (Allemagne)	10475.49	-1.41%	13795.24/10498.94
252367	Mid Cap Index (Allemagne)	22901.96	-0.82%	29438.03/22932.30
758853	OMXH (Finlande)	3609.46	-0.61%	4578.25/3606.85
998185	FTSE 100 (Grande-Bretagne)	5965.77	-	7727.49/5891.56
997736	FTSE Act 250 (Grande-Bretagne)	17547.15	-	22114.26/17419.04
513607	FTSE Aim Index (Grande-Bretagne)	800.90	-	978.05/794.33
1354447	IGBM	743.37	-2.99%	1003.49/744.66
1603325	FTSE MIB	17870.18	-3.28%	25483.05/17925.43
998531	Oslo OBX Index (Norvège)	662.58	+0.26%	859.58/625.49
998033	CAC 40	4636.61	-1.51%	6111.41/4615.16
2021101	CAC MID & SMALL	10680.02	-1.10%	13779.28/10656.33
10375187	OMXS 60 (Suède)	281.99	-0.72%	350.65/274.13
998663	ATX (Autriche)	2361.41	-0.78%	3308.91/2360.72
997718	Athen Index Compos (Grèce)	628.25	+5.93%	949.20/592.34
495317	BUX Index (Hongrie)	38380.60	+0.80%	46476.20/37698.38
576823	ISE National 100 (Turquie)	101062.51	-2.38%	124536.63/83535.32
395072	PSI 20	4237.23	-0.69%	5454.21/4232.89
2485271	PX Ind (Tchèque)	912.76	-0.08%	1144.17/901.42
857975	RTSI Index (Russie)	1094.18	-13.02%	1651.82/1055.31
393229	Warsaw Wig Ind (Pologne)	45043.23	-1.28%	62009.90/45142.79

**GAGNANTS ET PERDANTS AU DJ EURO STOXX 50**

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
<b>LES CINQ GAGNANTS</b>							
1124244	Deutsche Post N	24.00	+6.08%	-	4.79	35.00/22.39	-
519928	Societe Generale	18.15	+2.97%	-	-	32.23/17.62	18073067
123397	BNP Paribas A	34.63	+2.50%	-	8.95	54.22/33.74	15219866
345952	SAP I	100.66	+1.74%	-	1.49	129.60/94.74	-
524773	Total	31.52	+1.73%	-	8.38	52.02/30.98	22112318
<b>LES CINQ PERDANTS</b>							
508670	Vinci	75.76	-6.14%	-	4.03	107.35/75.76	4582257
33273088	Kon Ah Del Br Rg	20.16	-5.92%	-	3.77	24.50/19.36	10650552
497537	EssilorLuxott	107.20	-5.76%	-	1.90	145.00/95.50	2315007
1250633	Enel W	6.70	-5.66%	-	4.47	8.61/5.42	78766497
2969533	Iberdrola	9.34	-5.62%	-	-	11.35/7.23	39649603

**GAGNANTS ET PERDANTS AU NIKKEI 225**

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
<b>LES CINQ GAGNANTS</b>							
763146	Nomura Hldg Rg	432.70	+7.16%	-	4.16	586.40/330.70	37061200
763192	RICOH Rg	970.00	+6.95%	-	2.68	1289.00/900.00	11485100
1057248	CyberAgent Rg	4000.00	+6.38%	-	-	4875.00/3370.00	2481700
763623	Toho Zinc Co Ltd Rg	1395.00	+6.16%	-	-	3510.00/1240.00	239300
763471	TAIYO YUDEN Rg	3035.00	+5.93%	-	0.72	3685.00/1708.00	8001100
<b>LES CINQ PERDANTS</b>							
2329745	INPEX Rg	732.80	-4.33%	-	2.87	1217.00/691.10	24307500
762719	Mitsui E&S Hldg Rg	720.00	-4.13%	-	-	1261.00/683.00	1133600
761803	Ebara Corp Rg	2216.00	-3.53%	-	2.71	3570.00/2163.00	1249600
762138	JGC HLDGS Rg	1063.00	-3.45%	-	2.68	1836.00/993.00	4690300
762182	Nippon Yusen K K Rg	1369.00	-3.39%	-	2.19	2066.00/1326.00	5127000

**PRINCIPAUX INDICES ASIE/MOYEN-ORIENT**

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
998407	Nikkei 225 (Japon)	19867.12	+0.85%	24115.95/18891.77
998405	Topix Index Sac 1 (Japon)	1406.68	+1.28%	1747.20/1330.99
998396	Hang Seng (Hong Kong)	25392.51	+1.41%	30280.12/24899.93
-	Straits Times Index (Singapour)	-	-	-/-
998293	Bangkok SE Set Ind (Thaïlande)	1271.25	+1.22%	1748.15/1249.31
1473058	KOSPI 100 Index (Corée du Sud)	2038.00	+0.62%	2363.50/1914.05
998594	Taiwan Weighted Stk (Taïwan)	11003.54	+0.24%	12197.64/10180.04
998444	All Ordinaries Idx (Australie)	5995.80	+2.98%	7289.70/5600.50
257111	Shanghai Compos (Chine)	2996.76	+1.82%	3288.45/2685.27
-	Mumbai Sensex (Inde)	-	-	-/-
1114782	Vietnam St Exch Idx (Viêt Nam)	837.50	+0.24%	1028.97/806.63
998652	KLSE Composite (Malaisie)	1430.47	+0.44%	1694.89/1414.95
228097	Tel-Av TASE-100 Ind (Israël)	1318.72	-6.63%	1694.79/1285.68
1188203	Saudi Share Price (Arabie Saoudite)	6762.03	+7.07%	9403.05/6196.98
997712	Kuwait 100 Index (Koweït)	37695.75	+1.72%	43468.22/28670.98

**TELECOM ITALIA: le groupe a renoué avec les bénéfices l'an dernier**

L'opérateur italien Telecom Italia (TIM), dont le principal actionnaire est le groupe français Vivendi, a renoué en 2019 avec des bénéfices, après avoir subi une perte nette en 2018.

Le groupe a enregistré l'an dernier un bénéfice net d'un milliard d'euros, a-t-il annoncé dans un communiqué hier soir, précisant qu'il verserait pour la première fois depuis 2013 un dividende à ses actionnaires, d'un montant d'un centime d'euro par action.

Ce résultat est néanmoins inférieur aux attentes des analystes de Factset, qui tablaient sur un bénéfice net de 1,189 milliard d'euros.

La société a enregistré un chiffre d'affaires annuel de 17,97 milliards d'euros en repli de 5,1%, notamment à cause d'un dernier trimestre en berne. Sa dette s'établissait fin 2019 à 23,8 milliards d'euros, en baisse de 1,4 milliard sur un an.

Le groupe a également fait savoir que son conseil d'administration avait approuvé un nouveau plan stratégique et relevé ses objectifs financiers. Désormais, il prévoit de générer 4,5 à 5 milliards d'euros de trésorerie entre 2020 et 2022, à périmètre comparable, un objectif supérieur aux 3,5 milliards prévus dans le plan précédent.

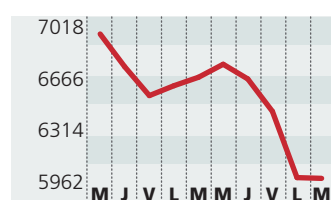
Tout en précisant qu'il ne peut pour l'instant «quantifier l'impact» de l'épidémie de coronavirus, l'opérateur téléphonique a également annoncé qu'il comptait tailler davantage dans ses coûts.

Il a également confirmé son alliance avec le géant britannique des télécoms Vodafone pour un partage de réseau «et accélérer sur la 5G», ainsi que la fusion des activités dans les tours télécoms en Italie des deux groupes.

Enfin, l'opérateur prévoit pour 2021 que son niveau d'endettement sera inférieur à 20 milliards d'euros. — (afp)

**LONDRES / Footsie / -0.09% / -5.54 pts / 5960.23 pts**

**BP a gagné 3,36% à 328,90 pence et Royal Dutch Shell (action «B») 3,31% à 1348 pence. Royal Bank of Scotland (+0,64% à 141,80 pence) et Standard Life Aberdeen (+2,13% à 244,50 pence).**



La Bourse de Londres a terminé au point mort hier après son plongeon de la veille, la défiance des investisseurs pour les actions en pleine crise du coronavirus n'étant pas terminée. Le FTSE-100 des principales valeurs a cédé 0,09% à 5960,23

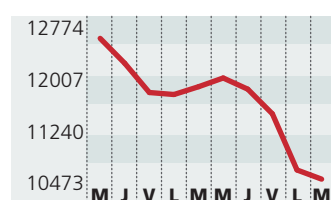
points, le rebond du début de séance n'ayant pas tenu jusqu'à la clôture, mais l'indice limitant la casse par rapport aux autres places européennes qui ont fini largement dans le rouge.

Lundi, le marché boursier londonien avait dévié de 7,69%, sa pire baisse depuis 2008. Les valeurs du secteur pétrolier ont nettement rebondi dans la foulée des cours du brut après avoir dégringolé d'environ 20% la veille. BP a gagné 3,36% à 328,90 pence et Royal Dutch

Shell (action «B») 3,31% à 1348,00 pence. Royal Bank of Scotland (+0,64% à 141,80 pence) La banque britannique a annoncé qu'elle allait permettre à ses clients touchés économiquement par le coronavirus de ne pas rembourser leurs prêts pendant jusqu'à trois mois. Standard Life Aberdeen (+2,13% à 244,50 pence) Le groupe de gestion d'actifs a publié un bénéfice par action en hausse pour 2019 malgré une baisse du chiffre d'affaires. — (afp)

**FRANCFORT / DAX / -1.41% / -149.53 pts / 10475.49 pts**

**Deutsche Post (+6,08% à 24,00 euros), le groupe a publié hier des résultats annuels «records» pour 2019. Daimler (+1,66% à 30,68 euros), BMW (-1,35% à 50,33 euros) et Volkswagen (-0,12% à 131,56 euros).**



La Bourse de Francfort a poursuivi sa chute hier, le Dax perdant 1,41%, toujours plombé par les craintes des marchés sur les effets du coronavirus sur l'économie mondiale, au lendemain d'un plongeon à plus de 7%.

L'indice vedette a perdu 149,5 points à 10.475,49 points, tandis que le MDax des valeurs moyennes a chuté de 0,82% à

22.901,96 points. Le Dax a perdu 20,93% depuis le début de l'année.

Lundi, l'indice a connu sa plus forte chute depuis le 11 septembre 2001, à -7,94%.

Après un rebond dans la matinée, le Dax ayant atteint +3,42% vers 10h00 GMT, l'indice a de nouveau chuté dans l'après-midi.

«La nervosité des investisseurs a atteint un sommet», tandis que le virus «continue de se propager», estime Jochen Stanzl, analyste chez CMC Market.

Tous les regards sont désormais tournés vers la BCE pour qu'elle

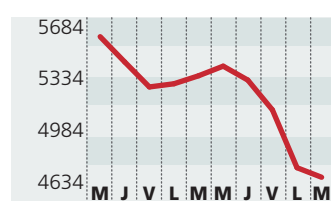
adopte jeudi un lot de mesures de soutien.

Deutsche Post (+6,08% à 24,00 euros): Le groupe a publié hier des résultats annuels «records» pour 2019, avec un chiffre d'affaires en hausse de 2,9% à 63,3 milliards d'euros, tout comme son résultat opérationnel (+30,6%) et son résultat net (+26,4%), mais a prévenu des effets «non quantifiables» du virus pour 2020.

Les valeurs automobiles évoluent en ordre dispersé, à l'image de Daimler (+1,66% à 30,68 euros), BMW (-1,35% à 50,33 euros) et Volkswagen (-0,12% à 131,56 euros). — (afp)

**PARIS / CAC 40 / -1.51% / -71.30 pts / 4636.61 pts**

**Total a repris 1,73% à 31,52 euros, CGG a gagné 1,13% à 1,25 euro et Vallourec a avancé de 0,41% à 1,09 euro. Société Générale a pris 2,97% à 18,15 euros et BNP Paribas 2,50% à 34,63 euros.**



La Bourse de Paris a fini dans le rouge hier (-1,51%) après avoir un temps rebondi, la confiance des investisseurs restant bien entamée et la volatilité toujours présente au lendemain d'un effondrement généralisé sur les indices actions.

L'indice CAC 40 a chuté de 71,3 points à 4636,31 points, dans un volume d'échanges très étoffé de 9,25 milliards d'euros. La veille, la place parisienne avait connu sa pire séance depuis la dernière grande crise financière, s'effondrant de 8,39%.

Le marché avait ouvert sur un rebond de 1,29%, soulagé par la re-

montée des prix du pétrole et par des espoirs de mesures budgétaires pour lutter contre le coronavirus. Il a à nouveau basculé en territoire négatif en fin de séance.

«La nuit dernière, le président Trump a dit qu'il irait dans le sens de baisses de charges et d'un soutien aux travailleurs payés à l'heure qui ont été affectés par la crise sanitaire. La proposition ne s'est pas encore concrétisée et c'est pourquoi les actions ont viré au rouge», explique David Maden, analyste chez CMC Markets. La Banque centrale européenne pourrait quant à elle déployer jeudi un éventail de mesures, inédites pour certaines, face à la menace que l'épidémie liée au nouveau coronavirus fait peser sur une économie déjà au ralenti en zone euro.

Certains investisseurs se montraient toutefois dubitatifs sur les

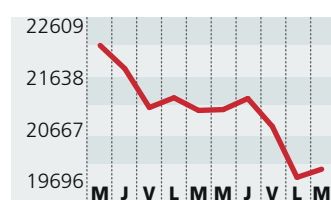
effets réels de ces éventuels plans de sauvetage.

«Ce ne sont pas quelques petites annonces un peu incertaines sur un stimulus de Trump ou de la Banque centrale européenne qui va redonner confiance dans l'avenir aussi vite», estime aussi Mikael Jacobi, responsable du courtage Europe continentale chez Oddo Securities.

Violamment malmenées lundi, les valeurs pétrolières et parapétrolières ont un peu redressé la tête: Total a repris 1,73% à 31,52 euros, après avoir lâché 16,6% lundi, CGG a gagné 1,13% à 1,25 euro au lendemain d'un effondrement de 37,5% et Vallourec a avancé de 0,41% à 1,09 euro. Les valeurs bancaires ont rebondi elles aussi: Société Générale a pris 2,97% à 18,15 euros contre une chute de 17,6% lundi, et BNP Paribas 2,50% à 34,63 euros. — (afp)

**TOKYO / NIKKEI / +0.85% / +168.36 pts / 19867.12 pts**

**L'indice vedette Nikkei a clôturé hier sur un gain de 0,85% à 19.867,12 points, contre un plongeon de 5% la veille. L'indice élargi Topix a pris 1,28% à 1406,68 points.**



Après un bref vent de panique en début de séance, dans la foulée de la dégringolade de Wall Street la veille, la pire depuis 2008, la Bourse de Tokyo a un peu relevé la tête hier.

L'indice vedette Nikkei a clôturé

hier sur un gain de 0,85% à 19.867,12 points, contre un plongeon de 5% la veille. L'indice élargi Topix a pris 1,28% à 1406,68 points.

La Bourse de Tokyo a par ailleurs été réconfortée par le reflux du yen, qu'elle suit comme le lait sur le feu.

L'espoir de nouvelles mesures «de grande ampleur» pour soutenir l'économie américaine, promises lundi par Trump, a également soulagé les investisseurs en Asie.

Le gouvernement japonais devrait lui aussi annoncer prochainement un plan d'aide financière pour faire face aux conséquences économiques de l'épidémie.

«Les marchés voient d'un bon oeil cette discussion sur des mesures budgétaires pour soutenir la consommation et l'activité économique», a commenté Kiyoshi Ishigane, stratège chez Mitsubishi UFJ Kokusai Asset Management, cité par Bloomberg. — (afp)

**Les taux se redressent**

**OBLIGATAIRE.** Le marché de la dette a repris son souffle hier après avoir touché des niveaux abyssaux la veille face à la déroute boursière, affichant ainsi un net rebond des rendements allemands et américains à 10 ans. Le marché de la dette souveraine «respire à nouveau», observe Eric Bertrand, directeur adjoint des investissements chez OFI Asset Management.

Contrairement au marché actions, dont la tentative de rebond a tourné court en fin de séance, «les taux de rendement ont remonté toute la pente» après leur plongeon de la veille, a-t-il ajouté. Les acteurs de marché attendent des annonces de relance budgétaire en Europe et aux États-Unis. Ils réalisent que «la question n'est pas celle des taux d'intérêt», mais «plus une histoire de financement» pour répondre au choc de l'offre et de la demande provoqué par le Covid-19, souligne M. Bertrand.

Les dirigeants européens tenaient mardi une visioconférence pour coordonner leurs actions face à l'épidémie de coronavirus, tandis que les acteurs de marché spéculent également sur un arsenal de mesures de la Banque centrale européenne, qui pourraient être dévoilées jeudi.

A 18h00, le taux d'emprunt à 10 ans de l'Allemagne est remonté à -0,799% contre -0,861% lundi après être descendu à un plus bas historique à -0,907% en séance. Celui de la France a suivi la même trajectoire, progressant à -0,307% contre -0,392% lundi en clôture après avoir touché un plus bas à -0,427% en séance. Le taux espagnol à 10 ans a lui aussi nettement avancé à 0,337% contre 0,256% la veille.

En revanche, le taux à dix ans de l'Italie, qui souffre jusqu'à présent le plus de l'épidémie en Europe, s'est nettement détendu à 1,323% contre 1,416% la veille. Le pays a pris mardi des mesures sans précédent par leur ampleur pour lutter contre le virus, contraignant ses 60 millions d'habitants à «éviter les déplacements» sauf pour aller travailler, se ravitailler ou encore pour des soins médicaux. Le taux d'intérêt à 10 ans du Royaume-Uni est nettement remonté à 0,235% contre 0,152%. Aux États-Unis, le taux d'emprunt à dix ans regagnait du terrain à 0,65%, contre 0,541% lundi en clôture. Le taux américain à 30 ans avançait à 1,11% contre 0,995%. Celui à deux ans s'établissait pour sa part à 0,501% contre 0,381%. — (afp)

**RECOMMANDATIONS**

**SAFRAN: Berenberg dégrade sa recommandation à conserver**

Berenberg a dégradé mardi sa recommandation sur Safran à conserver contre achat avec un objectif de cours abaissé à 115 euros contre 150 euros précédemment.

Dans une note consacrée aux équipementiers aéronautiques européens, le broker allemand se dit extrêmement préoccupé par l'ampleur et la rapidité de la dégradation du transport aérien mondial.

## Un fonds européen à 25 milliards d'euros

**CORONAVIRUS.** Ursula von der Leyen a annoncé la création d'un véhicule d'investissement avec pour but de soutenir les PME, le marché de l'emploi et les points faibles de l'économie.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé hier soir qu'un «fonds d'investissement de réponse au coronavirus» sera prochainement créé. Il pourrait «rapidement atteindre 25 milliards d'euros» de force d'investissement.

La dirigeante allemande «proposera cette semaine au Conseil (Etats membres) et au Parlement de libérer 7,5 milliards de liquidités d'investissement», une somme qui est disponible «au titre des fonds structurels».

Ces fonds permettront ensuite de mobiliser plus largement les 25 milliards évoqués, au bénéfice «des PME», du marché de l'emploi, et plus largement des «parties les plus vulnérables de notre économie» qui souffre de la propagation du Covid-19, a-t-elle expliqué à l'issue d'une vidéoconférence avec les dirigeants des Vingt-sept.

«Nous allons créer une task force avec les Etats membres pour nous assurer que l'argent commence à circuler dans les prochaines semaines», a assuré la présidente de la Commission. «Nous allons utiliser tous les instruments à notre disposition pour que notre économie résiste à cette tempête», a-t-elle martelé.

### Flexibilité budgétaire

A ses côtés, le président du Conseil Charles Michel a constaté qu'il faudra temporairement permettre «une application flexible des règles européennes, en particulier en matière d'aides d'Etat ainsi que quant au Pacte de stabilité et de croissance».

Plus tôt dans la semaine, le président de l'Eurogroupe Mario Centeno avait déjà évoqué la possibilité d'une flexibilité sur le plan fiscal. Il renvoyait alors à une clause du Pacte de stabilité et de croissance permettant, en cas de circonstances exceptionnelles, de dévier quelque peu des trajectoires d'ajustement transmises par les capitales à la Commission.

C'est bien le chemin que la Commission entend suivre, a confirmé hier Mme von der Leyen: «Nous ferons en sorte que les aides d'Etat puissent arriver aux entreprises qui en ont besoin. Et nous ferons plein usage de la flexibilité prévue dans le Pacte de stabilité et de croissance», a-t-elle promis. Des «idées concrètes» à ce sujet seront transmises avant la réunion de l'Eurogroupe prévue lundi à venir.

A l'avenir, dans un souci de coordination au niveau européen, la Commission va également mener une conférence téléphonique quotidienne avec les ministres de la Santé et/ou de l'Intérieur des Etats membres, a expliqué Ursula von der Leyen face aux journalistes. — (ats)

# L'entreprise hi-tech Cfinancials met le cap sur le marché asiatique

La société, qui a développé le rating Tiper pour la sécurité des produits financiers, annonce de potentiels accords avec des banques malaisiens.

MATTEO IANNI

Parce qu'il souhaitait un indice transparent et objectif permettant d'évaluer la sécurité des produits financiers, Michael Heijmeijer, en a créé un en 2009 via sa société hi-tech Cfinancials, basée alors à Rolle. Il s'agit de l'indice de sécurité (Tiper), basée sur des algorithmes, qui calcule un «indice de sécurité» pour 16 millions de produits financiers, c'est-à-dire fonds, actions, produits structurés ou obligations, dans le monde. Rien que cela.

### Hong-Kong et le Japon dans le viseur

En fait, l'indicateur développé par Cfinancials permet de détecter les tendances systémiques et le développement d'actifs toxiques. Il faut le comprendre comme un outil universel de surveillance qui évalue le risque de perte totale sur un quelconque produit financier. Exprimé sur une échelle de 0 à 100% et disponible en temps réel, l'indicateur tient compte des variations de prix, de la liquidité, de la volatilité et des valeurs relatives et contextuelles de chaque produit c'est-à-dire tant celles relatives à l'émetteur que celles associées aux sous-jacents.

«Je voulais un indicateur à la fois transparent et objectif qui permette d'évaluer la sécurité des produits sans tenir compte de recommandations infondées», explique Michael Heijmeijer. L'ou-



MICHAEL HEIJMEIJER. Spécialiste des marchés financiers et fondateur de Cfinancials.

til développé permet de comprendre le comportement et la qualité d'un produit financier. Ainsi, cela est prévisible, car il est directement lié à d'autres comportements quantifiables. Et comprendre le comportement d'un produit financier et d'un investisseur est un impératif permanent pour les émetteurs et les distributeurs.»

Dans une optique de développement, Cfinancials s'est installée en septembre à New York. L'entreprise est désormais enregistrée au registre du commerce américain. Il est bon de rappeler que l'entreprise a signé l'an dernier un contrat de distribution de son outil avec ICE, le plus grand marché

en capitalisation boursière d'actions du monde. Mais son fondateur Michael Heijmeijer ne veut pas en rester là. Pour atteindre son «objectif de devenir la référence mondiale en termes de sécurité pour les produits financiers», il met le cap désormais sur le marché asiatique, notamment en Malaisie. Des discussions ont été lancées en effet avec des grandes banques du pays pour la distribution du logiciel Tiper. Sans mentionner le nom des établissements, Michael Heijmeijer se dit confiant pour un accord qui devrait être annoncé le mois prochain. Hong Kong, l'Indonésie et le Japon sont aussi visés dans une deuxième étape.

En pleine croissance, le CEO annonce également la sortie d'une nouvelle plateforme pour ses prochains mois. Contrairement à Tiper, elle doit permettre aux petits investisseurs privés d'estimer le risque encouru par leurs placements sans se noyer dans un flot d'informations aussi abscons que contradictoire.

### Une vision disruptive

Revenons au produit phare: Tiper. Destiné en premier lieu aux assets managers, portfolio managers, mais aussi aux établissements bancaires, il est tombé à pic avec l'introduction de la directive Mi-FiD lancée l'Union européenne en 2018. Chaque intermédiaire — banques, assurances, gestionnaires d'actifs, gestionnaires de fortune, fonds de pension, courtiers, conseillers financiers, etc. — doit désormais s'y conformer et avoir recours à cette mesure.

Et c'est là que Tiper peut tirer son épingle du jeu. Par rapport à d'autres mesures du risque, il offre deux avantages distinctifs manifestement très recherchés par les autorités de l'Union européenne. Tout d'abord, la plateforme est purement quantitative, aboutissant à un simple pourcentage allant de 0 (sécurité minimale) à 100% (sécurité maximale). Et elle couvre toutes les classes d'actifs, ouvrant ainsi la voie vers une comparabilité de titres appartenant à des classes d'actifs différentes. Tout en pre-

nant en compte un catalogue de facteurs liés aux marchés, les fondamentaux, les caractéristiques d'un produit adapté à chacune d'entre elles avant d'agréger ces données pour aboutir au pourcentage.

UNE NOUVELLE  
PLATEFORME,  
PLUTÔT ADRESSÉE  
AUX PETITS RETAILS,  
DOIT VOIR LE JOUR  
DANS LES PROCHAINS MOIS.

Michael Heijmeijer se veut alors disruptif. Sa vision va beaucoup plus loin: dans un monde qui sera toujours plus dominé par les offres en ligne, même les produits financiers seront progressivement distribués et achetés directement. «Ce que fait Tiper, c'est de transformer chaque produit financier en un produit de consommation courante. Car ce simple pourcentage inclut tout: les sous-jacents, la structure, les risques de contagion et systémiques. Tout ce que vous devez suivre en tant qu'investisseur est l'évolution du Tiper et la performance de votre produit. Le modèle d'affaires des banques est en diminution, puisque la technologie peut prendre en charge une part très importante de leur travail. Il leur restera le rôle d'exécuter les transactions. Et le Tiper accélérera ce processus.»■

# Si vous avez une orientation à plus long terme, ne laissez pas la peur s'installer

**CORONAVIRUS.** Après une année 2019 où les attentes étaient raisonnablement élevées, nous traversons un processus de recalibrage de ces attentes.



ROBERT SHARPS  
CIO, T. Rowe Price

Les marchés n'aiment pas l'incertitude, et il existe actuellement une grande incertitude quant à la gravité et à la durée de l'impact. Nous ignorons encore beaucoup de choses sur l'étendue du virus et sur la capacité des systèmes de santé du monde entier à le gérer.

En fait, une certaine crainte s'installe sur le marché. Selon moi, les gens commencent à comprendre que les équipes de direction sont beaucoup plus prudentes à ce stade. Elles se concentrent sur les plans d'urgence et de continuité des activités plutôt que sur l'embauche et l'expansion. Et les sociétés réévaluent actuellement bon nombre de leurs plans et deviennent plus prudentes. Les voyages sont annulés voire reportés.

Tandis que certains investisseurs s'attendaient à une reprise des bénéfices, d'autres évoquaient des incertitudes sur le marché, en

particulier liées à l'élection présidentielle américaine, je pense qu'il est raisonnablement naturel de s'attendre à une certaine volatilité. Nous avons traversé une période en 2019 où les rendements étaient assez importants dans un certain nombre de domaines sur les marchés et les attentes étaient raisonnablement élevées. Nous traversons actuellement un processus de recalibrage de ces attentes.

### Impact de l'épidémie

Tant que nous n'aurons pas plus de certitude sur le moment où le comportement et la situation seront de retour à la normale, nous continuerons à avoir des niveaux de volatilité accrus. Pour ce qui est de savoir si la volatilité crée une opportunité d'achat, je pense que cela dépend dans une certaine mesure de votre horizon temps. Cela dépend aussi des secteurs du marché que vous suivez. Certaines parts du marché sont réellement tou-

chées à court terme par la propagation du virus.

Les industries liées aux voyages, les hôtels, les jeux, les compagnies aériennes, voient leurs actions en baisse de 30-40%. Les industries, qui, à cause de la guerre

commerciale, avaient déjà réduit une partie leur production, anticipaient à nouveau une reprise de l'activité. Elles ont été freinées et peuvent être impactées par une partie la chaîne d'approvisionnement. Si vous identifiez des entreprises qui sortiront in fine plus fortes de cette perturbation à court ou même à moyen terme, vous avez désormais la possibilité de les acheter à des prix historiquement intéressants.

SI VOUS IDENTIFIEZ DES ENTREPRISES QUI SORTIRONT IN FINE PLUS FORTES DE CETTE PERTURBATION À COURT OU MÊME À MOYEN TERME, VOUS AVEZ DÉSORMAIS LA POSSIBILITÉ DE LES ACHETER À DES PRIX HISTORIQUEMENT INTÉRESSANTS.

épidémie, nous en saurons plus. Mis à part le coût humain, je ne vois pas d'impact significatif ou durable sur l'économie sous-jacente. Si l'on considère les six ou douze prochains mois, je ne pense pas que les fondamentaux dans lesquels nous investissons soient pour beaucoup ou la plupart modifiés.

Comment y faire face? Nos gestionnaires de fonds n'ont pas changé drastiquement de comportement face à la volatilité. Ce que je constate, ce sont des idées soigneusement mises en

### Perspectives à long terme

Je ne vois pas de déséquilibres structurels significatifs dans l'éco-

### Comment y faire face?

Nos gestionnaires de fonds n'ont pas changé drastiquement de comportement face à la volatilité. Ce que je constate, ce sont des idées soigneusement mises en

œuvre, ultra proactives, qui sont appuyées par nos recherches. Nous essayons d'augmenter l'exposition aux sociétés dont le cours des actions est détaché des fondamentaux très solides à long terme.

Au cours de la semaine dernière, des notes de recherche, émanant de nos centaines d'analystes actions ainsi qu'obligations du monde entier, mettaient en évidence les différentes opportunités émergentes. Il existe des opportunités globales dans lesquelles les titres commencent à se déconnecter des fondamentaux à long terme.

Si vous avez une orientation à plus long terme, ne laissez pas la psychologie de la peur s'installer, ancrez votre prise de décision dans l'analyse et la recherche. Vous pourrez ainsi tirer parti des opportunités que ce genre d'environnement de marché a présentées ou présentera au fur et à mesure que nous avançons dans ce qui sera probablement une période assez difficile pour les prochaines semaines, voire les prochains mois.■

# Guerre des prix du pétrole: Moscou tend la main, Ryad ouvre le robinet

La Russie a esquissé un petit geste d'ouverture envers l'Arabie saoudite, évoquant hier le renouvellement de sa coopération avec l'Opep.

La Russie a esquissé un petit geste d'ouverture envers l'Arabie saoudite, évoquant hier le renouvellement de sa coopération avec l'Opep après la décision de Ryad d'inonder le marché d'or noir pour rester l'acteur dominant du marché.

La Russie, deuxième producteur pétrolier mondial mais qui n'est pas membre de l'Opep, a refusé vendredi une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour (bpj) pour soutenir les cours du brut mis à mal par le coronavirus, les compagnies pétrolières russes craignant pour leurs parts de marché et voulant concurrencer le pétrole de schiste américain. L'Arabie saoudite a dès lors répliqué en annonçant la plus importante réduction de ses prix de brut en 20 ans afin de gagner des parts de marché, mais entraînant une chute des prix massive et une dégringolade sur les marchés financiers à travers le monde.

«La porte n'est pas fermée», a dé-

claré hier le ministre de l'Energie russe Alexandre Novak.

Si l'actuel accord de réduction de la production entre l'Opep et ses alliés n'a pas été prolongé au-delà de fin mars, cela «ne signifie pas qu'à l'avenir nous ne pourrions plus coopérer entre pays Opep et non-Opep» pour stabiliser le marché, a-t-il dit.

Les mots plutôt conciliants de M. Novak surviennent juste après un second coup tiré par Ryad dans cette guerre de prix. Son géant pétrolier Saudi Aramco a annoncé vouloir porter sa production à 12,3 millions de bpj à partir d'avril. Cette décision inonde un marché affaibli par la crise du nouveau coronavirus qui a frappé le plein fouet la Chine, premier consommateur de pétrole au monde.

Plus grand exportateur de brut au monde, l'Arabie saoudite pompe actuellement quelque 9,8 millions de bpj.

Cela «montre que les Saoudiens

ont quelque chose à prouver», estime Bill Farren-Price, directeur du centre de recherche britannique spécialisé RS Energy. «C'est une prise de parts de marché», a-t-il déclaré.

## Contre le pétrole américain

Alexandre Novak, qui a insisté lundi dernier sur la solidité de la Russie dans cette tempête des prix grâce à de copieuses réserves, a aussi souligné que Moscou était prêt à prolonger au deuxième trimestre l'actuel accord de réduction de la production en vigueur jusqu'à fin mars, soit une réduction de 1,7 million de barils par jour par rapport au niveau d'octobre 2018.

Mais le ministre russe a aussi prévenu qu'«à court terme, (la Russie) peut augmenter sa production de 200/300.000 bpj, avec un potentiel de 500.000 bpj dans un avenir proche».

Il va recevoir les patrons des groupes pétroliers concernés

mercredi, parmi lesquels Igor Setchine, le chef du puissant Rosneft et proche de Vladimir Poutine.

«À première vue, cela ressemble à une bataille entre la Russie et l'Arabie saoudite sur la politique pétrolière. Mais le contexte de l'augmentation incessante de la production pétrolière américaine au cours des dix dernières années est également un facteur important», affirme Chris Weafer, fondateur de la société de conseil Macro Advisory.

Il rappelle que les pays de l'alliance Opep+ ont tous été «agacés par le refus américain de participer aux réductions de production et par le fait que l'industrie américaine a été le principal bénéficiaire des mécanismes de soutien des prix».

Ainsi, bien que l'on ne puisse pas parler d'efforts concertés de Moscou et Ryad pour mettre sous pression le pétrole de schiste américain, les pays de

l'Opep et la Russie seraient tous «soulagés si la guerre des prix entraînait des pertes pour les Etats-Unis», ajoute l'expert basé à Moscou.

## Coup dur pour le schiste

Bjarne Schieldrop, analyste pour SEB, a pour sa part indiqué que la baisse des prix affectera tout le monde, mais au final «ce sont les producteurs américains de pétrole de schiste qui devront prendre du recul et réduire la production. Ce ne sera ni la Russie, ni l'Arabie saoudite».

Enfin, selon Timothy Ash, un analyste du fonds BlueBay Asset Management, les enjeux géopolitiques n'est jamais bien loin dans l'analyse russe.

Dans la crise ukrainienne, en Syrie et maintenant le pétrole, Moscou s'efforce de prouver qu'elle est incontournable. M. Poutine veut revenir «en fanfare sur la scène internationale» au côté de Trump et Xi, estime M. Ash. — (afp)

## PÉTROLE: net rebond

Les prix du pétrole ont nettement rebondi hier, la Russie ayant esquissé un petit geste d'ouverture envers l'Arabie saoudite pouvant ouvrir la voie à un accord plus large sur la production de brut dans le monde (lire ci-contre).

Les cours avaient encaissé la veille leur pire chute depuis le début de la guerre du Golfe en 1991, en plongeant d'environ 25% après l'échec de discussions entre les deux pays ayant conduit Ryad à déclencher une guerre des prix.

A New York, le baril de WTI pour livraison au mois d'avril a clôturé à 34,36 dollars après avoir grimpé de 10,4% ou 3,23 dollars. Le baril de pétrole coté à Londres a terminé hier en hausse de 8,3%, ou 2,86 dollars, à 37,22 dollars.

La Maison Blanche a par ailleurs fait savoir hier que le président américain Donald Trump s'était entretenu lundi avec le prince héritier Mohammed ben Salmane.

«Les rumeurs sur un possible plan de soutien à l'économie associées aux pressions de l'administration Trump sur l'Arabie saoudite laissent espérer qu'on a atteint un plancher», a souligné Phil Flynn de Price Futures Group. — (afp)

## L'ANALYSE TECHNIQUE (EN RAISON D'UN PROBLÈME TECHNIQUE LE GRAPHIQUE N'A PAS PU ÊTRE ACTUALISÉ)

### Les rendez-vous de la semaine

**LUNDI**  
Taux

**MARDI**  
Matières premières

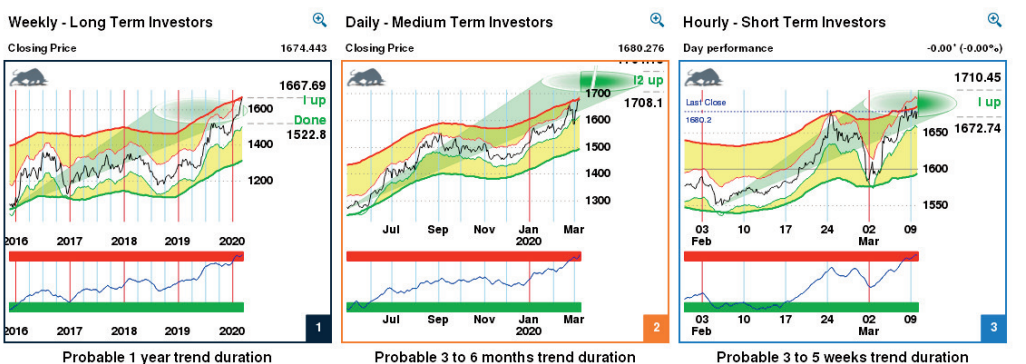
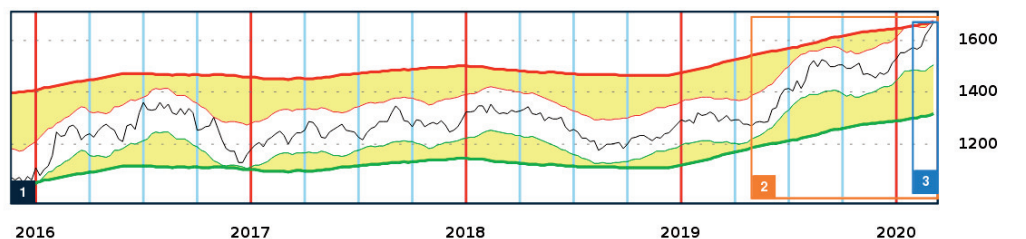
**MERCREDI**  
Forex

**JEUDI**  
Marché suisse: grandes capitalisations

**VENDREDI**  
Indices actions

### GOLD SPOT (USD/OZ)

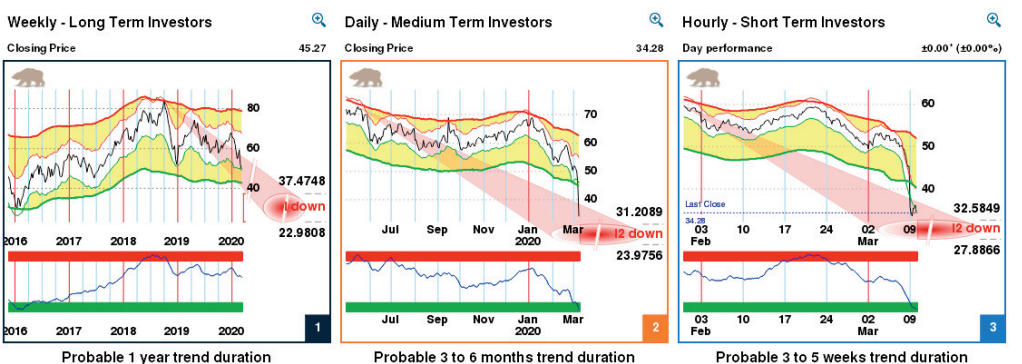
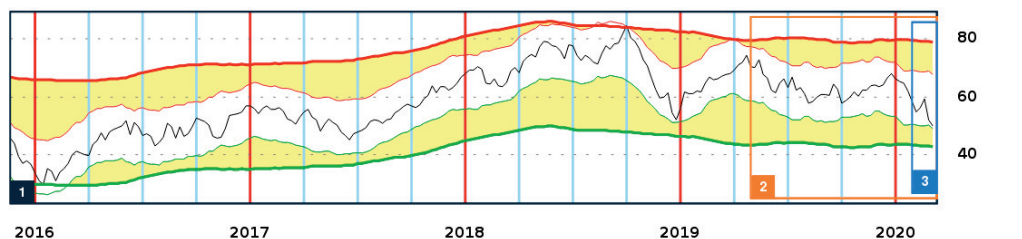
Last Update: 09/03/20  
Los Angeles: 14:00, New-York: 17:00, London: 21:00, Paris: 22:00, Tokyo: 06:00, Sydney: 08:00  
Previous day closing: USD 1680.276 \*  
Day performance: -0.00' (-0.00%)



Copyright © 2012 – Management Joint Trust SA – www.FinGraphs.com

### BRENT

Last Update: 09/03/20  
Los Angeles: 14:00, New-York: 17:00, London: 21:00, Paris: 22:00, Tokyo: 06:00, Sydney: 08:00  
Previous day closing: USD 34.28 \*  
Day performance: ±0.00' (±0.00%)

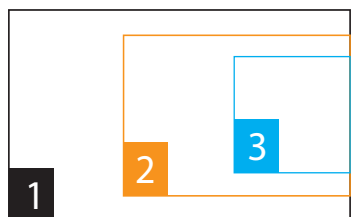


Les prix peuvent être retardés jusqu'à 20 minutes selon les Bourses. Source: www.fingraphs.com – MJT Statistics

### Lire et interpréter les graphiques:

#### ➔ Prendre une décision

Fingraphs vous propose 3 horizons d'investissement (long, moyen et court terme) afin de percevoir l'environnement dans lequel évolue le marché.



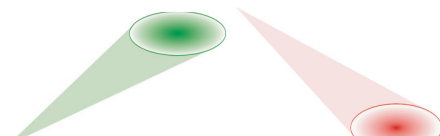
#### ➔ Tendance

Les deux enveloppes présentes sur les graphiques ci-dessus représentent la tendance suivie. Une tendance haussière est illustrée par un Bull et une tendance baissière par un Bear.



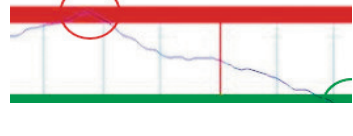
#### ➔ Objectifs

Un objectif probable en temps et en prix est automatiquement calculé en permanence. Cet objectif est illustré par un faisceau vert ou rouge selon la tendance et par une ellipse, qui représente la projection dans le temps pour atteindre cet objectif.



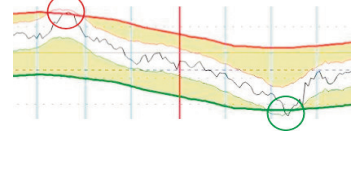
#### ➔ Indicateur de risques

Un indicateur représentant le risque oscille entre une zone Overbought (rouge: risque élevé) et Oversold (vert: risque faible). Un retournement de la tendance est probable lorsque l'indicateur sort de ces zones.



#### ➔ Exagération du prix

Lorsque la petite enveloppe vient rencontrer la grande enveloppe, ceci représente une exagération du prix, et un mouvement contraire est probable.



**Avertissement:** Les analyses réalisées par la société Management Joint Trust SA depuis 1969, contributrice de cette page au travers de son site fingraphs.com, n'ont aucune valeur contractuelle et ne constituent en aucun cas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de valeurs mobilières ou autre produit financier. La responsabilité de la société Management Joint Trust SA ainsi que ses dirigeants et salariés ne saurait être engagée en cas d'erreur, d'omission ou d'investissement inopportun. Les informations, graphiques, chiffres, opinions indicatives présentés sur cette page s'adressent à des investisseurs disposant des connaissances et expériences nécessaires pour comprendre et apprécier les informations qui y sont développées. Ces dernières sont diffusées à titre purement indicatif, Management Joint Trust SA ne peut en garantir l'exactitude ou la fiabilité.

coaching sur [www.fingraphs.com](http://www.fingraphs.com)

ORDRE DES INFORMATIONS DE FONDS: NUMÉRO DE VALEUR SUISSE, NOM DU FONDS, CONDITIONS D'ÉMISSION/CONDITIONS DE RACHAT, DEVISE COMPTABLE DU FONDS, DERNIÈRE VALEUR D'INVENTAIRE, PERFORMANCE DANS L'ANNÉE COURANTE

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Banque CIC (Suisse) SA</b> Tél. 0800 242 124				
www.cic.ch <b>CIC BANQUE CIC   SUISSE</b>				
<b>Fonds en obligations</b>				
-	CIC CH Corporates Bond CHF B	2/1	---	-
-	CIC CH Governments Bond CHF B	2/1	---	-
1083143	CIC CH Europe Bond B	2/1	EUR	870.29 -1.16%
19898435	CIC CH High Yields Bond CHF Primus B	2/1	CHF	102.48 -1.72%
<b>Fonds en actions</b>				
-	CIC CH Large Caps Swiss Equities Active B	2/1	---	-
19899078	CIC CH Small & Mid Caps Swiss Equities Active B	2/1	CHF	169.61 -16.08%
<b>Fonds stratégiques</b>				
-	CIC CH Strategy (EUR) B	2/1	---	-
1083254	CIC CH Strategy (CHF) B	2/1	CHF	975.37 -6.01%
<b>Autres fonds</b>				
1083213	CIC CH Convert Bond B	2/1	EUR	1218.61 -3.83%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Piguet Galland &amp; Cie SA</b> Tél. 058 310 44 36 pgfunds@piguetgalland.ch www.piguetgalland.ch				
686297	Pig GI II Bd USD DD	USD	160.59	+2.09%
686249	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	4	CHF	173.87 -0.96%
686301	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	4	EUR	183.57 +1.31%
686298	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	4	USD	278.40 +2.08%
686247	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	4	CHF	113.91 -0.96%
11002629	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	4	CHF	103.48 -0.90%
686299	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	4	EUR	116.71 +1.31%
10898918	Piguet International Fund - World Equities CHF D	4	CHF	132.32 -9.06%
3581719	Piguet International Fund - World Equities EUR	4	EUR	108.25 -8.98%
2328253	Piguet International Fund - World Equities USD	4	USD	147.78 -9.17%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Banque Sal. Oppenheim Jr. &amp; Cie (Suisse) SA</b> Tél. 044 214 23 33 www.oppenheim.ch				
SAL. OPPENHEIM seit 1789				
-	Pharma/wHealth FCP Fund	2	---	-

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>BBGI GROUP SA</b> Tél. +41 22 595 96 11 www.bbgi.ch				
2248527	BBGI Commodities (USD)	1/1	USD	71.50 -31.05%
2610316	BBGI Equities Svi. Behavioral Val.	2/1	CHF	129.10 -12.42%
2610307	BBGI Share Energy (USD)	2/1	USD	111.00 -30.88%
2610311	BBGI Share Clean Energy (USD)	2/1	USD	69.20 -11.85%
2610302	BBGI Share Gold USD	2/1	USD	55.60 -10.18%
12238949	BBGI Swiss Physical Gold CI CHF	2/1	CHF	95.30 +4.15%
12239030	BBGI Swiss Physical Gold CI CHF hedged	2/1	CHF	75.10 +8.06%
12239032	BBGI Swiss Physical Gold CI EUR	2/1	EUR	114.90 +6.78%
12239033	BBGI Swiss Physical Gold CI EUR hedged	2/1	EUR	80.50 +7.62%
12238872	BBGI Swiss Physical Gold CI USD	2/1	USD	97.60 +8.57%
1645471	BBGI Tactical Switzerland A	2/1	CHF	141.50 -2.28%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
1645492	BBGI Tactical World A	2/1	USD	110.40 -2.73%
<b>BlackRock Asset Management Suisse SA</b> Tél. 022 703 19 70 www.blackrock.com/ch				
<b>BLACKROCK</b>				
<b>Fonds en actions</b>				
-	BGF European A EUR	2/1	---	-
-	BGF LatinAm A USD	2/1	---	-
-	BGF US FlexEquity A USD	2/1	---	-
-	BGF WdGold A USD	2/1	---	-
-	BGF WdMining A USD	2/1	---	-
-	BGF Local Emg Mkts Short Dur Bond A2 USD	2/1	---	-
-	BGF Global Allocation Hedged A2 CHF	2/1	---	-
618455	BGF Emerging Europe A2 EUR	2/1	EUR	100.88 -17.15%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>EFG Bank</b> Tél. +41 58 809 31 11 Fax +41 58 809 36 78 www.efgbank.com				
<b>EFG</b>				
<b>Fonds en actions</b>				
277516	New Capital Multihelvetia CHF A	2/1	CHF	492.40 -14.21%
3140525	New Capital Multihelvetia CHF I	2/1	CHF	102.47 -14.08%
<b>Fonds à revenus fixes</b>				
277520	New Capital Global Dynamic CHF A	2/1	CHF	93.27 +0.51%
24158815	New Capital Global Dynamic CHF I	2/1	CHF	93.54 +0.00%
1617405	New Capital Institutional Fund - Foreign Bonds CHF	2/1	CHF	96.21 +6.50%
2438233	New Capital Institutional Fund - Bond CHF	2/1	CHF	114.69 +1.07%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>CACEIS (Switzerland) S.A.</b> Tél. +41 22 360 94 00 www.caceis.ch				
<b>caceis INVESTOR SERVICES</b>				
25381014	Bruellan Dynamic - Swiss Equities - Classe A (CHF)	2/5	CHF	1370.51 -13.48%
25381016	Bruellan Dynamic - Swiss Equities - Classe B (CHF)	2/5	CHF	1385.75 -13.41%
1924309	Bruellan Dynamic - Tactical	2/5	EUR	204.14 -14.53%
11194367	Rare Earth Elements Fund (CHF)	2/1	CHF	87.90 -9.66%
2095702	RFP Small & Mid Caps Switzerland A	2/2	CHF	242.83 -14.04%
3112416	RFP Special Europe A	2/2	EUR	177.28 -14.47%
2344989	RFP Swiss Equity Equal-Weighted A	2/2	CHF	133.74 -16.15%
2344994	RFP Swiss Equity Equal-Weighted C	2/1	CHF	140.68 -15.99%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Pegaso Capital Partners S.A.</b> Tél. +41 91 210 31 94 www.pegasocapital.com info@pegasocapital.com				
<b>PEGASO CAPITAL PARTNERS SA</b>				
13975737	Pegaso Capital Strategic Bond Class I EUR	EUR	110.24	-3.75%
13975735	Pegaso Capital Strategic Bond Class R EUR	EUR	106.26	+0.00%
13977329	Pegaso Capital Strategic Bond Class I USD Hedged	USD	122.20	-3.37%
13975738	Pegaso Capital Strategic Bond Class R USD Hedged	USD	111.08	+0.00%
11760519	Pegaso Capital Strategic Trend Class I EUR	EUR	110.34	-3.96%
11760518	Pegaso Capital Strategic Trend Class R EUR	EUR	105.32	-4.02%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Banque Profil de Gestion SA</b> Tél. +41 22 818 31 31 www.bpdg.ch				
Asset Management Division Dynagest <b>BPDG</b>				
2069864	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds EURO MAS R (EUR)	3/3	EUR	1581.42 +1.03%
2775694	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds EURO MAS I (EUR)	3/3	EUR	1666.71 +1.13%
2069871	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds USD MAS R (USD)	3/3	USD	1711.83 +7.19%
2775724	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds USD MAS I (USD)	3/3	USD	1788.64 +7.64%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>IAM Independent Asset Management</b> Tél. 022 818 36 40 www.iamfunds.ch www.iam.ch				
<b>IAM</b> Independent Asset Management				
<b>Fonds en actions</b>				
599987	IAM EUROPEAN Eq. Fd - A	2/1	CHF	1089.45 -20.87%
439578	IAM Global Eq. Fd - A	2/1	CHF	1648.95 -20.54%
2543746	IAM IMMO Sec. Fd - A	2/1	CHF	1291.45 -0.29%
439579	IAM SWISS Eq. Fd - A	2/1	CHF	2654.00 -12.15%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Martin Currie Global Funds</b> www.martincurrie.com				
Représentant en Suisse: First Independent Fund Services S.A. Tél. +41 44 206 16 40				
-	Martin Currie GF - Greater China	---	---	---
-	Martin Currie GF - Global Resources Fund	---	---	---

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Patrimonium Asset Management AG</b> Tél. +41 58 787 00 00 www.patrimonium.ch				
<b>PATRIMONIUM</b> Swiss Real Estate Fund				
<b>Fonds immobilier</b>				
3499521	Swiss Real Estate Fund	2/1	CHF	178.00 +3.49%
<b>Picard Angst SA</b> Tél. +41 (0) 22 989 50 00 www.picardangst.com info@picardangst.com				
<b>PICARD ANGST</b>				

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Fonds de placement matières premières</b>				
4913676	PA AllCommTr USD A	USD	42.45	-12.74%
4913681	PA AllCommTr CHF Ah	CHF	52.45	-13.13%
19027338	PA -Energy&Met A	USD	48.63	-18.69%
19027340	PA Energy & Metals Fund Ae	2/1	EUR	13.93 -18.96%
19027341	PA -Energy&Met Ah	CHF	38.27	-19.06%
27670370	PA Systematic Commodity Alpha Fund	2/1	USD	98.62 +795.44%
27670373	PA Fd Sys Co Al Ah	CHF	86.60	+785.79%
<b>Banque Cantonale de Genève</b> Tél. 058 211 21 11 bcge.ch/funds				

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Fonds en obligations</b>				
19837544	Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	2/1	CHF	101.12 +0.47%
19837552	Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	2/1	EUR	108.12 +0.43%
2651733	Synchrony LPP Bonds B	2/1	CHF	116.13 +1.65%
401528	Synchrony Swiss Government Bonds	2/1	CHF	119.54 +6.73%
<b>Fonds en actions</b>				
19837575	Synchrony (LU) EUROPEAN Equity (EUR) A	2/1	EUR	152.87 -12.45%
37002650	Synchrony (LU) High Dividend Europe Stocks A	2/1	EUR	82.53 -23.60%
37002661	Synchrony (LU) High Dividend US Stocks A	2/1	USD	114.12 -12.38%
37002749	Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks A	2/1	USD	84.72 -14.22%
36991615	Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	2/1	CHF	113.54 -11.60%
37000674	Synchrony (LU) Swiss Small & Mid Caps (CHF) A	2/1	CHF	98.22 -16.22%
19837570	Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	2/1	EUR	153.40 -10.51%
18147545	Synchrony All Caps CH A	2/1	CHF	102.79 -11.18%
14889673	Synchrony Emerging Equity A	2/1	USD	106.29 -8.52%
517707	Synchrony Europe Equity A	2/1	EUR	79.37 -12.58%
36041749	Synchrony High Dividend Swiss Stocks A	2/1	CHF	109.54 -11.11%
2651796	Synchrony Small & Mid Caps CH A	2/1	CHF	100.46 -16.19%
401529	Synchrony Swiss Equity	2/1	CHF	82.17 -11.40%
710423	Synchrony US Equity A	2/1	USD	104.37 -13.47%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>				
2772739	Synchrony (CH) Balanced (CHF)	2/1	CHF	135.94 -4.62%
2482999	Synchrony (CH) Balanced (EUR)	2/1	EUR	129.54 -3.73%
1822141	Synchrony (CH) Defensive (CHF)	2/1	CHF	101.48 -2.25%
4262988	Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	2/1	CHF	112.94 -7.00%
19837560	Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	2/1	EUR	121.13 -4.91%
19837565	Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	2/1	EUR	136.24 -7.40%
4263004	Synchrony (CH) World Equity (CHF)	2/1	CHF	118.83 -10.20%
2651751	Synchrony LPP 25 B	2/1	CHF	123.31 +0.35%
2651770	Synchrony LPP 40 B	2/1	CHF	122.23 -0.93%
2651786	Synchrony LPP 40 SRI B	2/1	CHF	113.84 -0.39%
35855134	Synchrony LPP 80 B	2/1	CHF	112.34 -2.56%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>UBS Vitainvest Fonds</b>				
10852691	UBS (CH) Vitainvest - 25 Swiss	6/6*	CHF	123.61 -2.88%
10852698	UBS (CH) Vitainvest - 50 Swiss	6/6*	CHF	140.07 -6.41%
-	UBS (CH) Vitainvest - 12 World	6/6*	---	-
2247646	UBS (CH) Vitainvest - 25 World	6/6*	CHF	342.06 -3.09%
-	UBS (CH) Vitainvest - 40 World	6/6*	---	-
2247650	UBS (CH) Vitainvest - 50 World	6/6*	CHF	237.68 -7.81%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>RAM Active Investments S.A.</b> Tél. +41 22 816 87 30 www.ram-ai.com Disciplined & Selective				
<b>ram ACTIVE INVESTMENTS</b>				

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Fonds d'actions</b>				
1530813	RAM Emerging Mkts Eq B USD	2/1	USD	166.51 -9.72%
10078792	RAM Emerging Mkts Eq J CHF	2/1	CHF	144.83 -12.48%
10078787	RAM Emerging Mkts Eq L EUR	2/1	EUR	186.40 -10.38%
1530792	RAM European Eq B EUR	2/1	EUR	373.75 -18.63%
1802481	RAM European Eq C CHF	2/1	CHF	327.62 -18.66%
14249983	RAM Lg/Sh Emerg.Mkt Eq C CHF	2/1	CHF	90.80 -4.27%
14249980	RAM Lg/Sh Emerg.Mkt Eq B USD	2/1	USD	105.94 -3.86%
14249061	RAM Lg/Sh European Eq. B EUR	2/1	EUR	137.64 -0.78%
14249086	RAM Lg/Sh European Eq. C CHF	2/1	CHF	132.69 -0.84%
2703508	RAM North American Eq E EUR	2/1	EUR	224.01 -15.34%
1530802	RAM North American Eq B USD	2/1	USD	262.79 -15.08%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Fonds d'obligations</b>				
-	RAM Convertibles Europe C CHF	2/1	---	-
-	RAM Convertibles Europe B EUR	2/1	---	-
10034729	RAM Global Bd Tot Ret EH EUR	2/1	EUR	149.19 +0.43%
10034731	RAM Global Bd Tot Ret C CHF	2/1	CHF	139.09 +0.38%

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.19
<b>Zurich Invest AG</b> Tél. 044 628 49 99 Fax 044 629 18 60 www.zurich.ch				
<b>ZURICH</b>				
3833980	Target Investment Fund - 25 B	2/2	CHF	12.13 -1.78%
3833993	Target Investment Fund - 35 B	2/2	CHF	

ACTIONS SUISSES (SWX)

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (SWX)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (SWX)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (SWX)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (SWX)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (SWX)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

ACTIONS SUISSES (VIRT-X)

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (VIRT-X)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

ACTIONS SUISSES (VIRT-X)

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (VIRT-X)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

ACTIONS SUISSES (VIRT-X)

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (VIRT-X)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

ACTIONS SUISSES (VIRT-X)

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (VIRT-X)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

ACTIONS SUISSES (VIRT-X)

Table of Swiss stocks (ACTIONS SUISSES (VIRT-X)) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like ABBN, Achion, Adex, etc.

NORD AMERICAINES

Table of North American stocks (NORD AMERICAINES) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like Abbott, Alphabet, etc.

NORD AMERICAINES

Table of North American stocks (NORD AMERICAINES) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like Abbott, Alphabet, etc.

NORD AMERICAINES

Table of North American stocks (NORD AMERICAINES) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like Abbott, Alphabet, etc.

NORD AMERICAINES

Table of North American stocks (NORD AMERICAINES) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like Abbott, Alphabet, etc.

NORD AMERICAINES

Table of North American stocks (NORD AMERICAINES) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like Abbott, Alphabet, etc.

FONDS IMMOBILIERS

Table of Swiss real estate funds (FONDS IMMOBILIERS) with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S25, Vol. Includes entries like BONHOTE, BUNDEL, etc.



DJ EURO STOXX 50

Table of stock indices and company data for DJ EURO STOXX 50, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

ZURICH

Table of stock indices and company data for ZURICH, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

RTX MOSCOU

Table of stock indices and company data for RTX MOSCOU, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

DOW JONES NEW YORK

Table of stock indices and company data for DOW JONES NEW YORK, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

AMSTERDAM

Table of stock indices and company data for AMSTERDAM, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

DAX FRANCFORT

Table of stock indices and company data for DAX FRANCFORT, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

MILAN

Table of stock indices and company data for MILAN, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

SP 500 NEW YORK

Table of stock indices and company data for SP 500 NEW YORK, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

MADRID

Table of stock indices and company data for MADRID, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

LONDRES

Table of stock indices and company data for LONDRES, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

BIREX35

Table of stock indices and company data for BIREX35, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

BEL20

Table of stock indices and company data for BEL20, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

BRUXELLES

Table of stock indices and company data for BRUXELLES, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

PARIS

Table of stock indices and company data for PARIS, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

VIENNE

Table of stock indices and company data for VIENNE, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S/Z, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cdture, +/-%, P/E, Yield, H/B SCS, and Vol. Includes sections for TOPIX70 and TOKYO.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cdture, +/-%, P/E, Yield, H/B SCS, and Vol. Includes sections for HSI and HONG KONG.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cdture, +/-%, P/E, Yield, H/B SCS, and Vol. Includes sections for KOSPI 50 and SÉOUL.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cdture, +/-%, P/E, Yield, H/B SCS, and Vol. Includes sections for STRAITS TIMES and SINGAPOUR.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cdture, +/-%, P/E, Yield, H/B SCS, and Vol. Includes sections for BOVESPA and SAO PAULO.

DEVISES - FUTURES - OBLIGATIONS

DEVISES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for Cours de référence à 18h30, 1 CHF, 1 EUR, 1 USD, 1 GBP, and 100 JPY.

AUTRES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for Cours de référence à 18h30, 1 CHF, 1 EUR, 1 USD, 1 GBP, and 100 JPY.

ASIE/MOYEN-ORIENT/PACIFIQUE

Table of exchange rates for various currencies, including columns for Cours de référence à 18h30, 1 CHF, 1 EUR, 1 USD, 1 GBP, and 100 JPY.

DEVISES À TERME

Table of forward exchange rates, including columns for Veille, Ouverture, H/B jour, Cdture, and Variation.

DOLLAR INDEX (NYCE)

Table of Dollar Index data, including columns for No. val., Nom, Monnaie, and Cdture.

DOUANE CANADIEN (CME)

Table of Canadian Duty data, including columns for No. val., Nom, Monnaie, and Cdture.

DOUANE DTS

Table of Canadian Duty data, including columns for No. val., Nom, Monnaie, and Cdture.

MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals, including columns for No. val., Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Cdture, and Variation.

OBLIGATIONS

Table of bond prices, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

OBLIGATIONS

Table of bond prices, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

OBLIGATIONS

Table of bond prices, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

OBLIGATIONS

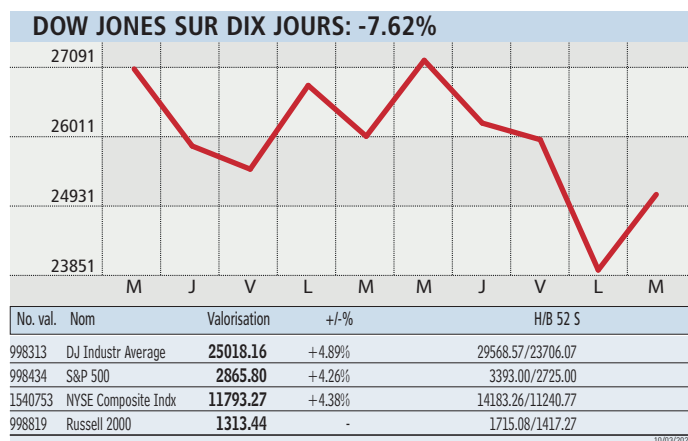
Table of bond prices, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.

OBLIGATIONS

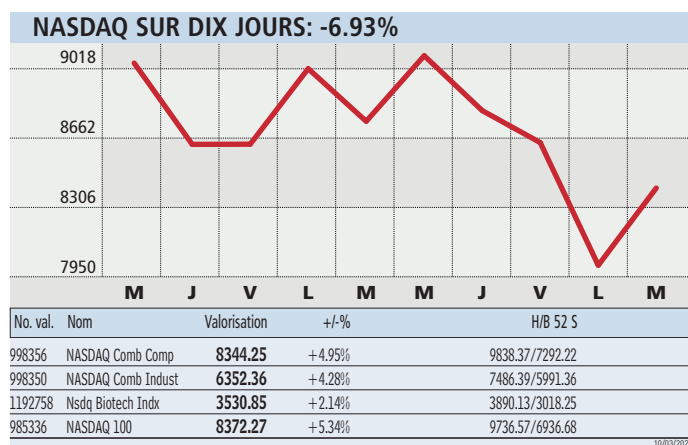
Table of bond prices, including columns for No. val., Matière première, Cdture, and Variation.



## NYSE



## NASDAQ



## CLÔTURE À WALL STREET

## Wall Street flambe après le lundi noir

Wall Street s'est envolée mardi, rebondissant nettement au lendemain de la plus lourde chute de ses indices new-yorkais depuis 2008 avec l'espoir de mesures de soutien économique aux Etats-Unis pour faire face à l'impact du coronavirus.

Le Dow Jones Industrial Average a grimpé de 4,89% à 25.018,16 points. Le Nasdaq a pris 4,96% à 8344,25 points. L'indice élargi S&P 500 a gagné 4,94% à 2865,82 points.

Malgré cette nette progression, les indices new-yorkais ont joué aux montagnes russes mardi, démarant en forte hausse, puis se repliant vers la mi-séance avant de finir en trombe.

Selon Karl Haeling de LBBW, «cela reflète le haut niveau d'incertitude sur le marché. Il n'en faut pas beaucoup aux opérateurs pour paniquer ou, au contraire, s'enthousiasmer».

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine, qui avait touché son plus bas historique la veille, remontait nettement, s'établissant à 0,7951% aux alentours de 20h45 GMT.

Le rendement à 10 ans sur les bons du Trésor américain s'éloignait de celui à 2 ans après s'en être rapproché lors des précédentes séances, certains observateurs ayant même craint qu'il passe en dessous. Ce phénomène, connu sous le nom d'«inversion de la courbe des taux», est généralement l'indicateur avancé d'une récession.

Les valeurs énergétiques sont reparties de l'avant mardi, le sous-secteur les représentant au sein du S&P 500 montant de 5%. Plusieurs majors pétrolières ont fini nettement dans le vert, comme Chevron (+3,7%), ExxonMobil (+3,7%) ou Occidental (+14,6%).

Les compagnies aériennes américaines ont également grimpé après l'annonce de plusieurs mesures pour faire face au coronavirus: Southwest, dont le patron a décidé de réduire son salaire, est monté de 4,5%, pendant qu'American Airlines et Delta, qui vont supprimer des vols, ont pris respectivement 15,3% et 4,5%.

Au sein du Dow Jones, les banques JP Morgan Chase (+7,8%) et Goldman Sachs (+6,7%) ont connu de fortes progressions, tout comme les géants informatiques Apple (+7,2%), Microsoft (+6,8%) et IBM (+5,9%). - (afp)



agefi.com/essentials

# Quand les riches Indonésiens usurpent l'identité des pauvres

Les astuces pour éviter de payer des taxes coûtent cher au pays chaque année et constituent un frein au développement.



Dans la capitale Jakarta, quelque 350 Rolls-Royce, Ferrari et autres bolides de luxe sont enregistrés sous de fausses identités, souvent empruntées à des habitants très modestes.

Dimas Prayitno, un Indonésien modeste de 21 ans est tombé de haut le jour où il a appris qu'il était l'heureux propriétaire d'une Rolls-Royce, et redevable de 15.000 dollars d'arriérés de taxes pour ce véhicule de luxe. Mais après avoir vu le logement de l'ouvrier du bâtiment dans un quartier pauvre de la capitale Jakarta, les autorités fiscales ont conclu qu'il devait être victime d'une combine d'évasion fiscale utilisée par l'élite indonésienne.

## «Comment pourrais-je me payer une voiture...»

«J'étais sous le choc et j'ai demandé: de quelle voiture parlez-vous?» lorsque les inspecteurs des impôts sont venus à la maison, raconte Dimas Prayitno. «Comment pourrais-je me payer une voiture quand j'habite dans une maison comme celle-ci?». L'ouvrier qui gagne tout au plus 10 dollars par jour a appris qu'il avait été trompé par un ancien patron. Celui-ci lui a demandé sa pièce d'identité, soit disant pour des démarches administratives, et il l'a en fait utilisée pour enregistrer à son nom sa voiture de luxe et éviter de payer des taxes.

Cette astuce n'est que l'un des multiples combines utilisées pour échapper aux impôts.

En décembre, le CEO de la compagnie aérienne nationale Garuda Indonesia a été remercié après avoir été pris la main dans le sac en train de faire passer en contrebande une Harley-Davidson et des vélos de luxe à bord d'un avion de ligne.

Quelques jours plus tard, les douaniers ont annoncé avoir découvert une filière d'importation de dizaines de véhicules et motos de luxe en contrebande dans des conteneurs maritimes qui aurait permis aux acheteurs d'économiser quelque 3 millions de dollars. «Nous allons mettre fin à ces agissements illégaux», a protesté le ministre des Finances Sri Mulyani. Les documents affirmaient que «les conteneurs contenaient des briques, mais au lieu de cela nous avons trouvé des voitures».

## Appel de la banque mondiale

L'an dernier, l'ONG américaine Global Financial Integrity (GFI) a estimé à 6,5 milliards de dollars le montant des revenus fiscaux non perçus en 2016 par l'Indoné-

sie à cause de fausses déclarations dans les échanges de biens importés ou exportés du pays.

Le ratio des taxes par rapport au PIB, d'environ 10%, est l'un des plus bas de la région, ce qui a poussé la Banque mondiale à appeler en janvier à un effort pour mieux collecter les impôts nécessaires au développement du pays. Cet appel intervient alors que le Parlement examine un ensemble de mesures législatives destiné à baisser le niveau de prélèvement des entreprises, tout en taxant davantage les géants du numérique, à alléger la réglementation et introduire plus de flexibilité dans le droit du travail, afin de stimuler la croissance.

Une meilleure collecte des impôts est aussi nécessaire pour mener à bien les ambitieux projets d'infrastructures promis par le président Joko Widodo pour son deuxième mandat, dont la création ex nihilo d'une nouvelle capitale sur l'île de Borneo.

## Amnistie

En 2016, Jakarta a proposé une amnistie pour pousser les contribuables à déclarer des actifs cachés et avait récupéré près de 10 mil-

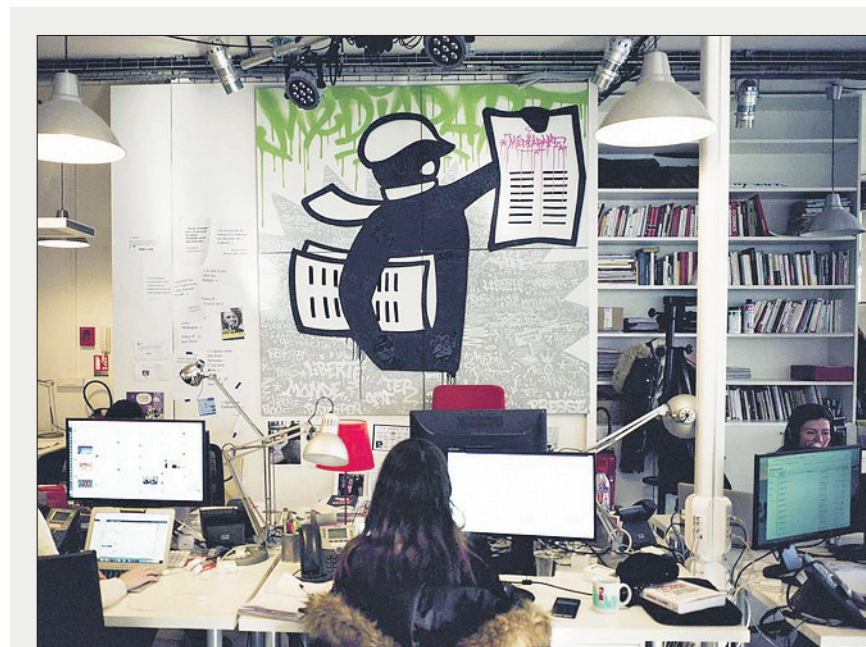
liards de dollars. Mais manifestement il reste encore beaucoup à faire pour identifier les propriétaires réels de véhicules, compagnies ou propriétés, couramment enregistrés sous des noms d'emprunt.

«C'est un problème qui dure depuis longtemps, et si le gouvernement arrivait à y mettre fin, cela stimulerait la collecte des impôts», souligne Nurkholis Hidayat, chercheur pour l'ONG indonésienne Fair Tax Forum.

## Des autocollants «taxes non payées»

Récemment, les autorités fiscales ont commencé à placer des autocollants «taxes non payées» sur des véhicules des quartiers riches. Mais pour des victimes comme Dimas Prayitno, le mal est fait. Il aimerait devenir conducteur de moto-taxi, mais les banques refusent de lui prêter de l'argent pour s'acheter un deux-roues à cause des taxes non payées pour «sa» Rolls-Royce.

«On m'a refusé un prêt trois fois à cause de ce problème de taxes», alors que les banques savent «que j'ai été manipulé», se lamente-t-il. - (afp)



## Mediapart a élargi son audience l'an dernier

Mediapart a vu son activité et ses bénéfices grimper en 2019, grâce à un bond de son nombre d'abonnés, lors d'une année au cours de laquelle le site a multiplié les révélations et tiré parti d'une actualité fournie. Mediapart, avec son modèle économique sans publicité ni aides publiques et reposant sur les abonnements des lecteurs (98% du chiffre d'affaires), est durablement rentable.

Le nombre d'abonnés a progressé de 13% l'an dernier, avec près de 170.000 abonnés actifs et payants. Si le média en ligne ne profile pas ses abonnés, ses responsables disent constater un rajeunissement et un élargissement de son audience, un phénomène qui guide en partie ses axes de développement: Mediapart va augmenter ses retransmissions vidéos de manifestations et mouvements sociaux et moderniser son application mobile. - (afp)